

SOPHIE COIGNARD

BENALLA

LA VRAIE HISTOIRE



UN INTRUS
AU CŒUR DU POUVOIR

Sophie Coignard

Benalla,
la vraie histoire

L'Observatoire

De la même auteure

La Nomenclatura française : pouvoirs et privilèges des élites, avec Alexandre Wickham, Belfond, 1988 ; Le Livre de poche, 1991.

La République bananière : de la démocratie en France, avec Jean-François Lacan, Belfond, 1989.

Le jour où la France a basculé : 10 mai 1981, Robert Laffont, 1991.

Le Nouveau Dictionnaire des girouettes, avec Michel Richard, Robert Laffont, 1993.

Les Bonnes Fréquentations : histoire secrète des reseaux d'influence, avec Marie-Thérèse Guichard, Grasset, 1997 ; Le Livre de poche, 1998.

L'Omertà française : autour de la loi du silence, avec Alexandre Wickham, Albin Michel, 1999 ; Pocket, 2002.

Le Rapport Omertà 2002, Albin Michel, 2002.

Le Rapport Omertà 2003, Albin Michel, 2003.

La Vendetta française, Albin Michel, 2003.

Le Rapport Omertà 2004, Albin Michel, 2004.

« *Vous, les politiques...* », avec Francis Mer, Albin Michel, 2005.

Mafia chic, avec Alexandre Wickham, Fayard, 2005 ; Le Livre de poche, 2007.

Le Marchand de sable, Albin Michel, 2006.

Rapacités, avec Jean-Louis Gergorin, Fayard, 2007.

Le monde est à nous, avec Alexandre Wickham, Fayard, 2007 ; Le Livre de poche, 2009.

Une présidence de crises : les six mois qui ont bousculé l'Europe, avec Jean-Pierre Jouyet, Albin Michel, 2009.

Un État dans l'État : le contre-pouvoir maçonnique, Albin Michel, 2009 ; Points, 2010.

Le Pacte immoral : comment ils sacrifient l'éducation de nos enfants, Albin Michel, 2011.

Michelle Obama, l'icône fragile, Plon, 2012.

L'Oligarchie des incapables, avec Romain Gubert, Albin Michel, 2012 ; J'ai lu, 2013.

La Caste cannibal : quand le capitalisme devient fou, avec Romain Gubert, Albin Michel, 2014 ; J'ai lu, 2015.

Ces chers cousins : les Wendel, pouvoirs et secrets, avec Romain Gubert, Plon, 2015.

« *Ça tiendra bien jusqu'en 2017...* » : *enquête sur la façon dont nous ne sommes pas gouvernés*, avec Romain Gubert, Albin Michel, 2016.

La Caisse : enquête sur le coffre-fort des Français, avec Romain Gubert, Éditions du Seuil, 2017.

Le Nouveau Mal français, Éditions de l'Observatoire, 2017.

ISBN : 979-10-329-0605-7

Dépôt légal : 2019, juin

© Éditions de l'Observatoire / Humensis, 2019

170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

Avant-propos

Vendredi 26 avril 2019, 13 heures, xv^e arrondissement de Paris.

Un nom connu de la France entière s'affiche sur l'écran de mon téléphone. Je décroche en marchant vers le taxi que j'ai commandé :

« Bonjour, Alexandre. Vous allez bien ? J'imagine que vous avez écouté le président hier soir... Il a parlé de vous... Il semblait très ému...

— Oui. Vous avez noté le silence, avant de répondre à la question du journaliste ? Et puis, quand il a dit qu'il m'en voulait encore plus parce que j'avais du talent, c'est un peu un hommage, non ? Un signe de respect... »

La veille, à Marrakech où il réside la plupart du temps, quand il n'est pas convoqué par un juge, Alexandre Benalla a regardé la première conférence de presse d'Emmanuel Macron.

Avoir entendu le chef de l'État parler de lui l'a rendu nostalgique. Cela fait neuf mois qu'il a été chassé de l'Élysée. Il refait le film. Il a toujours su que cette maudite vidéo du 1^{er} mai finirait par le rattraper. Ismaël Emelien, le conseiller spécial du président, avait beau lui dire que chaque jour qui passe éloigne le danger, lui n'en croyait rien.

« Le jour du retour des Bleus à Paris, je suis au sommet, me dit-il. C'est l'événement le plus compliqué que j'aie jamais eu à gérer. Tout le monde me félicite. À 4 heures du matin, alors que je rentre chez moi, le président m'appelle pour me dire bravo. Ça me fait plaisir. Mais moi, j'ai ce compte à rebours dans la tête. »

La première fois que j'ai rencontré Alexandre Benalla, je n'avais pas d'idée préconçue. Je souhaitais comprendre comment un jeune homme de 26 ans parti de nulle part, sans réseaux, avait pu se hisser aussi vite dans la plus haute sphère du pouvoir et en retomber encore plus rapidement. Par quel moyen il avait pu gagner la confiance du prince, à la fois d'Artagnan et chambellan. Comme beaucoup de Français, je me demandais comment un personnage présenté comme une brute arrogante pouvait avoir séduit le président.

Un jour, petite frappe déguisée en policier qui se défoule sur une proie facile. Un autre, orateur aguerri face à une vingtaine de sénateurs qui le soumettent à la question. Il est le gardien des secrets qui a mis le quinquennat en danger. Le banni du Château parti chercher fortune en Françafrique. L'homme qui en sait trop.

Alexandre Benalla est entré par effraction dans un monde qui n'était pas le sien. L'Élysée, la noblesse d'État, la police, haute et basse, les intrigues au sommet, les voyages officiels, les missions officieuses. Et puis, cette intimité avec le président. Cette confiance que lui accordait le chef de l'État. Parce que, discret et loyal, il arrangeait tous les coups, trouvait toujours la solution. Parce qu'il ne bavardait pas à tort et à travers. Parce qu'il savait tenir sa langue. Parce qu'il rapportait au président ce que plus personne n'osait lui dire.

Benalla avait monté toutes les marches vers le sommet du pouvoir. Il en collectionnait tous les attributs. Un titre de chargé de mission à l'Élysée, un grade de lieutenant-colonel dans la gendarmerie, un permis de port d'armes, une habilitation secret-défense, un badge d'accès à l'Assemblée nationale, une voiture de service « équipée police », un logement de fonction au palais de l'Alma, dans les appartements réservés de la présidence, les clés de la résidence

secondaire du président, un téléphone crypté réservé aux grands féodaux du royaume...

Bien sûr, il le savait, ce merveilleux édifice pouvait s'effondrer à tout instant. Chargé de mission à l'Élysée certes, adjoint au chef de cabinet même, mais à titre officieux, sans aucune mention au Journal officiel. Titulaire d'un permis de port d'armes, mais attribué sur une base illégale. Lieutenant-colonel de la gendarmerie, mais à titre temporaire, sans galons ni barrettes, avec le risque de redevenir simple sous-officier de réserve, sans prestige ni panache. Tous ces hochets du pouvoir entre ses mains risquaient à tout instant de désintégrer. Il était incontournable au Château. Ambitieux. Beaucoup d'obligés et autant d'ennemis.

Alexandre Benalla était là où il n'aurait jamais dû se trouver, funambule du pouvoir intrépide et pataud. Dans la monarchie française telle qu'elle survit et prospère, il est devenu un des personnages les plus courtisés du pays. Pour tous ces fils de famille, ces énarques surdiplômés, ces policiers de haut rang, ces militaires empesés, il incarnait le génie de la lampe d'Aladin. Un jeune homme doté d'un pouvoir presque surnaturel, celui que lui conférait son accès illimité au chef de l'État.

Il allait bambocher avec le général Bio-Farina, commandant militaire de l'Élysée. Il se tapait dans le dos avec le préfet Prouteau, ex-super gendarme de Mitterrand et créateur du mythique GIGN. Il s'entraînait au tir avec les hommes du GSPR aux Pistolets d'Auteuil.

Il était dans le film. Trop ! Le 1^{er} mai, il a tout gâché. Parce qu'il avait un casque de la police sur la tête, il s'est cru tout permis. Même de se prendre pour un flic, de maltraiter des manifestants et de les interpeller. Le héros méritocratique s'est

évanoui. Il aurait même pu disparaître, retourner à l'anonymat, avec son master en sécurité, son petit grade de réserviste et ses fréquentations interlopes.

Le 2 mai au matin, après avoir visionné la vidéo des exploits de Benalla, si le directeur de cabinet du président de la République décide de le licencier, il n'y a pas d'« affaire ».

Mais l'histoire s'est déroulée autrement. Elle a transformé ce chargé de mission officieux en révélateur. Tel le sel argentin qui, lors du développement des photographies, fait peu à peu apparaître sur le papier vierge les contours et les contrastes de l'image, il expose l'envers de la Macronie, ce « nouveau monde » politique où, en théorie, tout n'est que transparence, service des autres et exemplarité. Il dévoile l'imposture. Il montre que l'édifice qu'on croyait inébranlable a été bâti sur du sable.

Les mésaventures de Benalla mettent à nu une monarchie républicaine à bout de souffle. Elles racontent les abus de pouvoir, les faux-semblants, l'esprit courtisan et les hiérarchies parallèles qui gangrènent l'appareil d'État. Alexandre ou l'effet domino... En quelques mois, Macron perd seize de ses conseillers et autant de points dans les sondages. La préfecture de police est décapitée en plein mouvement des Gilets jaunes. Un samedi de décembre, l'Élysée craint même d'être livré aux insurgés. Du jamais vu sous la V^e République.

« Alexandre commence à nous coûter un peu cher »

« Alexandre commence à nous coûter un peu cher. » C'est avec un calme olympien, d'un ton presque amusé, qu'Emmanuel Macron prononce cette phrase devant quelques proches, en ce début d'année 2019.

Un peu cher ? C'est un euphémisme ! L'« affaire Benalla » empoisonne son quinquennat depuis six mois. Le dernier dommage collatéral en date se nomme Ismaël Emelien. Le plus proche conseiller, l'homme de la stratégie, dix ans de compagnonnage.

Mais Ismaël doit partir. Quitter son bureau, au deuxième étage du palais, qui était celui du chef de l'État du temps où il était secrétaire général de la présidence, sous François Hollande. C'est à cette époque qu'Emmanuel et Ismaël ont commencé à travailler ensemble. Macron avait convaincu le président Hollande d'instaurer un pacte de responsabilité favorable aux entreprises et à la croissance. Emelien faisait partie des visiteurs du soir qui l'aidaient à concrétiser ce chantier. Il avait croisé son futur patron à la Fondation Jean-Jaurès quelques années plus tôt et avait été conquis de suite, comme tous les orphelins. Lui l'était politiquement depuis l'explosion en vol de Dominique Strauss-Kahn, son idole. Il

avait 19 ans et fréquentait la jeune garde réunie autour du directeur général du FMI, Benjamin Griveaux, Stanislas Guérini, Cédric O... Depuis, il ne l'a plus quitté. Bercy, la campagne, et puis l'Élysée.

C'est lui aussi qui a mis Alexandre Benalla dans la boucle En Marche. Indirectement. Au début, il n'y avait vraiment personne pour protéger Emmanuel Macron quand il a quitté le ministère de l'Économie. Même pas d'officier de sécurité pour quelques semaines ou quelques mois, le temps de se retourner. Une petite vengeance de François Hollande, fou de rage contre le jeune traître. Il a fallu se débrouiller. Ismaël Emelien a tout de suite pensé à son vieux copain Ludovic Chaker. Il l'a rencontré grâce au réseau Sciences Po, et ne l'a jamais perdu de vue. C'est Ludo qui l'a initié au krav maga, cette discipline de combat développée par l'armée israélienne.

Mais tout cela, c'est du passé. Le conseiller spécial va annoncer publiquement qu'il prend le large. C'est malheureux, mais c'est inéluctable. Il y a quelques jours, « Isma », comme tout le monde l'appelle au Palais, a été entendu par l'inspection générale de la police nationale (IGPN). En audition libre, certes. Mais il lui a été rappelé qu'il était susceptible d'être mis en examen. Les enquêteurs s'intéressent beaucoup à lui. Avec Ludo, il est l'une des plus vieilles connaissances d'Alexandre Benalla au Château. Surtout, il est directement visé par l'instruction judiciaire concernant une vidéo tirée illégalement des caméras de surveillance de la préfecture de police. C'est lui qui a réceptionné le CD-Rom qui la contenait, et qui a fait diffuser les images sur les réseaux sociaux pour tenter de disculper Benalla, et par là même protéger l'Élysée du scandale. La séquence montre des violences commises par les manifestants, destinées à relativiser celles auxquelles s'est livré le 1^{er} mai le garde du

corps du président. Il a dit et redit à l'IGPN qu'il n'a jamais revu Alexandre Benalla après son licenciement, fin juillet 2018. Ce n'est pas le souvenir que gardent certains clients du Bristol, sûrs de l'avoir vu prendre un verre au bar du palace en compagnie de l'ancien chargé de mission. De toute façon, c'est trop tard. Cette audition a marqué la fin d'un cycle. Il faut qu'il parte.

Et puis, il y a ces SMS que les deux hommes ont échangés. Ces conversations qu'ils ont continué d'avoir, bien après l'éclatement du scandale. Désormais, les risques sont trop importants pour qu'Ismaël Emelien reste auprès du président. Il peut à tout moment être mis en examen pour « recel de détournement d'images issues d'un système de vidéoprotection et recel de violation du secret professionnel ». Ce serait le pompon pour l'Élysée, empoisonné depuis des mois par une affaire qui ressemble à une série télévisée, avec ses révélations incroyables et ses rebondissements inattendus. Non, mieux vaut déguerpir et expliquer à quelques idiots utiles, dans les rédactions parisiennes, que ce départ n'a rien à voir, mais alors vraiment rien à voir avec Alexandre Benalla. Il veut changer de vie, c'est tout, se consacrer à la réflexion et publier un manifeste sur le progressisme... Sur le progressisme ! Ça devrait passer...

Ismaël Emelien n'est pas le premier macroniste tombé sur le champ de bataille de l'« affaire Benalla ». Et peut-être pas le dernier !

À l'automne, il y a eu Gérard Collomb. Plus confiance. Plus envie. Le ministre de l'Intérieur a bien voulu passer pour un imbécile devant les commissions d'enquête parlementaire, mais pas assurer le service après-vente. Jamais il n'aurait osé annoncer sa future démission, avec préavis de dix mois jusqu'à la campagne des municipales, s'il n'avait jaugé, en

vieux routier du rapport de force, l'affaiblissement de l'Élysée. Il n'a pas voulu rester dans un bateau qui prend l'eau, et dans lequel tous les passagers risquent d'être mouillés.

Et Nicolas Hulot, il serait parti aussi sans l'ouragan Benalla ? Peut-être. Mais pas sûr. Un président moins vulnérable l'aurait certainement convaincu de rester. Ainsi, Emmanuel Macron a perdu ses deux ministres d'État, les piliers de son gouvernement, en l'espace de deux petits mois.

Et s'il n'y avait que les hommes ! Mais il y a aussi les sondages. En pente raide. Ils ont commencé à baisser en juillet, pas la peine d'être extralucide pour deviner pourquoi. Les promesses de renouveau en ont pris un rude coup.

Le truc à ne pas faire, quand on travaille à l'Élysée et que l'on veut garder le moral, c'est regarder le documentaire que Yann L'Hénoret a consacré à la victoire¹. Sur ces images, tout le monde a l'air si frais, si enthousiaste, si décidé renverser la table. Si loin de l'« ancien monde », celui des passe-droits, des privilèges, des barbouzes et de l'omerta !

Avec l'« affaire » a ressurgi une guerre aussi vieille que la République, celle qui couve toujours entre police et gendarmerie. Sans parler de la préfecture de police ! Le président ne peut plus entendre prononcer le nom du préfet, Michel Delpuech, sans que des qualificatifs désobligeants affleurent ses lèvres. Le préfet a chargé l'Élysée lors des auditions devant les commissions parlementaires. Il avait pourtant assuré qu'il n'y aurait aucune fuite, aucune suite après la diffusion sur les réseaux sociaux du tabassage des manifestants par Alexandre Benalla, le 1^{er} mai. Et voilà le résultat.

Sans compter la direction de l'ordre public et de la sécurité (DOPC), la plus importante de la préfecture de police. Cette

histoire l'a décapitée. Son patron est hospitalisé à l'hôpital militaire de Percy, avec interdiction de recevoir des visites et de regarder la télévision, pour éviter tout stress. Le maestro du maintien de l'ordre, le contrôleur général Laurent Simonin, a également été banni. C'est lui qui a invité Alexandre Benalla à la manif. Lui encore qui a organisé la livraison au chargé de mission du CD-Rom qui recelait une vidéo illégale. Il a été suspendu. Puis mis au placard à Roissy, dans un service de la police de l'air et des frontières chargé de contrôler les informations « passagers ». Il déprime et plie des trombones toute la journée. Le commissaire le plus prometteur de sa génération n'a pas survécu non plus. Il avait eu l'idée de transmettre la vidéo à l'Élysée. Suspendu puis exfiltré en province ! Et hop ! Direction Haguenau, en Alsace. Pendant ce temps-là, les Gilets jaunes ravagent les rues de Paris...

Emmanuel Macron veut savoir qui a « balancé » au *Monde* la vidéo responsable de tous ses malheurs. Il n'aura pas de repos tant que le « traître » ne sera pas démasqué. À cause de lui, les insuffisances de l'Élysée sont mises sur la place publique et suscitent la moquerie de ses adversaires. Ils n'avaient pas digéré la fracturation du paysage politique. Les voilà en train de retrouver l'appétit, de dissenter à l'infini sur les passeports diplomatiques distribués comme des petits pains et jamais désactivés, sur ce téléphone ultra-sécurisé dont l'Élysée n'a découvert la disparition qu'avec retard, et par hasard. Sur ces déclarations d'intérêts qu'Alexandre Benalla n'a jamais faites, tandis qu'il était mêlé à un contrat de sécurité avec un oligarque russe, pour ne pas dire qu'il le pilotait. Il a vraiment poussé. Il coûte cher, en effet.

C'est un supplice de voir les sénateurs plastronner quand ils interrogent le directeur de cabinet, le secrétaire général, le patron du GSPR, sans parler du héros de l'histoire.

Éblouissant, cet Alex ! Il n'en a fait qu'une bouchée de tous ces vieux barbons calés bien au chaud dans leur fauteuil. La classe ! Mais à quel prix ?

Perdues aussi, la confiance et l'obéissance absolue des élus macronistes. Certains députés LREM ne se sont toujours pas remis du silence total gardé par l'exécutif pendant plusieurs jours après les révélations du *Monde*, en plein mois de juillet. Une semaine durant laquelle ils ont dû ramer seuls face à leurs collègues de l'opposition, face aux médias, face aux électeurs, avant que le président daigne s'exprimer.

Tout cela pour quoi, se sont demandé les plus énervés ? Pour couvrir un chargé de mission même pas déclaré au Journal officiel ! Sur le papier, Alexandre Benalla est un subalterne au Château. Mais aussi celui qui passe le plus de temps auprès d'Emmanuel Macron au quotidien. Un des seuls qui l'accompagnent depuis le début de la campagne présidentielle, quand personne à Paris ne croyait aux chances de l'ancien ministre de l'Économie. Le jeune homme a su faire fructifier la relation de confiance exceptionnelle avec le patron. Il ne se contente pas d'effectuer des repérages pour les déplacements officiels et privés du président, d'aller reconnaître un théâtre avant que le couple s'y rende. Toutes ces tâches, il les remplit avec compétence et entrain. Sitôt installé à l'Élysée, il devient le fou du roi, celui qui peut tout dire au monarque. Alexandre est l'espion de la Cour. Il raconte par le menu au chef de l'État les bassesses, les rivalités, les intrigues de couloir. Alexandre est aussi celui qui fait rire le prince. Il injecte de l'enthousiasme, de la gaieté et de la liberté dans un quotidien empesé. Irremplaçable Alex !

Pour toutes ces raisons, Emmanuel Macron a laissé faire quand ses collaborateurs ont sous-estimé l'effet dévastateur que provoqueraient les images du jeune conseiller se défoulant

sur des manifestants. Au moment où son garde du corps préféré s'accordait une récréation d'un genre un peu spécial, il était aux antipodes, entre l'Australie et la Nouvelle-Calédonie. Le président a été prévenu par le coupable lui-même, et non par son secrétaire général comme l'ont raconté les journaux. Un message expédié sur la messagerie cryptée Telegram la nuit du 1^{er} mai. Sur le coup, il n'y a pas accordé trop d'importance. C'est juste après, quand il a visionné la vidéo, qu'il a explosé. Il était en colère. Il a compris qu'ils allaient tous le payer cher. Mais à Paris, on lui assurait que la situation était sous contrôle. Un dérapage, une mise à pied, il a approuvé.

Ensuite, la vie a repris son cours à l'Élysée. Alexandre essayait de ne pas penser à cette épée de Damoclès, à faire son travail, suffisamment prenant pour l'empêcher de gamberger. Mais personne n'avait imaginé les proportions qu'allait prendre cette histoire. D'ailleurs, à regarder de près les mises en examen dont a écopé Alex, c'est une toute petite affaire. Même les enquêteurs le reconnaissent, en privé. Des violences volontaires en réunion n'ayant pas entraîné d'incapacité de travail ? Passible d'une simple contravention. L'immixtion dans l'exercice d'une fonction publique, pour avoir interpellé des manifestants à la place des CRS ? Jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende, en théorie. Le port public et sans droits d'insignes réglementés par l'autorité publique ? Un an maximum, et encore ! Restent les deux mises en examen liées à la vidéo de surveillance que des policiers ont fournie au chargé de mission pour sa défense. Encore un an de prison tout au plus.

Le président a considéré que c'était une faute grave de tabasser des manifestants, même pendant ses jours de congé, mais que cela ne valait pas le bain.

De toute façon, il ne voulait pas perdre ce collaborateur. Enfin un qui respecte son épouse et que celle-ci apprécie. Cela change des relations métalliques qu'elle entretient avec la petite bande de conseillers qui l'accompagnent depuis ses débuts. Et puis, Alexandre Benalla, c'était le roi de la débrouille, capable d'aller décrocher la lune si le patron le lui demandait. Les petits marquis bardés de parchemins le regardaient de haut ? Il le leur rendait bien.

-
1. « Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire », 90 minutes.

L'entêté

Il sourit à l'objectif, mais pas trop, avec un reste d'enfance sur le visage. Il se tient droit, comme au garde-à-vous. Un survêtement qui peut faire penser à un uniforme. Cet élève au collège Foch de L'Aigle impressionne ses professeurs. Pas parce qu'il est brillant. Pas parce qu'il est bagarreur. Parce qu'il vient de réussir un exploit incroyable. Un exploit qui montre son opiniâtreté et sa force de caractère.

Il est en classe de troisième. Comme tous ses camarades, il doit faire un stage d'observation d'une semaine dans le monde du travail. Les autres rejoignent pour quelques jours l'oncle artisan ou la boutique d'un ami des parents. Alexandre Benalla, lui, a écrit au ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, pour demander s'il pouvait passer une semaine avec les équipes du RAID. Il vénère cette unité d'élite de la police nationale, qui manie les armes avec maestria, saute en parachute, mais sait aussi négocier pendant des heures avec un forcené. Le RAID, c'est la tête et les jambes, plus ce soupçon de frime qui impressionne l'adolescent.

Pour du toupet, c'est du toupet ! Et comme souvent, la fortune sourit à l'audacieux. Nicolas Sarkozy est bien organisé. Chaque 1^{er} janvier, il appelle lui-même, en rafale, toutes les « gueules cassées » de l'année précédente : pompiers blessés en service, familles de victimes d'un criminel, veuves

de gendarmes ou de policiers... De même, aucun courrier ne reste sans réponse. Et celui-là n'est pas passé inaperçu. Le gamin qui l'a envoyé, sans piston, semble aussi futé que déterminé. Ce n'est pas si fréquent, des mômes qui aiment les forces de l'ordre. Le cabinet du ministre s'occupe de tout. Un conseiller l'appelle au téléphone. Le RAID, c'est trop compliqué. Mais il lui propose de rejoindre les policiers du SPHP, le service de protection des hautes personnalités¹. Il passera trois jours au sein du palais présidentiel, visitera l'édifice de la cave au grenier et sera même là le jour du conseil des ministres...

En cette année 2006, Alexandre Benalla pénètre pour la première fois à l'Élysée, un lieu de pouvoir endormi habité par un monarque en fin de règne, Jacques Chirac. À quelques mois près, il aurait pu croiser furtivement Philippe Bas, secrétaire général de la présidence devenu ministre délégué en juin 2005. Comment s'imaginer que ce ne sont pas ses fonctions gouvernementales qui feront sortir de l'anonymat cet énarque précieux et un peu guindé, mais le jeune collégien si bien élevé qui se présente au palais pour réaliser le rêve de sa vie ? Douze ans plus tard, Philippe Bas sera le président de la commission d'enquête sénatoriale sur l'« affaire Benalla » et accèdera ainsi à une certaine notoriété.

Pour l'heure, le jeune Alexandre est enchanté de voir ses héros de près. Quand il entre, avec son guide, dans l'armurerie du service de protection, il est comme un enfant dans un magasin de bonbons. Est-ce *Bodyguard*, le film dont le héros est interprété par Kevin Costner, chargé de la sécurité de Whitney Houston, qui a fait si forte impression sur lui ? En vérité, son préféré, qu'il se passe en boucle depuis ses 10 ans, c'est *Dans la ligne de mire*, avec Clint Eastwood. L'acteur fétiche de sa mère y tient le rôle d'un agent du *Secret Service*

qui, chargé de la protection du président des États-Unis, n'a pas su empêcher l'assassinat de John Kennedy et veut racheter cette faute... Le samedi soir, ils le regardent souvent tous les deux en dégustant une pizza sur la table basse.

Après ces trois jours de rêve avec les hommes du président, l'adolescent s'est découvert une vocation. Il ne veut être ni pompier, ni astronaute, ni vétérinaire. Il veut devenir garde du corps. Et pas de n'importe qui. Non, du chef de l'État en personne. Ce serait si romanesque ! Et si remarquable pour un petit gars né à Évreux sans réseau ni fortune. Alexandre Benalla n'a pas grandi dans la misère, ni financière ni affective. Sa mère est professeure de mathématiques. Elle ne roule pas sur l'or mais ne l'a jamais fait sentir. Ils partent en vacances ensemble, et ce sont d'excellents souvenirs.

Pourtant, l'enfance est compliquée. Ses parents se séparent quand il n'a pas 2 ans. Son père repart vivre au Maroc et entend bien y emmener son fils, quitte à l'arracher brutalement à l'amour maternel. Pour échapper à la menace d'un kidnapping, Saïda Bensetti, qui a repris son nom de jeune fille, déménage souvent. Afin de brouiller les pistes, elle décide de franciser le prénom de son fils. Maroine est devenu Alexandre, c'est écrit au Journal officiel du 6 mai 1995.

Saïda fait tout pour donner la meilleure éducation possible à son fils doué mais turbulent. Elle est fière, bien entendu, qu'il ait décroché un stage à l'Élysée, sans l'aide de personne. Mais elle redoute que sa passion dévorante pour la protection rapprochée l'éloigne des études. Or, l'école de la République est pour elle la seule voie qui permette d'échapper à la médiocrité.

Toutefois, l'adolescent est têtu. En 2007, un an après la semaine fondatrice au palais présidentiel, il se fait embaucher

comme garde du corps bénévole au Festival du film romantique de Cabourg, qui se tient chaque année au mois de juin. Et pas aux côtés de n'importe qui. On le voit, tout frêle, la mine sérieuse, cravate noire, chemise blanche, veste de cuir, escorter Marion Cotillard. Il a 15 ans. Élève perturbateur, il est renvoyé de deux établissements. C'est grâce à sa mère, professeure appréciée, qu'il est accepté comme interne au lycée Augustin Fresnel de Bernay, dans l'Eure. Il y fait la connaissance de son premier mentor. Le conseiller principal d'éducation le convoque une semaine après son arrivée. Le jeune Alexandre est l'objet de moqueries de la part de ses camarades du fait d'un prognathisme visible. Il a flanqué une raclée à l'un d'entre eux. Le CPE, une armoire à glace, relève ses manches de chemise et lui propose d'aller se battre après les cours s'il a besoin de se défouler. C'est la première fois qu'Alexandre est impressionné par un adulte. Soucieux de ne pas décevoir cette incarnation de l'autorité, il se met au rugby, file doux, décroche son bac, section ES, et s'inscrit à la faculté de droit de Rouen.

Mais sa détermination est intacte. Cet ancien scout a trouvé un nouveau terrain de jeu, la réserve opérationnelle de la gendarmerie. En avril 2009, il profite des vacances de Pâques pour effectuer son stage d'intégration. Deux semaines sur la base aérienne d'Évreux, tout ce qui reste de l'important complexe militaire construit par l'armée américaine au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Son instructeur se nomme Vincent Crase. Un « fana mili » qui prend son rôle très au sérieux. Il repère d'emblée cette jeune recrue pas comme les autres et l'incite à intégrer la gendarmerie. Il n'est pas étonné qu'il sorte major de sa promotion. Alexandre Benalla a déjà d'autres ambitions que de devenir gendarme. Mais il contribue

assidûment à la réserve. Il est heureux de porter l'uniforme, d'avoir une arme, de faire partie d'une famille.

Dans les années qui suivent, il se trouve plusieurs fois sous le commandement d'un jeune ambitieux bien décidé à devenir le patron du département. Sébastien Lecornu a commencé sa carrière dans l'Eure, à 19 ans, comme assistant parlementaire du député local. Il y a rencontré Bruno Le Maire, autre élu du coin, et a été aspiré par son ascension. Il appartient lui aussi à la réserve opérationnelle de la gendarmerie. Il n'a pas 30 ans mais est déjà lieutenant. Le premier contact n'est pas très chaleureux. Le futur ministre d'Emmanuel Macron porte son grade comme un talisman. Il tient aux préséances et apprécie que la base le gratifie saluent d'un « mon lieutenant » sonore et respectueux. Le jeune Benalla se contente d'un « salut » à la limite de l'insolence. Comme souvent, ces débuts difficiles débouchent sur des relations plus amicales.

Sébastien Lecornu quitte la réserve de la gendarmerie quand il devient maire de Vernon, en 2014. Mais les liens n'ont jamais été rompus. Quand éclate « l'affaire », il ne fait pas semblant, comme d'autres, de connaître à peine le chargé de mission tombé en disgrâce. Il raconte même volontiers comment celui-ci l'a arraché à un destin funeste quand, à Verneuil-sur-Avre, un délinquant a foncé sur leur voiture de service et a failli les emboutir à pleine vitesse, côté passager. Benalla, son chauffeur, a eu la présence d'esprit d'enclencher la marche arrière...

Étudiant, le jeune Alexandre trouve des petits boulots qui s'accordent à sa vocation. Il assure ainsi la sécurité d'un bar situé sur la place du Vieux-Marché, à Rouen. Et il a adhéré au MJS, le Mouvement des Jeunes Socialistes, suivant en cela les inclinations militantes de sa mère. Saïda Bensetti est fidèle au PS depuis qu'elle a obtenu en un temps record sa

naturalisation, nécessaire pour s'inscrire au concours du Capes, grâce à l'intervention de l'homme fort de la région, Laurent Fabius.

Mais c'est à Paris que son fils veut tenter sa chance. Muni de son CV, fort de son stage au SPHP, de son expérience de « garde du corps » de Marion Cotillard qu'il prouve photos à l'appui, il convainc le patron du service d'ordre du PS de le prendre à l'essai. Bingo ! Il assure la protection de Martine Aubry pendant la primaire de 2011 puis intègre l'équipe chargée de sécuriser la campagne de François Hollande en 2012. La première garde un bon souvenir du jeune homme qu'on peut apercevoir derrière elle, encore fluet mais déjà le kit d'écoute discrète vissé à l'oreille. Le second ne s'en souvient plus...

Alexandre a 20 ans à peine. Il a presque atteint son but. Mais il ne veut pas simplement approcher les grands de près. Il n'aspire pas seulement à devenir leur garde du corps. Il veut connaître les secrets, s'immiscer dans ce monde fascinant des espions d'État.

Comme il l'a compris depuis longtemps, comme il semble même le savoir de façon innée, ce qui compte, en France, c'est le diplôme, bien entendu, mais aussi, et peut-être surtout, le réseau. Il n'avait pas 15 ans lors de son premier court séjour à l'Élysée, mais il a gardé des contacts. Notamment avec un policier du SPHP qui habite dans l'Eure, pas loin de chez lui. Un jour, ce dernier présente à l'étudiant en droit un véritable personnage de roman, Jean-Pierre M., alias Arsène, mélange de James Bond et d'OSS 117. Ce commandant à la DGSE lui en met plein la vue. Il lui vend du rêve. Il n'hésite pas à enjoliver ses faits d'armes. Il fait même croire au jeune Alexandre qu'il est l'un des fondateurs du service action, le bras armé des services secrets français.

Jean-Pierre M. est le deuxième mentor qui débarque dans la vie de Benalla. Il a l'élégance de lord Brummel, habite dans les beaux quartiers et porte d'élégants foulards en soie dans l'encolure de sa chemise. Surtout, il dirige les réservistes du service action. 250 civils recrutés dans tous les corps de métiers, avocats, journalistes, hommes d'affaires, consultants... Et voilà qu'Arsène se met en tête de coopter son poulain dans la réserve, qui manque de « minorités visibles ». C'est jour de chance pour Benalla, qui entame avec enthousiasme le parcours du combattant.

Les épreuves commencent par un entretien dans les locaux parisiens. Puis les candidats sont invités à passer deux jours dans un fort situé à l'est de Paris. Au menu, anglais, tests psychotechniques, et puis de drôles de mises en situation. Dans une salle, trois jurés sont assis derrière un bureau, tandis qu'une chaise est installée tout au fond. L'impétrant, quand il est appelé, doit trouver tout seul la solution : faut-il s'asseoir au fond de la pièce ? Non, il doit avancer son siège pour se rapprocher de ses interlocuteurs, mais pas trop. Tout le sel de l'exercice réside dans la bonne distance à trouver. Alexandre Benalla le passe haut la main. Il a vraiment le profil : rapide, ingénieux, capable de se débrouiller dans à peu près tous les contextes. Mais lors de la phase ultime, qui se déroule près de Blois, l'apprenti espion rate son oral. Il est recalé sur son profil psychologique. Un rêve s'envole...

Ce n'est pas le seul. Après avoir suivi François Hollande en campagne, Alexandre a cru pouvoir rejoindre l'Élysée. Il s'est fait coiffer au poteau. Triste rentrée 2012, où il est contraint de retourner avec son sac chez sa mère, à Évreux. Il vient de perdre son emploi de chauffeur d'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif. Une histoire compliquée. Elle l'a brouillé avec le chef de la sécurité du PS, qui ne

voulait pas qu'il aille travailler à Bercy. Il va fêter ses 21 ans dans quelques jours. Il est revenu à la case départ.

Pas question de se laisser abattre. Il faut rebondir. Une porte se ferme, dix autres s'ouvrent. Et Jean-Pierre M. continue de veiller sur lui. Directeur des opérations chez Velours international, il recrute son protégé dans ce groupe de sécurité privée créé par d'anciens flics. Comme le jour du 1^{er} mai, il se présente avec Vincent Crase, qui se fait recalier.

Le nouvel embauché se démène. Il en profite pour tricoter son réseau dans le monde interlope des ex-militaires, des honorables correspondants et autres agents de tout poil. Les contrats s'enchaînent. D'abord pour Oberthur Fiduciaire, qui fabrique des billets de banque partout dans le monde. Le voilà chargé d'obtenir des ports d'arme pour les agents de sécurité qui protègent l'imprimerie ultra-sensible de Fougères-Vitré. Le préfet qui signe les autorisations n'est autre que Patrick Strzoda, qu'il retrouvera quelques années plus tard à l'Élysée comme directeur de cabinet et ressollicitera pour pouvoir lui aussi porter un flingue à la ceinture.

Chez Velours, il monte en grade, crée une filiale au Maroc, prospecte aux Émirats arabes unis, que son mentor Arsène connaît bien pour y avoir été en poste. Son carnet d'adresses n'est pas encore très rempli, mais il ne laisse rien au hasard. Toujours à saisir les occasions. À mélanger, déjà, politique et affaires. Il connaît le secrétaire général de LVMH, Marc-Antoine Jamet, qui est aussi maire socialiste de Val-de-Reuil. Cet énarque dirigeait la fédération PS de l'Eure quand le jeune Alexandre y militait avec sa mère. Ce dernier propose par ce biais les services de Velours au numéro un mondial du luxe. Qui ne tente rien n'a rien, telle est sa devise. Mais cette fois, il fait chou blanc. Un peu plus tard, il se brouille avec un des fondateurs de Velours et va chercher fortune ailleurs.

Direction Munich, où Benalla est bombardé conseiller sécurité du président de l'Office européen des brevets. Un personnage pour le moins abrasif, ce Benoît Battistelli. Après s'être séparé un peu brutalement de plusieurs collaborateurs, il a besoin de « gorilles ». Plus tard, après des suicides de salariés dans un climat social devenu irrespirable, les syndicats de l'Office se demanderont qui, en haut lieu, protège ce Français...

En attendant, Alexandre est très bien payé et la tâche n'est pas écrasante puisqu'il trouve le temps de travailler gracieusement au cabinet de son ami, Jean-Marc Mormeck, ex-champion de boxe devenu en mars 2016 délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer.

Le bénévole organise les déplacements du délégué, participe à quelques réunions et se fait confectionner des cartes de visite avec le titre de « chef de cabinet ». Il n'est pas rémunéré mais il dispose d'une voiture de fonction, équipée d'un gyrophare et d'une plaque « police ». Dans ces conditions, Alexandre serait même prêt à payer !

Mais au fait, comment a-t-il rencontré Jean-Marc Mormeck ? Pas dans une école de boxe, comme le veut la légende, mais dans le sillage de François Hollande, en mars 2012. Le candidat à la présidentielle avait envoyé un message d'encouragement au boxeur tricolore avant un combat très médiatisé contre l'ancien champion du monde ukrainien Wladimir Klitschko. Mormeck avait perdu, mais il avait rendu visite au futur président pour le remercier. Alexandre Benalla rôdait dans les parages, ravi et fasciné de rencontrer une icône de l'un de ses sports favoris. Les deux hommes avaient échangé quelques mots. Le courant était passé. Des coordonnées avaient été données. Un fil s'est tissé ensuite.

Le réseau, encore et toujours le réseau !

1. Le SPHP est l'ancêtre du Service de la Protection (SDLP) qui dépend de la direction générale de la police nationale et dont sont issus, du moins en théorie, les policiers affectés au Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR).

L'irrésistible ascension

En ce début d'automne 2016, Ludovic Chaker est très excité par la mission qui l'attend. Ismaël Emelien vient de lui proposer de participer à la longue marche d'Emmanuel Macron vers l'Élysée. Il est le logisticien de la campagne. Chargé de s'occuper de tout... et du reste. Un emploi taillé sur mesure pour ce diplômé de Sciences Po, agent de la DGSE¹ à ses heures, sinologue distingué et adepte des sports de combat, créateur d'une *start up*² qui n'a jamais décollé. Sur le front politique, il n'a pas brillé non plus, avec un score misérable aux législatives de 2012, comme candidat divers gauche auprès des Français de l'étranger.³

Ce qui ne l'a pas empêché d'être propulsé secrétaire général d'En marche à la création du parti, en avril 2016. Quand Macron gagne, il l'emmène dans ses bagages. À l'Élysée, il le nomme chargé de mission auprès de son chef d'état-major particulier. Un poste sur mesure créé spécialement pour lui. Récompense de bien des services rendus dans l'ombre pendant la campagne. Le réserviste de la DGSE, jusqu'à ce que la « boîte » le remercie après l'« affaire Benalla », a su activer ses réseaux pour recruter chez les « milis » les « gorilles » du candidat, capables de parer les coups tordus de la hollandie.

Au début de l'aventure, il est le seul, dans la ruche macronienne, qui connaisse le petit milieu de la sécurité. Depuis qu'il a démissionné du ministère de l'Économie, Emmanuel Macron ne bénéficie plus d'aucune protection policière. Pour le casting des gros bras, Ludovic Chaker fait naturellement appel à Jean-Pierre M., qui l'a formé comme agent. C'est là que le nom d'Alexandre Benalla est prononcé. Chaker le présente au « patron ». Le courant passe immédiatement.

Le petit gars d'Évreux correspond en tous points à l'idée que le futur président se fait de la méritocratie républicaine. Il s'est battu contre les inégalités de destin et a embarqué sans complexe dans un ascenseur social pourtant bien endommagé. Son itinéraire est un exemple pour tous les jeunes des quartiers. Sa volonté d'intégration apporte un intéressant contrepoint aux dérives communautaristes et identitaires. Son respect de l'autorité, comme réserviste de la gendarmerie, contraste avec le laisser-aller ambiant. Son émerveillement, son enthousiasme et son désir de bien faire apportent un vent de fraîcheur dans l'équipe. Alexandre Benalla n'a pas voulu végéter sous un plafond de verre, et cela plaît au candidat. « Moi, j'ai un ennemi, c'est l'assignation à résidence, les gens qui sont bloqués dans leur situation, le regard qui cantonne les gens à leur quartier, leur famille », déclare-t-il le 30 mars 2017 lors d'une réunion publique à Saint-Denis, en banlieue parisienne, parodiant la tirade de François Hollande en 2012, sur « mon ennemi, c'est la finance ».

Le nouveau responsable de la sécurité, d'abord bénévole, sait se rendre indispensable. Dès l'emménagement rue de l'Abbé-Groult, dans un immeuble du xv^e arrondissement de Paris, il devient le roi du quatrième étage, où sont installées les équipes, faméliques au début, pléthoriques ensuite, chargées

de la sécurité. Et il est le seul à détenir les clés du paradis qui mènent deux niveaux plus haut, au sixième, jusqu'au bureau du « patron », celui qui ne cesse de monter dans les sondages et dont les médias raffolent chaque jour un peu plus. Il a aussi fait embaucher son ami Vincent Crase pour assurer la garde des locaux. Preuve irréfutable de sa prodigieuse ascension. En 2009, ce quadragénaire était son instructeur. Sept ans après, il est devenu son adjoint !

Alexandre Benalla sait se montrer rassurant, enveloppant, grâce à sa haute taille, son embonpoint, sa débrouillardise sans limites et son sang-froid un peu surjoué. Il est toujours là, derrière le chef, pas son garde du corps, non, pas vraiment, puisqu'un ancien du GIGN aux multiples talents est arrivé en même temps que lui. Mais il veille...

En février 2017, Macron visite le salon de l'Agriculture, étape obligée de tout candidat à la présidentielle. Au cours de sa déambulation survient un événement inattendu. Venu de loin, très loin, un œuf atterrit sur la tête du candidat et ruine son costume. Rapide comme l'éclair, Alexandre Benalla prend Emmanuel Macron sous son aile et l'exfiltre en coulisse comme dans les films américains. « Faut être très détendu, c'est de l'œuf... », relativise l'ancien ministre de l'Économie.

N'empêche, rue de l'Abbé-Groult, l'épisode de l'œuf devient l'équivalent de la chanson de Roland. Le lendemain, le candidat montre aux uns et aux autres la vidéo de la scène sur son téléphone portable. Il semble ne pas s'en lasser. « On voit Alexandre qui te plie en deux ! » dit Jean-Marie Girier, son directeur de campagne⁴ quand il lui montre les images, tout content de les regarder encore et encore.

Quelque temps plus tard, entre les deux tours de la présidentielle, quand Emmanuel Macron, en visite à Amiens,

sa ville natale, apprend que Marine Le Pen est avec les ouvriers en grève de Whirlpool, à quelques kilomètres de là, il décide aussitôt de s'y rendre. Les policiers du SDLP chargés de sa protection ne sont pas emballés : l'ambiance est très tendue, la sécurisation du candidat impossible. Alexandre Benalla, lui, est partant, plutôt deux fois qu'une. « Je ne peux pas paraître planqué [...]. Si vous écoutez les mecs de la sécurité, vous finissez comme Hollande, peut-être que vous êtes en sécurité, mais vous êtes mort », lance le candidat à ceux qui veulent le dissuader d'aller au contact. Quand il arrive sur le parking, l'atmosphère est électrique. Il faut au candidat près d'une demi-heure pour pouvoir entamer le dialogue avec les grévistes. Derrière lui, dans la bousculade, fidèle au poste, Alexandre Benalla.

Comment se passer d'une telle perle ? Emmanuel Macron n'écoute pas ceux qui évoquent, devant lui, les dérapages de son « bodyguard ». Ils sont rares, il est vrai, à faire preuve d'une telle témérité. Qui voudrait dénigrer auprès du chef l'un de ses chouchous ? Il n'empêche, ce manque de curiosité, de la part d'un homme qui aspire à exercer les plus hautes fonctions, s'apparente à de la désinvolture.

Il ne serait pourtant pas nécessaire de chercher très loin. Benalla a été brièvement le chauffeur d'Arnaud Montebourg. Il est vrai que le candidat à la présidentielle n'apprécie guère son prédécesseur au ministère de l'Industrie, alors rebaptisé « du Redressement productif ». Une antipathie réciproque, au demeurant. Mais il n'était pas difficile de demander des références, ou de mener une enquête à partir d'un CV. L'organisation du QG de campagne préfigure celle de l'Élysée. Elle fonctionne de façon très fluide, au point de dysfonctionner. Tout ce qui ne relève pas des médias ou de la

stratégie est considéré comme subalterne. Tout ce que le chef demande doit être exécuté sans discuter.

Personne, donc, ne songe à s'interroger sur le très bref passage d'Alexandre Benalla à Bercy, en 2012. Il y a été embauché le 21 juin 2012 et licencié le 1^{er} août, pour des motifs qui ont fait l'objet d'une note assassine rédigée par le chef de cabinet d'Arnaud Montebourg. Pour ce proche du ministre, « M. Benalla a plusieurs fois fait la démonstration de son incapacité à occuper les fonctions exposées de chauffeur personnel du Ministre, qui nécessitent à la fois discrétion, responsabilité et tempérance ». Il lui est reproché d'avoir voulu fuir ses responsabilités au moment d'un accrochage avec une autre voiture en présence d'Arnaud Montebourg, d'avoir « introduit une personne et son véhicule au sein du ministère sous le couvert d'un rendez-vous avec le ministre, obligeant ce dernier à démentir le rendez-vous », et de s'être prévalu du soutien de celui-ci pour une demande de port d'armes.

Des fautes que l'intéressé nie catégoriquement, aujourd'hui encore. Alexandre Benalla reconnaît qu'il a bien garé la Porsche de son copain Jean-Marc Mormeck dans la cour de Bercy, mais assure que le boxeur avait bien rendez-vous avec Arnaud Montebourg. Un ancien collaborateur du ministre se souvient de la panique qui l'a saisi quand il a vu par la fenêtre une Porsche garée à l'emplacement de son patron. Il aurait suffi d'une photo pour que l'homme à la marinière, le défenseur du « made in France » passe pour un frimeur bling-bling ! L'ancien chauffeur soutient *mordicus* qu'il n'a jamais eu d'accrochage. Il raconte en revanche une histoire assez distrayante sur l'ancien ministre. Il le conduisait un dimanche au spectacle de danse de sa fille, mais à la sortie, son patron préféra rentrer en Vélib'. Le chauffeur décida de le suivre en

voiture. Jusqu'au moment où le cycliste se retrouva sur une bretelle du périphérique. L'ex-ministre nie cette anecdote avec la dernière énergie. Il sait que sa parole, même démonétisée, vaudra toujours plus que celle d'Alexandre Benalla. C'est dommage, car la simple évocation d'Arnaud Montebourg chevauchant son Vélib' cheveux au vent sur le boulevard périphérique est un enchantement.

Personne non plus ne tient compte des alertes en temps réel sur le comportement éruptif du chargé de la sécurité. Un incident se produit ainsi au siège d'En marche quelques jours après l'emménagement. Le samedi 26 novembre, le gestionnaire de l'immeuble demande par écrit à la direction du mouvement de déclarer Alexandre Benalla *persona non grata*.

« M. Alexandre Benalla, se réclamant de votre mouvement, disant y exercer des responsabilités, excipant de plusieurs qualités (Chef de cabinet au service du PM, autorisé à porter une arme, etc.) m'a menacé publiquement et provoqué physiquement, devant vous et d'autres témoins [...]. Nous avons alerté la Préfecture qui a envoyé une patrouille de police secours à 21 heures. Ces faits sont d'autant plus attristants que nous avons des relations que je crois excellentes. J'ai croisé Emmanuel ce matin. Il m'a interrogé sur la situation de la veille, je ne lui ai pas parlé de cet incident... » Le gestionnaire renonce à porter plainte pour ne pas « donner lieu à une publicité nuisible ». Mais il demande à Grégoire Potton et à Ludovic Chaker « de ne plus autoriser M. Benalla à se présenter au 99-101 rue de l'Abbé-Groult ».

L'histoire montre à quel point ces doléances ont été ignorées. Il n'est tenu aucun compte de cette interdiction de séjour. Alexandre Benalla a déjà pris une grande importance dans le dispositif. Personne n'a envie d'évoquer cet épisode désagréable avec le candidat. Emmanuel Macron, à cet instant,

se rend déjà coupable de légèreté. S'il est informé des incidents, il doit à tout le moins recadrer son jeune collaborateur. S'il est tenu à l'écart, c'est que son entourage est défaillant, et c'est sa responsabilité aussi. Mais tout le monde doit penser que la fin justifie les moyens. Si Alexandre est si bon dans ce qu'il accomplit, c'est justement parce qu'il ne s'embarrasse pas des règles et usages établis. Cette capacité de transgression provoque quelques dommages collatéraux ? Pas grave. Il est capable de gérer plus de 400 bénévoles, d'anticiper les désirs du patron et c'est l'essentiel.

Le directeur de la sécurité est déjà beaucoup plus important que ce que laisse supposer son titre officiel. Il ne se laisse pas enfermer dans son périmètre. Comme toujours, il va et vient, entretient ses contacts. Sa proximité avec le candidat qui monte et qui pourrait bien devenir président lui confère une aura considérable.

Il reconforte, par exemple, les âmes blessées de la droite. Un soir, il prend un verre avec Sébastien Lecornu dans un établissement du boulevard Saint-Germain. Ce fidèle de Bruno Le Maire a rejoint l'équipe de campagne de François Fillon après la primaire mais il en a assez. Le candidat de la droite ne se contente pas de faire sombrer son camp. Il est odieux avec lui, comme avec les autres, d'ailleurs. Il ne se souvient même pas de son prénom et le salue à peine quand il le croise dans un couloir. Lecornu est accompagné de Gérard Darmanin et de Thierry Solère, qui broient aussi du noir... Toutes ces belles perspectives de carrière, tous ces postes en or qui s'évanouissent à cause d'un homme qui va entraîner toute une génération dans sa perte !

Ces dispositions inattendues ne tombent pas dans l'oreille d'un sourd. De retour rue de l'Abbé-Groult, Alexandre Benalla va voir Ismaël Emelien : « Tu devrais rencontrer

Sébastien Lecornu ». Le stratège d'Emmanuel Macron n'est pas enthousiaste. L'heure n'est pas encore à l'ouverture à droite. Son interlocuteur insiste. Lui dit qu'il doit voir les yeux de Lecornu. Ce sont les mêmes que ceux du patron. Le regard est si intense qu'il vous transperce. Ismaël Emelien finit par céder. Mais un quart d'heure, pas plus. La rencontre est organisée au Rooftop, le bar situé sur le toit de l'hôtel Peninsula, avenue Kléber. Elle dure bien plus longtemps que prévu... Le futur ministre d'Emmanuel Macron ne fait pas de courbettes : il votera Fillon au premier tour ; mais si le duel final se joue face à Marine Le Pen, ils seront quelques-uns à ne « pas déconner ».

Se mêler de politique ne doit toutefois pas empêcher de gérer la logistique. Après le premier tour de la présidentielle, il devient urgent de trouver un lieu symbolique, dans Paris, pour célébrer la victoire. Cette mission échoit à Benalla. Et elle n'est pas de tout repos. La mairie de Paris trouve à redire à toutes les propositions. Elle finit par céder sur le Louvre. Un peu monarchique mais tellement solennel.

Le grand jour arrive. Alexandre n'est pas présent au QG pour savourer l'instant de la victoire. Il s'affaire dans la cour carrée du palais des rois afin de régler les derniers détails.

Puis c'est le moment. Le cortège, les motards, les vivats, la pyramide, « L'Hymne à la joie ». Il accompagne le président élu jusqu'à l'escalier de la grande estrade installée dans la cour Napoléon.

« Tout le monde nous a dit que c'était impossible... », s'exclame le vainqueur devant la foule. « Mais nous l'avons fait », pourrait répondre en écho Alexandre Benalla.

-
1. Qui s'est séparé de lui début 2019.
 2. Il a créé la société OODA Consulting, au capital de 500 euros, en juillet 2014 et l'a fermée pendant la campagne présidentielle en janvier 2017.
 3. Il a été directeur de cabinet du maire socialiste de Joué-lès-Tours puis candidat aux législatives de 2012 dans la circonscription des Français de l'étranger qui s'étend de la Russie à l'Océanie en passant par l'Asie, où il a obtenu 1,99 % des voix.
 4. Et futur chef de cabinet du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb.

Le génie de la lampe

Après son stage de troisième, Alexandre Benalla est souvent retourné à l'Élysée. Chaque fois qu'il venait à Paris, il faisait un crochet par le 55 rue du Faubourg-Saint-Honoré, et demandait Patrick, le policier du SPHP originaire de l'Eure qui l'avait pris sous son aile. Et voilà Alexandre de retour au Palais, pour de bon et par la grande porte !

Le soir de la victoire, il n'est pas certain pourtant d'y revenir. Personne ne lui a rien promis. Il avait déjà failli réussir en 2012, dans le sillage de François Hollande, mais tout avait capoté. Cette fois non plus, personne ne lui a rien dit. Mais il y croit et il a raison.

Sitôt élu, le président se projette dans ses nouvelles fonctions. Il veut emmener avec lui deux serviteurs de la première heure. L'ancien gendarme du GIGN Christian Guédon, qui le protège depuis le début de l'aventure. Et Alexandre Benalla, son couteau-suisse, qui arrange toujours tout, qui est si amusant et que Brigitte adore parce qu'il la traite avec respect et la fait rire. Évidemment, ce n'est pas simple, Guédon n'est même plus fonctionnaire. Quant à Benalla, il ne l'a jamais été. Mais ce que le président veut...

Ces deux hommes sont implantés au cœur du réacteur dès le lendemain de la passation des pouvoirs. Le palais est encore à moitié vide, qu'Alexandre Benalla fait la tournée des

popotes, rencontre le colonel Lavergne, patron du GSPR, et le général Bio-Farina, commandant militaire de l'Élysée. Le premier, à la tête de 70 hommes environ, policiers du Service de la protection et gendarmes issus du GIGN, est chargé de veiller sur le chef de l'État lors de ses déplacements. Le second, également gendarme, a sous sa responsabilité la sécurité dans l'enceinte du palais. L'un comme l'autre exerçaient déjà leurs talents du temps de François Hollande, et doivent donner quelques gages au nouvel arrivant. Les bruits de couloir vont vite à l'Élysée et ils ont entendu dire qu'Emmanuel Macron voulait voir des visages nouveaux, qui n'avaient pas fait allégeance à l'ancien président.

Est-ce vrai ? Est-ce faux ? Alexandre Benalla, en tout cas, ne dément pas. Cela lui permet de tenir la dragée haute à tous ces gradés. Certains, au GSPR, n'ont pas compris qu'il fallait se consacrer corps et âme au président. Ils tiennent à leurs congés, à leurs avantages acquis. Ils ont été habitués à l'ambiance plan-plan qui régnait sous Hollande. Benalla doit leur faire comprendre qu'on a changé d'ère. Quand ils n'obtempèrent pas à ses demandes, il les remet à leur place, les engueule, les insulte parfois. Ils ne sont pas contents ? Il a trouvé une expression magique pour mater les fortes têtes : « là-haut ». C'est une demande de « là-haut », on pense ainsi « là-haut », il en parlera « là-haut », le tout appuyé d'un geste de l'index vers le plafond...

Il laisse entendre au commandant du GSPR, Lionel Lavergne, qu'il a plus ou moins sauvé sa tête. Ce colonel de gendarmerie, qui sera nommé général en 2018¹, n'apprécie pas trop d'être l'obligé de ce drôle de conseiller. Mais il n'en laisse rien paraître. Connaît-il le surnom qu'emploient le président et son ange gardien pour parler de lui ? Ils l'appellent « colonel Moutarde », comme le personnage

ridicule du jeu de Cluedo. Ce sobriquet fait référence à ses soudains accès de colère, comme si la moutarde lui montait au nez. Une espièglerie, sûrement, mais qui ne contribue pas à renforcer l'aura du chef du GSPR aux yeux du « patron ».

Quant à Éric Bio-Farina, qui surveille le Palais depuis 2012, il est tout miel avec Alexandre. Celui-ci lui soumet l'idée de créer une réserve de gendarmerie spécifique à l'Élysée ? Quelle riche idée ! Le chargé de mission propose pour sélectionner, former et superviser les recrues, son vieux copain Vincent Crase, qui s'ennuie ferme au QG de La République en marche, où il joue les vigiles de luxe ? Cette suggestion est accueillie avec enthousiasme, et immédiatement adoptée.

Éric Bio-Farina, au fil des mois, multiplie les gestes d'affection à l'égard de celui qui est si proche de Jupiter. Le 17 mars 2018, il fait partie des joyeux fêtards qui se retrouvent au César Palace, au pied de la tour Montparnasse, à Paris, où l'on célèbre le 45^e anniversaire du GIGN. *L'Essor*, le journal officiel de la gendarmerie, publie une photo de l'événement qui a ensuite été censurée quand l'affaire a éclaté. On y voit Alexandre Benalla et Éric Bio-Farina, bras dessus, bras dessous, en train de lever le pouce, tout sourire, devant une des danseuses de la revue, toute en bas fantaisie et frous-frous. Christian Prouteau, en maître de cérémonie, a l'air ravi... Une jolie soirée un peu « chaude », entre amis. Quand on regarde ce cliché, on est obligé de se demander qui, du jeune chargé de mission ou du général, a autorité sur l'autre.

Autre exemple, plus spectaculaire encore, de hiérarchie inversée : la relation d'Alexandre avec son supérieur direct à l'Élysée. Le chef de cabinet François-Xavier Lauch n'arrive au Château qu'au bout de deux semaines, quand son adjoint a déjà pris ses marques et ses aises. Dès le début, le courant ne

Il passe pas avec ce jeune sous-préfet à l'allure si sage. C'est l'énarque type, couvé par ses pairs, bien vu de ses supérieurs. Son subordonné détecte vite que ce garçon a un problème. Il risque d'être accroché par la justice en marge de l'enquête sur l'attentat du 14 juillet 2016, à Nice, parce qu'il était directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes. Des familles de victimes estiment en effet que ce représentant de l'État a failli dans la mise en place du dispositif de sécurité². L'institution préfectorale a-t-elle voulu protéger l'un de ses poulains en l'exfiltrant à l'Élysée ? Toujours est-il que la présidence n'a pas été avertie, au moment du recrutement, de cette épée de Damoclès. Mais Benalla, lui, a vite repéré le point faible. Et les failles, il adore. Il les explore et les exploite.

François-Xavier Lauch, une fois installé, aimerait bien être plus près de dieu. Il ne comprend pas que son adjoint soit de – presque – tous les voyages diplomatiques, de – presque – tous les déplacements sur le sol français, de toutes les sorties privées du couple Macron tandis que lui reste au bureau. À deux ou trois reprises, avec un brin de sadisme, Alexandre Benalla lui cède sa place : tu veux être aux côtés du président ? Vas-y, mais tu ne vas pas aimer... Quand François-Xavier Lauch se glisse enfin dans les bagages du président, il en fait trop ou pas assez. Il n'a ni l'habitude ni les codes. Arrive toujours le moment où Emmanuel Macron pose la question humiliante : « Où est Alexandre ? ».

Lauch, nommé plus jeune préfet de France début 2019, est le prototype du bon élève, appliqué et soucieux de marcher dans les clous. C'est un motif d'amusement pour Alexandre l'incontrôlable. Quand le haut fonctionnaire, qui remplit sa déclaration d'impôts avec minutie, lui recommande de déclarer au fisc sa voiture de fonction, Benalla hurle de rire. Et il doit s'accommoder de cette grossièreté. Supporter aussi ses

histoires prétendument drôles. Il y en a une, interminable, qui ridiculise le corps préfectoral. Il y est question de la recette que doivent appliquer les énarques, comme lui, pour faire carrière. Elle s'étire en une dizaine d'épisodes identiques, qui correspondent aux différents postes occupés par le fonctionnaire, lequel à chaque étape de sa carrière évite soigneusement de prendre des décisions, jusqu'à la consécration finale, préfet de police ou directeur de cabinet du président de la République, au choix. Benalla a l'outrecuidance de se payer la tête à la fois de son supérieur hiérarchique direct, Lauch, mais aussi du directeur de cabinet, Patrick Strzoda, son « n + 2 », et ainsi que du préfet de police de Paris, Michel Delpuech, qu'il a croisé de temps à autre. Alexandre procède en toute impunité. Qui prendrait le risque d'aller rapporter ses écarts de conduite au chef de l'État ? Celui-ci risquerait d'en rire.

Ce chargé de mission, situé tout en bas de l'échelle hiérarchique, peut nuire en haut lieu. Il souhaite par exemple que Brigitte Macron soit mieux protégée. Il ne comprend pas qu'elle ne dispose que d'un garde du corps, alors qu'il en faut trois au minimum, selon lui, pour que le dispositif ait un sens. Il fait valoir cette revendication auprès de son supérieur direct en présence de Lionel Lavergne, qui lui apporte son soutien. François-Xavier Lauch renâcle. Selon ses calculs, deux officiers de sécurité supplémentaires coûteraient près de 300 000 euros par an. Trop cher. Étrange administration française, où personne ne s'émeut que les ministres de l'Intérieur, même s'ils n'ont exercé que quelques semaines, conservent à vie une voiture avec chauffeur ainsi que deux officiers de sécurité, mais où l'intérêt de protéger la première dame se mesure sur un tableau Excel ! Cette anecdote aussi, Alexandre Benalla ne se prive pas de la populariser.

Toutes ces intrigues, en plus des multiples tâches du quotidien, c'est beaucoup de travail. Mais c'est la belle vie, aussi. Les week-ends au Touquet, l'atypique chargé de mission est logé à l'hôtel, tout près de la maison de Brigitte Macron. Il assure qu'il n'a jamais eu les clés, contrairement à ce qu'on a lu dans la presse. Mais en fait, il lui est quand même arrivé de les avoir en main, pour aller ouvrir à un artisan, pour aller chercher « des trucs » que le couple avait oubliés. Un soir, tandis que la famille recomposée – parents, enfants, petits-enfants – se retrouve autour d'un dîner, un membre de la sécurité frappe à la porte de la chambre d'Alexandre Benalla. C'est un des gendarmes du GSPR qui lui demande de le suivre. Un problème ? Il ne sait pas. Le président veut le voir. Dans le salon, le chef de l'État se retient difficilement de rire : « Vous avez de drôles d'amis, Alexandre ! » Et de raconter qu'un des hiérarques du GSPR, qui fait partie du voyage, et qui ne passe pas inaperçu en raison de son air de famille avec le barde Assurancetourix, se fait remarquer sur l'une des artères principales de la station balnéaire. Il n'est pas en service cette nuit-là c'est vrai, mais ce n'est pas une raison pour arroser cette liberté de manière trop ostensible. Et surtout pour, ensuite, se mettre en position de départ d'un sprint puis courir comme un dératé en hurlant. « Il ne faut pas qu'il nous fasse ça tous les soirs, Usain Bolt, parce que tout le monde le reconnaît. À ce stade, la seule solution, ce sont les blouses blanches ! » lance le président, hilare. Cet Alexandre est décidément une perle. Fidèle comme personne, toujours disponible, capable de faire rire, mais aussi de faire peur.

Son mépris des codes déroute dans cet univers feutré. Rien ne le retient de fermer son clapet à un préfet, quand il est en mission de préparation d'un voyage présidentiel. François-Xavier Lauch est alors ravi de pouvoir s'abriter derrière ce

franc-parler. Mais il est quand même gêné par la brutalité de son adjoint, et prend des mines d'excuses à destination de ses collègues plus gradés que lui dans le strict protocole de la préfectorale. « Il faut que tu apprennes la duplicité », glisse-t-il à son adjoint à la fin d'une de ses réunions. La duplicité ? Quelle bonne blague ! Alexandre Benalla s'empresse de la raconter à la cantonade.

Pourquoi se priver, puisqu'il fait rire le monarque, son épouse et une partie de sa cour ? En juillet 2017, Brigitte et Emmanuel Macron reçoivent de jeunes autistes à l'Élysée. Les enfants doivent tous porter le même tee-shirt pour l'occasion. Le chargé de mission coordonne l'événement avec le directeur de cabinet de Brigitte Macron, Pierre-Olivier Costa. Il finit par leur dire à tout deux qu'on pourrait économiser beaucoup d'énergie et d'argent en n'invitant personne et en demandant à Alexis Kohler et Ismaël Emelien, les deux plus proches collaborateurs du président, d'arborer chacun un polo spécial autisme. L'un et l'autre, en effet, ne sont pas connus pour exceller dans l'interaction avec autrui.

Alexandre Benalla vit bien au-dessus de son grade officiel, chargé de mission, le moins élevé dans un cabinet. Il participe à des déjeuners avec des personnages hiérarchiquement beaucoup plus importants que lui. L'enquête sur l'« affaire » a ainsi révélé celui qui s'est tenu dans une salle à manger de l'Élysée le 25 avril 2018, en compagnie d'Éric Bio-Farina et d'Alain Gibelin, alors patron de la DOPC à la préfecture de police de Paris. Un général et un inspecteur général, le plus haut grade de la police nationale... Des repas, il s'en est donné beaucoup d'autres en sa présence dans une salle à manger privée avant ce fatal 1^{er} mai. Par exemple avec Christian Prouteau, le fondateur du GSPR, qui après des années de disgrâce est de nouveau le bienvenu dans ce palais qu'il

connaît par cœur. Un de ses invités a trouvé un peu caricaturale la colère qu'Alexandre a piquée parce qu'il n'y avait pas de fromage au menu servi ce jour-là. Il a été impressionné, aussi, de voir le personnel s'empresse d'accéder à ce caprice gastronomique.

Benalla ne se contente pas d'organiser des agapes sous les lambris de l'Élysée. Il est aussi accrédité secret-défense pour avoir accès aux notes et télégrammes en lien avec les déplacements du président. Il dispose d'une voiture de fonction équipée de tous les attributs de la police. Il est parvenu, après plusieurs déconvenues, à disposer d'un permis de port d'armes. Il s'est vu attribuer un téléphone Teorem ultra-sécurisé, contrairement au reste de la chefferie de cabinet. Il est en attente d'un appartement de fonction quai Branly, dans la résidence présidentielle haut de gamme qui accueille les collaborateurs les plus stratégiques du chef de l'État. Il est tout puissant.

Son « aura », pour reprendre le terme qu'emploiera Michel Delpuech lors de son audition devant la commission d'enquête parlementaire, se déploie bien au-delà de l'Élysée. À la préfecture de police, il est diversement apprécié mais unanimement courtoisé. Comme le génie de la lampe dans le célèbre conte *Aladin*, il semble en mesure d'accomplir toute sorte de bienfaits.

Début 2018, il organise le transfert de Jean-Yves Hunault, pour occuper le poste d'officier de liaison entre le Château et la préfecture de police. Ce policier n'est absolument pas demandeur. Un soir de l'hiver 2018, ils patientent tous les deux à l'hôtel du Collectionneur, rue de Courcelles, à Paris. Le président assiste au dîner organisé par les représentants de la communauté arménienne. Alexandre Benalla lui propose ce job qui ne se refuse pas. Il croit lui faire une fleur mais Jean-

Yves Hunault décline. Il aime bien son travail à la préfecture, où il va bientôt « passer commandant », son bâton de maréchal, en récompense de sa fidélité. Il tient beaucoup à ce titre, alors qu'il approche de la retraite. Une petite semaine passe et Benalla revient à la charge. Un vendredi soir, il l'appelle une, fois, deux fois, trois fois... L'autre dîne en famille mais finit par décrocher. C'est sa grande erreur. Le chargé de mission le relance, lui dit qu'il en a déjà parlé au cabinet du préfet. Le lundi suivant, Jean-Yves Hunault tâte le terrain auprès de sa hiérarchie, qui n'est pas enthousiaste... mais qui change radicalement de point de vue après un déjeuner avec le génie de la lampe. Le 1^{er} mars 2018, Hunault prend ses nouvelles fonctions à l'Élysée. Alexandre Benalla a fait coup double. Il s'est fabriqué un obligé. Mais il a aussi impressionné toute la préfecture de police. Ainsi lorsque le chef de cabinet du préfet Delpuech, Yann Drouet, est promu à la présidence de la république comme secrétaire général de la *task force* antiterroriste, les langues de vipère s'activent. Et ne manquent pas de faire remarquer que ce beau poste revient au fonctionnaire qui a validé le port d'armes de Benalla en octobre 2017.

Lors de la cérémonie d'hommage à Xavier Jugelé, ce policier assassiné par un islamiste sur les Champs-Élysées, en avril 2017, un haut-gradé de la préfecture de police de Paris fait un malaise. Le chargé de mission le fait embarquer dans l'ambulance réservée au chef de l'État, contre toutes les règles en vigueur. Dans les rangs, son geste ne passe pas inaperçu.

Être en orbite autour de Jupiter, cela permet de tout promettre à tout le monde. Alexandre Benalla dit à chacun ce qu'il veut entendre, sans vraiment s'engager. Il laisse planer le mystère sur l'étendue de son pouvoir. Laurent Simonin, le grand expert du service d'ordre à la préfecture de police, n'y a

plus aucune perspective de carrière. Tout juste quinquagénaire, il plafonnera comme contrôleur général jusqu'à la retraite et ne passera jamais inspecteur général. Ce passionné de football est définitivement catalogué pour avoir postulé à la direction de la sécurité du PSG. Un job en or, dans tous les sens du terme. Mais la commission de déontologie, qui statue sur le passage des fonctionnaires du public au privé et sur le risque de conflits d'intérêts, s'y est opposée : trop de porosité entre les deux postes. Depuis, il est regardé de travers par les jaloux et les aigris de la PP, proches de la syncope à l'idée qu'il aurait pu au moins tripler son salaire. Alors, il cherche une autre porte de sortie dans le secteur privé. C'est du moins ce qu'Alexandre Benalla a cru comprendre, en excipant son carnet d'adresses bien fourni dans de grands groupes du CAC 40. LVMH, par exemple, où il a quelques contacts.

À un émissaire des douanes, venu s'assurer que la réforme de l'État ne risque pas de déposséder sa direction de ses prérogatives immenses, notamment en matière de renseignement, il laisse entendre qu'il pourrait l'enrôler dans le futur dispositif de protection du président et de l'Élysée. À un officier de la gendarmerie avec lequel il sympathise, lors d'un voyage outre-mer, il fait miroiter la même chose.

Ce n'est plus un secret pour personne : il s'est vu confier une mission de première importance, la réforme de la protection du président et de l'Élysée. Il veut fusionner le GSPR et le commandement militaire, et leur donner leur autonomie totale vis-à-vis du ministère de l'Intérieur. Ils sont nombreux à se sentir concernés par ce big bang à venir. Alors, tout le monde a envie de faire plaisir à ce chargé de mission tombé du ciel...

-
1. Il a quitté ses fonctions en mai 2019.
 2. François-Xavier Lauch a été entendu par la justice comme témoin assisté début avril 2019.

Secret Service

À la direction générale de la gendarmerie, on sabre le champagne. Les pandores ne reviennent pas d'une telle aubaine. Le chargé de mission que l'on voit souvent, kit d'écoute discrète à l'oreille, dans le sillage du président, oui, ce tout jeune homme, s'occupe de réorganiser toute la sécurité de l'Élysée et du président. Et il est gendarme. Oui ! Gendarme ! Depuis l'âge de 17 ans ! Jamais les planètes n'avaient connu un tel alignement depuis plus de trente ans, depuis le premier quinquennat de François Mitterrand. Quand, en 1983, le chef d'escadron Christian Prouteau, fondateur du GIGN, a mis en place une unité spéciale responsable de la sécurité du chef de l'État, le Groupe de sécurité de la présidence de la République, en abrégé GSPR. Un choix sémantique risqué. La dernière tentative de ce genre remonte à 1943, lorsqu'un GSP, Groupe spécial de protection, avait été fondé pour veiller sur le président du Conseil collaborationniste Pierre Laval. Mais personne n'avait fait le rapprochement.

Le GSPR a survécu aux années Mitterrand malgré le scandale des écoutes, des dizaines de personnes espionnées pour préserver le secret de la deuxième famille du président. Mais, à la suite de cette affaire, les gendarmes ont dû composer avec la maison d'en face. Quand Jacques Chirac arrive à l'Élysée, en 1995, il impose une parité de recrutement

avec les policiers. Le GSPR sera commandé alternativement par un colonel ou un commissaire.

En 2007, nouveau changement de cap. Nicolas Sarkozy adore la police, surtout depuis la prise d'otages dans une école maternelle de sa ville de Neuilly en 1993. Le pire a été évité grâce à l'intervention du RAID. Le maire est tombé amoureux de cette unité d'élite de la police créée en 1985 comme pendant du GIGN, vitrine de la gendarmerie. Ministre de l'Intérieur, il lui a confié la traque d'Yvan Colonna, suspecté du meurtre du préfet de Corse Claude Érignac. Président de la République, il l'a chargée en mars 2012, à la fin de son quinquennat, d'investir l'immeuble où s'était réfugié Mohammed Merah en bout de course terroriste. Alors, pour sa protection aussi, il ne jurait que par la police. Les gendarmes ont été priés de regagner leurs casernes. Au bout de quelques mois de présidence, ils avaient tous été remplacés par des hommes venus du RAID et du SPHP.

Pour la gendarmerie, c'est une souffrance qui a duré cinq ans et qui a laissé des cicatrices. En 2012, François Hollande, l'homme de la synthèse, panse en partie les plaies et revient à la parité. Mais en ce domaine comme en tant d'autres, il manque d'autorité. Pandores et flics se livrent une guerre sans pitié. À la tête du GSPR, à l'époque, Sophie Hatt, contrôleuse générale de la police nationale, première femme à tenir ce rôle. En numéro deux, le colonel Lionel Lavergne, alias le colonel Moutarde, gendarme, qui ronge son frein et prendra sa succession en 2014.

Pendant toutes ces années, un homme continue d'attiser rancœurs et ambitions au sein de la haute hiérarchie gendarmesque. On le croyait socialement mort et enterré, après les affaires qui avaient écorné son image. Mais Christian Prouteau, 74 ans, a toujours bon pied bon œil. Sa

condamnation à huit mois de prison avec sursis dans l'affaire des écoutes de l'Élysée, en 2005, comme sa mise en garde à vue dans une affaire de corruption impliquant l'escroc des stars Christophe Rocancourt, en 2014, n'ont pas terni son image dans les rangs de la gendarmerie, où il demeure une icône. C'est lui qui a créé le GIGN en 1973, et qui l'a commandé pendant neuf ans. Lui encore qui a fondé le GSPR. Comme Alexandre Benalla, il était prêt à tout pour protéger les secrets de son président.

Christian Prouteau, promu préfet en 1985, officiellement retraité depuis 2009, n'a jamais raccroché. Il continue de chaperonner le GIGN, s'occupe de l'association des anciens, conserve l'oreille de la hiérarchie. Lors de la cérémonie d'adieu aux armes du directeur général de la gendarmerie nationale, le général Denis Favier, en août 2016, dans la cour des Invalides, en présence de Manuel Valls, Jean-Yves Le Drian et Bernard Cazeneuve, il a sa place réservée dans le carré VIP, aux côtés de Bernard Bajolet, patron de la DGSE, de Patrick Calvar, son homologue de la DGSI et d'Alain Delon, qui vit depuis longtemps une histoire d'amour avec la gendarmerie.

Au GSPR aussi, placé sous le commandement du général Lionel Lavergne et composé pour près de la moitié d'anciens du GIGN, Christian Prouteau est comme chez lui. Il fait tout naturellement la connaissance d'Alexandre Benalla, l'homme chargé de transformer le GSPR. Il le conseille et il le câline. Il n'est pas le seul. Le directeur général de la gendarmerie en personne, le général Richard Lizurey, le comble de toutes les attentions depuis qu'un réserviste devenu ministre, Sébastien Lecornu, les a mis en relation. Pour la gendarmerie, l'heure de la revanche a sonné.

Bien entendu, pour atteindre l'objectif, il faut être prêt à consentir quelques sacrifices. Inventer, par exemple, l'ascension la plus météorique de l'histoire de la maréchaussée. À 26 ans, le brigadier Benalla, qui opère dans la réserve opérationnelle de sécurité publique, intègre une autre branche de cette réserve en tant que spécialiste. Il est gratifié, le 20 octobre 2017, du grade de lieutenant-colonel. À son jeune âge, il a sauté tous les échelons que d'autres peinent à gravir en plusieurs décennies. Son ancien instructeur Vincent Crase est laissé loin derrière dans la hiérarchie avec ses galons de chef d'escadron qu'il a mis près de vingt ans à conquérir. S'il semble n'en concevoir aucune acrimonie – il doit tant à son poulain ! –, l'ensemble du corps, quand il apprend cette promotion, fait la grimace. C'est du jamais vu !

« J'ai beaucoup de remontées de personnels d'active et de réservistes ; elles manifestent une colère très claire », reconnaît le directeur général de la gendarmerie nationale, Richard Lizurey, le 25 juillet devant la commission du Sénat. Il est contraint d'organiser des visioconférences avec les commandants de région pour les calmer : il s'agit d'un grade temporaire, nécessaire pour être pris au sérieux au sein d'un groupe de travail de haut niveau.

En quoi Benalla est-il qualifié pour y participer ? Et pourquoi faut-il le faire bénéficier d'un avancement de cette ampleur ? À la première question, le haut gradé répond qu'il a effectué le voyage retour de l'île de Saint-Martin, après les dévastations de l'ouragan Irma, en sa compagnie : « Nous avons pu discuter de choses et d'autres, puis de son engagement dans la réserve ainsi que de sa vision de la protection et de la sécurité des personnes ». Un entretien d'embauche en plein ciel, en quelque sorte ! Pour justifier la promotion miracle qu'il a décidée, le DGGN est impayable :

« Dans le monde militaire – pardon d’être un peu trivial –, quand on discute, le premier réflexe consiste à regarder les épaulettes, le “code-barres”. On peut le regretter, mais c’est la vérité. Quand on a affaire à un officier subalterne, on a tendance à dénigrer ce qu’il dit, c’est la réalité. Il me paraissait donc important que je le positionne à un niveau où les gens l’écouteraient¹. » Le « code-barres », c’est en effet le terme consacré, dans le jargon maison, pour désigner l’ornement des épaulettes.

Pourtant, lors de l’examen du dossier en vue de sa promotion, une étude a été menée par le commandement des réserves. Elle concluait que le brigadier Benalla n’aurait pu atteindre le grade de capitaine de réserve qu’en 2025 au plus tôt, et que pour satisfaire aux exigences du « code-barres », il convenait de lui attribuer un grade de commandant, inférieur à celui de lieutenant-colonel. Mais Richard Lizurey veut donner plus à ce joker. Il le fait donc lieutenant-colonel, comme seulement dix autres personnes² parmi les 87 spécialistes que compte la réserve opérationnelle.

Un réflexe carriériste, bien sûr. Quel directeur d’une grande administration n’a pas le désir de mettre toutes les chances de son côté pour conserver son poste, si convoité ? Mais il y a plus dans le geste hors norme qu’accomplit Richard Lizurey en faveur d’Alexandre Benalla. Le général réalise un investissement pour l’ensemble de son arme. Il sait que le promu est bien davantage qu’un chargé de mission officieux. C’est potentiellement un faiseur de miracles. Il veut réformer le dispositif de sécurité du président pour le transformer en un « Secret Service » à l’américaine et il va y parvenir. Il suffit de voir combien il est entreprenant... Et dans cette nouvelle organisation, il faut évincer la police, pour que la gendarmerie se taille la part du lion.

Le « code-barres » décerné à Alexandre Benalla est donc un pur cadeau. La preuve : il ne mettra jamais les pieds dans la moindre réunion de haut niveau. Pas une fois. C'est Richard Lizurey lui-même qui le dit : « M. Benalla constituait pour moi un personnel ressource, disponible dans un vivier. Il se trouve que, pour des raisons d'emploi du temps, il n'a pas été activé ».

Passé à son tour sur le gril par les sénateurs, le 19 septembre, l'ancien chargé de mission défend bec et ongles la légitimité de sa promotion stratosphérique. Il souligne qu'il a effectué pendant huit ans des missions opérationnelles dans la gendarmerie et lance, fanfaron : « J'espère qu'il ne m'en voudra pas mais je vois dans cette salle un sénateur qui est membre de la réserve de la gendarmerie avec le grade de colonel. Je ne pense pas qu'il ait porté l'uniforme pendant huit ans et qu'il ait des compétences particulières pour être colonel au sein de la réserve citoyenne. » Il ne dit pas le nom du haut gradé. C'est l'élu de Paris Pierre Charon, dont beaucoup de ses collègues ignorent qu'il faut l'appeler « mon colonel ».

En ce printemps 2018, plus le gratin de la police en apprend sur le projet d'un « Secret Service » à l'américaine détaché du ministère de l'Intérieur, plus il est agacé. À l'Élysée, les réunions préparatoires sur la future direction de la sécurité de la présidence se font en petit comité, entre trois gendarmes : le réserviste Benalla, qui mène la danse, avec les généraux Lavergne et Bio-Farina. C'est difficile à avaler. Frédéric Auréal, le patron du Service de la protection, nouvelle dénomination du SPHP, est en première ligne. Si le projet va à son terme, il perdra une grande partie de son pouvoir, qui consiste à sélectionner les quelques dizaines de policiers affectés à l'Élysée. Il s'en plaint d'ailleurs aux sénateurs, le 28 septembre 2018³. Il a sonné l'alerte auprès de tous ces

amis, dans toutes les directions. Ce Benalla s'apprête à ridiculiser la police. En réunion, il expose sans ciller ses idées sur ce « Secret Service » qui doit voir le jour le 1^{er} janvier 2019. Le cordon sera coupé avec le ministère de l'Intérieur, qui fournira les moyens en hommes mais ne sélectionnera plus les profils. Il y aura des gendarmes, des sapeurs-pompiers, des douaniers, des militaires. Des policiers aussi, à condition qu'ils passent les tests. Et ce n'est pas gagné pour eux si l'on s'aligne sur les standards de la gendarmerie, beaucoup plus exigeants !

Pour ne rien arranger, Emmanuel Macron se méfie de la police. Il a dû se débrouiller avec les moyens du bord quand il s'est lancé dans l'aventure présidentielle. Il a développé une relation de confiance, voire de complicité, avec Christian Guédon, ancien du GIGN à la biographie impressionnante : formé au close combat, chuteur opérationnel, sniper, expert en explosifs, qualifié en ouverture fine, spécialiste du « dépeussierage », y compris nucléaire... Cet homme-là sait tout faire. Même dérider le président en le traitant de noms d'oiseau. À l'occasion d'une visite à Clermont-Ferrand, en janvier 2018, Emmanuel Macron cherche un support pour signer des autographes à des enfants. Il emprunte la sacoche pare-balles en kevlar de son garde du corps. « On n'en a jamais trouvé un qui sait écrire, plaisante-t-il. » « L'enfoiré ! Oh le salaud ! » s'exclame Christian Guédon. Et tout le monde rit. La scène a été capturée par les caméras de l'émission « Quotidien ». Christian Guédon est une vieille connaissance d'Alexandre Benalla, qui le considère comme un autre de ses mentors. Ils se sont rencontrés en 2013 chez Velours. L'ancien super-gendarme était chargé, sur le terrain, du contrat sensible avec Oberthur Fiduciaire.

C'est à lui, notamment, que fait allusion le patron de la fédération FO de la police, Yves Lefebvre, lors de son audition

par la commission d'enquête sénatoriale, le 24 juillet quand il parle de « police parallèle » : « Je vais employer un mot très fort, mais dont j'assume la complète responsabilité : nous étions confrontés ni plus ni moins qu'à des barbouzes. (...) On a du mal à comprendre, nous gardiens de la paix, comment la haute hiérarchie policière n'était pas au courant des agissements de monsieur Benalla et quelques-uns de ses comparses. » Yves Lefebvre, connu pour sa « grande gueule », persiste et signe des mois plus tard. Christian Guédon, dont il reconnaît les qualités professionnelles, n'était plus ni policier ni gendarme. D'autres entorses au règlement ont été pratiquées par l'Élysée d'Emmanuel Macron et d'Alexandre Benalla. Que fait Ludovic Chaker à l'état-major particulier, d'ordinaire exclusivement peuplé de militaires ? Il ne figure nulle part dans l'organigramme, et sa qualité de réserviste du service action de la DGSE ne suffit pas à justifier une telle embauche, qui plus est officieuse puisque sa nomination, comme celle d'Alexandre Benalla, n'a jamais été publiée au Journal officiel.

Et Paul Soler, ex-sous-officier dont le frère, ancien militaire également, est chambellan d'Albert de Monaco ? Il aurait un temps travaillé sous les ordres de Jean-Pierre M. à la réserve du service action de la DGSE. Benalla, Chaker et Soler se connaissent, se reconnaissent. Cela crée des liens plus forts que d'être issu de la même promotion à l'ENA.

Vincent Crase fait aussi partie de cette *dream team*. Officiellement chargé d'encadrer les réservistes de la gendarmerie à l'Élysée, il donne aussi des coups de main à son ancien stagiaire prodige sur de grands événements, comme le One Planet Summit ou les funérailles de Johnny Hallyday à La Madeleine. De temps à autre, il sert aussi de chauffeur à Alexandre Benalla. Pour se rendre dans l'Orne, par exemple, à

l'occasion de l'interview télévisée du chef de l'État par Jean-Pierre Pernaut dans une école primaire rurale⁴.

Barbouzes ? Yves Lefebvre emploie un terme fort, caricatural peut-être, mais il ne sera jamais démenti. Il ne recevra aucune menace ni intimidation. Il sera au contraire félicité par plusieurs figures de la hiérarchie policière. Parmi ceux-ci, un certain Laurent Nuñez, le patron de la DGSI qui deviendra secrétaire d'État quelques mois plus tard. Le dessein d'Alexandre Benalla est bien, en ce printemps 2018, d'ouvrir le GSPR réformé par ses soins à des profils différents. Cette annonce aiguise les appétits carriéristes.

-
1. Audition devant la commission d'enquête sénatoriale, 25 juillet 2018.
 2. Interrogée sur le profil de ces dix personnes, la gendarmerie nationale a refusé de donner la moindre information à ce sujet.
 3. « S'il est décidé que le GSPR est uniquement composé de policiers, le lien organique et le mode de sélection parmi les officiers de sécurité de la sous-direction de la protection des personnes (qui dépend de la direction générale de la police nationale et chapeaute le Service de la protection) permettent au chef du SDLP (*c'est-à-dire lui-même*) de disposer d'une connaissance complète des profils et des modes de gestion administrative des membres du groupe. S'il est décidé que le groupe est composé à parité de policiers et de gendarmes, le chef du SDLP n'a connaissance que de la partie policière du dispositif. (...) Enfin, s'il est décidé que le GSPR est composé uniquement de militaires ou de personnels d'autres horizons, le chef du SDLP n'a aucune vision d'ensemble. »
 4. Comme s'en enorgueillit Vincent Crase dans son livre *Présumé coupable* (Plon, 2019).

Baston party à la Contrescarpe

« Bonjour Alexandre,

Le premier mai verra se dérouler une manifestation importante avec un black bloc en tête de cortège. Comme jeudi dernier, il y aura des moments chauds entre l'extrême gauche et les forces de l'ordre.

Je serai responsable de la journée du 1^{er} mai comme je l'étais jeudi dernier.

Je te propose de participer sur le terrain au service avec une des unités d'intervention en tant qu'observateur si ton emploi du temps le permet.

Tu m'avais indiqué être intéressé [...]

Si c'est possible pour toi, je me charge de te trouver casque, masque à gaz et autres protections si tu veux.

Bien à toi. »

Laurent Simonin, contrôleur général de la police nationale, chef d'état-major adjoint à la DOPC, envoie cette invitation à Alexandre Benalla le lundi 26 mars 2018. Il fait référence à la

manifestation du jeudi 22 mars, qui réunissait des fonctionnaires et des agents de la SNCF mais qui a aussi marqué le grand retour des casseurs. Numéro trois de la DOPC, spécialiste reconnu du maintien de l'ordre, il parie qu'il en sera de même le 1^{er} mai. À le lire, on a l'impression que c'est une super occasion de s'éclater, cette journée de castagne annoncée. Il y aura des black blocs et de la baston ! Ce sera « chaud » !

Laurent Simonin veut se montrer agréable envers Alexandre Benalla. Il l'a rencontré pendant la campagne présidentielle, mais a appris à mieux le connaître lors de la soirée de célébration au Louvre, le 7 mai 2017. Quand l'affaire éclatera, il se défendra de toute proximité excessive, de tout « copinage malsain¹ » avec le jeune chargé de mission. Il ne l'a vu qu'en deux occasions dans des circonstances extraprofessionnelles, souligne-t-il. Une bière après le Salon du livre, en mars 2018. Vincent Crase était là aussi, mais il l'a à peine remarqué. Et un déjeuner à l'Élysée, à l'invitation de Benalla. Toujours est-il que les deux hommes se tutoient.

Le 27 avril, le grand jour approche. Dans de nouveaux SMS, Laurent Simonin s'enquiert des mensurations de l'ami Alexandre : tours de tête, de poitrine, de hanche, pointure de chaussures... Quand il reçoit la réponse, Laurent Simonin plaisante, d'une façon qui ne peut que valoriser son correspondant : « Quelle grosse tête ! ». L'ambiance est à son meilleur. C'est Jean-Yves Hunault, l'officier de liaison qu'Alexandre Benalla a absolument tenu à faire venir à l'Élysée, qui lui apporte un sac avec tout l'équipement nécessaire en cas d'affrontements violents. Il y a même un bonus. Une petite attention spéciale. Une combinaison siglée « police » et marquée au grade de capitaine. La puissance invitante a vraiment décidé de faire passer une bonne journée

au chargé de mission : elle lui prête pour l'occasion un déguisement de policier.

Elles auraient été encore plus belles, les vidéos, avec le faux policier violent arborant la panoplie complète. Mais quand vient l'heure de l'essayage, dans son bureau de l'Élysée, l'uniforme n'est pas à sa taille. Trop petit. Il le boudine. Quel dommage ! Vincent Crase, qu'il a invité au dernier moment à se joindre à lui, lui fait remarquer qu'il n'est pas policier, qu'il n'est pas capitaine, et que c'est peut-être « *too much* ».

Et c'est parti pour le show ! Il est 14 heures ce mardi 1^{er} mai. Les gendarmes réservistes, Benalla et Crase, se garent dans la cour de la préfecture, où une place a été réservée à la Talisman de fonction équipée « police ». Le sac pourvu de tous les accessoires magiques reste dans le coffre. Pour l'instant. Laurent Simonin les accueille dans ce lieu mythique. La préfecture de police de Paris, c'est dit-on « un État dans l'État », dont le fleuron, la direction la plus importante, est la DOPC. Laurent Simonin, chef d'état-major adjoint, les conduit en salle de commandement, là où des dizaines d'écrans, des deux côtés de la pièce, retransmettent en direct les images diffusées par les caméras de surveillance. Ils y croisent quelques hauts gradés de la DOPC, son numéro deux, Éric Belleut, et un commissaire blanchi sous le harnais, Dominique Guiseppi. Vincent Crase n'était pas prévu au programme, mais sa présence ne semble émouvoir personne. Qui aurait envie de gâcher l'après-midi d'Alexandre Benalla en chipotant sur des détails ? À la place, on lui fait visiter les lieux, on lui explique les enjeux de cette journée et la stratégie pour la maîtriser au mieux. Il ne reste plus qu'à lui présenter son chaperon, le major Philippe Mizerski, un homme taciturne d'une soixantaine d'années que rien ne semble atteindre. Sa mission

consiste d'ordinaire à recueillir le plus de renseignements possible dans les cortèges, où il circule en civil. S'y ajoute, pour l'après-midi, un peu de *nursing*. La seule consigne, c'est que tout se passe bien. Vivement ce soir ! Il met son bonnet et conduit les deux invités jusqu'à sa voiture, direction Austerlitz.

Laurent Simonin n'avait pas menti. L'ambiance est à l'émeute. Les black blocs sont bien plus nombreux et plus agressifs que prévu. Dès que l'atmosphère se tend boulevard de l'Hôpital, ses deux protégés mettent leurs brassards « police ». Pour ne pas être confondus avec des fauteurs de troubles, se justifieront-ils par la suite.

En vérité, ils sont venus pour ça. Pour voir les pavés voler de près, pour se frotter aux black blocs, pour se trouver au plus près des affrontements. Bien entendu, sur le papier, ils sont « observateurs ». Mais il n'y a pas de papier... On ne leur a rien fait signer. C'est un jour férié, un jour de repos. Et de détente. D'un style un peu particulier, c'est vrai. Pour le jeune chargé de mission, fasciné par les services secrets, les armes et les démonstrations de force, c'est une récréation grandeur nature. Il va pouvoir évacuer le stress accumulé dans le cadre de ses fonctions. Être sur la brèche vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, même quand on est dans la force de l'âge et en pleine forme, c'est éprouvant pour les nerfs.

Observateur, donc ! Mais comment rester les bras ballants alors que partout la tension monte. Les casseurs ont brûlé un restaurant McDonald, ils s'en sont pris à des voitures en stationnement puis à une concession Renault. Alexandre et Vincent patrouillent au milieu des hommes habillés en Robocops. Mais les policiers ne bougent pas. C'est énervant ! Enfin, les canons à eau et les gaz lacrymogènes font refluer les

manifestants violents. Certains sont plaqués contre les grilles du jardin des Plantes. Quelques-uns s'engouffrent dans le parc.

Les deux compères aussi. Le major les perd de vue puis trotte à leur suite. Ils l'ont complètement oublié, submergés par l'adrénaline. Ce jeune qui court en zigzag pour échapper aux CRS n'a rien d'un gentil manifestant, ils sont sûrs de l'avoir vu jeter une pierre dans leur direction. Dans leur esprit, c'est un crime de lèse-majesté. Ils se lancent à sa poursuite, et le rattrapent quand il ralentit à cause des jets de lacrymogènes qui lui brouillent la vue et lui irritent les yeux. Les deux hommes l'attrapent chacun par un bras et, le major Mizerski toujours à leur suite, raccompagnent le manifestant jusqu'à la sortie du jardin des Plantes pour le « livrer » aux policiers postés de l'autre côté des grilles. Ils ne peuvent tout de même pas l'interpeller eux-mêmes.

Dix-sept heures viennent de sonner. On ne tient plus l'ami Vincent. Il s'en prend à un petit groupe de militants communistes qu'il veut réorienter vers une autre sortie. Une jeune femme filme la scène. Cela ne lui plaît pas. Elle accusera un policier en civil, ou présumé tel, de l'avoir plaquée contre un arbre et de lui avoir intimé l'ordre d'effacer la vidéo. L'un de ses amis, immobilisé à terre, portera également plainte, de même que le premier manifestant interpellé.

Dans la salle de commandement, Laurent Simonin a les yeux rivés sur le mur d'écrans, 16 en tout, qui lui permettent d'observer la rive gauche grâce à 70 caméras situées en des points différents. Mais il ne voit pas cette scène du jardin des Plantes. Il constate en revanche que le climat s'échauffe place de la Contrescarpe, en haut de la rue Mouffetard, dans le 5^e arrondissement. La gauche radicale s'est donné rendez-vous là-bas pour un prétendu apéro festif, où les cocktails prévus sont plutôt Molotov. Entre deux ordres donnés aux unités, il

joint le major Mizerski, échoué devant l'entrée du jardin des Plantes avec ses deux protégés qui trépignent. N'ont-ils pas ordonné à un policier de ne pas fournir de gouttes pour les yeux à l'individu qu'ils venaient de rafler ? Il l'a bien mérité, et mieux vaut garder ces produits pour nous, ont-ils argué. Laurent Simonin ne sait rien de tout cela, mais il se dit qu'il est temps de leur faire changer d'air. Il demande au major de les emmener là où ont lieu les heurts les plus violents, place de la Contrescarpe. Alexandre sera content. Il aura vu les combats de près...

Le lieutenant-colonel de réserve Benalla n'y tient plus. Il est chaud bouillant. Il n'a plus son brassard de police mais a enfilé son casque. Ça crie de partout. « Flics, porcs, assassins, violeurs. » Tous ces petits cons qui insultent les CRS et qui les agressent physiquement à coups de projectiles, ce n'est pas supportable. Il s'approche de la ligne de front commandée par le commissaire Creusat, chargé par la salle de commandement de protéger une caméra vidéo de la préfecture juchée sur un mât, sans laquelle il serait impossible de coordonner les manœuvres. Vincent Crase et lui-même ont repéré un agité qui jette des bouteilles de verre sur les policiers. Il faut interpellé cet excité, le mettre hors d'état de nuire. Benalla le désigne du doigt, impossible de se tromper, ce type est le seul à porter une veste avec un col en moumoute. Et Creusat qui lui demande s'il est bien sûr, pour le projectile ? Évidemment qu'il est sûr. Sûr aussi d'avoir vu sa copine lancer un cendrier puis faire un bras d'honneur. Puisque personne n'intervient, il va s'en occuper personnellement... Maîtriser ces deux gugusses et les interpellé. Enfin, pas officiellement, il n'en a pas le droit, mais Mizerski, avec son air de chien battu, peut au moins servir à ça... Depuis le début, il se tient en retrait, comme si tout cela ne le concernait pas.

L'homme du président est en pleine action, déchaîné contre le type à col en moumoute qu'il peine à maîtriser, quand il réalise qu'il est filmé. Le vidéaste crie en même temps : « Regardez bien sa tête, regardez bien sa tête, il l'a tabassé par terre ».

Dans d'autres circonstances, les CRS auraient embarqué l'homme au col en moumoute et il n'y aurait pas eu d'histoire. Mais, habituellement casernés à Béthune, les hommes de la CRS 15 commandés ce jour-là par le commissaire Creusat n'ont jamais croisé Alexandre Benalla. Ils ont laissé faire, convaincus que Vincent Crase et lui étaient des policiers en civil. Et le sort du quinquennat en a été changé.

1. Cette expression a été employée par le préfet de police Michel Delpuech lors de son audition devant la commission d'enquête parlementaire de l'Assemblée nationale.

La fête est finie

Dès qu'il voit le vidéaste en action, Alexandre Benalla comprend le danger. Il s'éloigne en tournant le dos à la caméra. Mais c'est trop tard. Écartelé entre le désir de se faire oublier et l'envie tenace de finir le travail, il fait venir des CRS pour interpeller « col en moumoute ». Cette scène est immortalisée par plusieurs autres vidéos. Un vrai festival du court métrage !

C'est la fin de la récréation, il faut rentrer maintenant. Toujours discret et obligeant, le major Mizerski raccompagne ses deux compagnons d'un jour à la préfecture de police, située sur l'autre rive de la Seine. Dans la voiture, le chargé de mission semble abattu par ce qui vient de se produire, mais il s'en retourne quand même à la salle de commandement pour le débriefing. Les violences se poursuivent place de la Contrescarpe, mais le gros de l'orage est passé pour les forces de l'ordre. Il y a du beau monde devant les écrans. Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, est en grande discussion avec le préfet de police, Michel Delpuech. Autour d'eux : Laurent Simonin, Éric Belleut et Dominique Guiseppi, ainsi que le patron de la DOPC, Alain Gibelin. Tous réservent le meilleur accueil à l'ami Alexandre. Le préfet de police est un peu étonné, mais quand il apprend que le chargé de mission était « sur le terrain », il semble satisfait de l'explication. Le ministre de l'Intérieur salue cordialement « Alexandre », qu'il

tutoie mais qu'il feindra de ne pas connaître quand le scandale éclatera. Alain Gibelin n'a pas l'air surpris non plus. On papote un moment. Alexandre Benalla fait bonne figure, tandis que Vincent Crase patiente, en silence.

Le ministre et sa suite quittent les lieux. Le chargé de mission et son fidèle compagnon s'apprêtent à en faire autant quand tout bascule. Deux administrateurs de la cellule Synapse, chargée de surveiller les réseaux sociaux, ont repéré une vidéo postée sur YouTube peu après 20 heures. Ils appellent le major Mizierski pour qu'il la visionne. Alexandre Benalla comprend instantanément. Il suit le major et regarde intensément l'écran où défilent les images de son intervention plus que musclée... Puis il quitte les lieux, le visage fermé.

Le lendemain, à la préfecture de police de Paris, tout le monde a la gueule de bois. Michel Delpuech n'a pas aimé le coup de fil qu'il a reçu de l'Élysée en début de matinée, pour lui demander ce qu'il savait sur l'« affaire Benalla ». L'affaire quoi ? Préfet en fin de carrière, Michel Delpuech est dans la dernière ligne droite, en passe de réussir un sans-faute. Dans deux ans et quelques, il bénéficiera d'une retraite bien méritée. Il a occupé des postes prestigieux, parfois exposés. Mais il est toujours retombé sur ses pieds. Directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie à l'Intérieur entre 2007 et 2009, il aurait pu redouter l'arrivée de la gauche en 2012. Mais non ! Tout s'est bien passé pour cet énarque de la promotion Voltaire, comme François Hollande. Il a été promu préfet des régions Aquitaine en juillet 2012, puis Rhône-Alpes en 2015, et enfin Île-de-France en 2017. Mais la vraie consécration, il l'a obtenue deux mois après cette dernière nomination, à la faveur d'un accident. Le préfet de police de Paris, Michel Cadot, s'est blessé à la hanche dans un accident de Vélib'. Comme ce poste stratégique ne peut être laissé vacant, il a fait l'échange

avec son collègue immobilisé. L'Île-de-France peut attendre, pas le maintien de l'ordre dans la capitale.

Il a survécu à tout. Il tient son bâton de maréchal. Et voilà que de mauvaises nouvelles font retentir une alarme sous sa casquette de préfet. Une « affaire » qui semble affoler l'Élysée, et qui a pris sa source ici, dans sa chasse gardée, ce n'est pas bon signe.

Michel Delpuech, surnommé Louis XIV au ministère de l'Intérieur en raison de ses manières, comprend vite qu'il s'agit d'une sale histoire, qu'il faut déminer au plus vite. Un proche du président a été invité comme « observateur » la veille, pour voir les black blocs de près. Normalement, c'est lui qui délivre *in fine* ce genre d'autorisation. Or, il n'était au courant de rien. Naturellement, il situe cet Alexandre Benalla. Quelle éminence pourrait l'ignorer ? Il l'a croisé à plusieurs reprises. La première fois, c'était entre les deux tours de la présidentielle, pour l'organisation de la soirée victorieuse du second tour. Et puis il y a ce petit mot de remerciements qu'il lui a bien imprudemment adressé en janvier, et dans lequel il lui donnait du « cher ami¹ » ? Mais du « cher ami », il en donne à tout le monde !

Il est furieux. Il convoque ses collaborateurs pour en savoir plus, et il demande une fiche technique. La fiche technique, dans la police, c'est une sorte de parapluie. Laurent Simonin, la puissance invitante, semble tout désigné pour porter le chapeau. Il a beau être considéré comme un virtuose du maintien de l'ordre, un technicien hors pair, le meilleur de l'hexagone peut-être, il n'a pas respecté les règles. Il n'a pas prévenu le préfet, il n'a pas vérifié que Benalla l'avait fait de son côté. Pour être agréable à un proche du président, il a déroulé le tapis rouge. Il a même accepté sans broncher la présence de ce Vincent Crase... Laurent Simonin se rend

compte un peu tard que son « observateur » a fait « une grosse connerie », comme il le dit pendant la réunion. « Il a pété un câble », ajoute-t-il. Mais comment réparer ?

Simonin doit maintenant rédiger cette maudite fiche. C'est un modèle du genre. Elle n'est ni datée ni signée. Elle s'intitule prudemment « Présence d'un membre du cabinet du président de la République lors de la manifestation du premier mai 2018 ». Il est difficile de faire plus neutre. Son auteur se couvre, il avait indiqué à Alexandre Benalla qu'il devait obtenir l'autorisation du préfet de police et du directeur de l'ordre public. Il signale aussi, à toutes fins utiles, qu'en fin de journée, son invité a salué le ministre de l'Intérieur. Et dans l'intervalle, c'est vrai, celui-ci « s'est porté de sa propre initiative en soutien des fonctionnaires de police », sur la place de la Contrescarpe.

À la lecture de cette note, Alain Gibelin, le directeur de l'ordre public, devient livide puis traite son numéro trois de tous les noms. Les exploits de Benalla le mettent au bord de la crise de nerfs. Depuis 2013, il est à cran sur les ratés du maintien de l'ordre. Cette année-là, pour complaire au Qatar, les autorités avaient accepté d'ouvrir le Trocadéro aux supporters du PSG, afin qu'ils fêtent le troisième titre de champion de France devant la tour Eiffel. Les festivités avaient viré à l'émeute tandis que lui, DOPC, était en vacances. Il avait réussi à survivre mais, depuis quelques mois, il est de nouveau sur la sellette. Il sent bien l'usure du pouvoir, après six ans à ce poste. Il serait d'accord pour partir à condition qu'on lui propose une porte de sortie honorable, avec en prime du temps libre pour pratiquer son loisir favori, les arts du cirque, spécialité clown. Cela lui manque. C'était son exutoire pour évacuer la pression.

Ce 2 mai au matin, la pression est à son maximum. La hiérarchie de la DOPC est un panier de crabes où, quand survient la tempête, tous les coups sont permis.

Alain Gibelin veut se mettre à l'abri. Mais cette note que Laurent Simonin vient de poser sur son bureau au contraire l'expose. Elle relate un déjeuner à l'Élysée partagé, le 25 avril, avec le général Bio-Farina et Alexandre Benalla. Ce document précise qu'en aparté, Gibelin, entre la poire et le fromage, a demandé au chargé de mission s'il était toujours prêt à venir assister aux manifestations le 1^{er} mai. À la lecture de ce compte-rendu, le DOPC explose, parle d'une affaire d'État, lance à Laurent Simonin que, par sa faute, ils vont tous être virés.

Alain Gibelin veut que Laurent Simonin modifie le passage le concernant. Benalla, connais pas ! Et son invitation à venir voir les manifestations, encore moins ! Son numéro trois lui rappelle que le déjeuner a bien eu lieu et que Benalla s'en souvient.

« C'est parole contre parole, répond Gibelin.

— Et Bio-Farina, il n'a rien entendu ?

— C'est vrai, rétorque le directeur, désespéré. Il risque de me charger². »

Pour la fiche technique, les deux hommes s'accordent sur une formulation neutre. « Monsieur Benalla avait par ailleurs indiqué au Directeur de la DOPC son souhait de participer à un événement sensible de voie publique lors d'un déjeuner de travail qui s'est tenu à l'Élysée. Le directeur de la DOPC avait donné son accord de principe mais le choix de l'événement n'avait pas été fixé lors de cette entrevue. »

Alain Gibelin n'est pas sûr que cette précaution suffise. Il est atterré depuis qu'il a recueilli le récit du major Mizerski un peu plus tôt dans la journée. Il a aussi vu la vidéo grâce au commissaire Maxence Creusat qui, lorsqu'il n'est pas sur le terrain, anime la cellule Synapse, celle qui a repéré moins d'une heure après sa mise en ligne sur les réseaux sociaux la vidéo dont Benalla est le héros malgré lui.

Pour que son chef puisse visionner au plus vite les exploits de Benalla et pour renseigner le plus précisément possible la fiche technique, Maxence Creusat fait extraire du serveur et enregistrer sur un CD-Rom la séquence place de la Contrescarpe, immortalisée par la caméra fixe de la DOPC. Il s'agit notamment de vérifier que les deux personnes rudoyées par le chargé de mission ont bien jeté des projectiles sur les CRS, ce que ne montre évidemment pas ce qui circule sur les réseaux sociaux.

La « procédure d'extraction », qui permet de récupérer les images des caméras de vidéo-surveillance avant qu'elles ne s'effacent automatiquement, est très encadrée afin de préserver les libertés individuelles. Sauf réquisition judiciaire, le film extrait de la banque d'images ne peut être conservé plus de trente jours. Pour Maxence Creusat il s'agit d'une opération de routine. C'est une habitude, dans son service, de garder des copies d'images de manifs pour travailler les retours d'expérience à la DOPC. Quand le commissaire Creusat visionne la séquence, il est soulagé. L'homme au col en moumoute arrêté par Benalla a bien lancé une bouteille sur les forces de l'ordre. L'interpellation était légitime. Il ne sait pas encore que c'est cette vidéo, illégalement conservée pendant plus de trente jours, qui provoquera sa descente aux enfers quelques semaines plus tard.

Dès le 2 mai, donc, des dizaines de personnes connaissent les exploits du chargé de mission. À la préfecture, c'est un secret de polichinelle.

Laurent Simonin, lui, reste aux aguets. Il ne se contente pas de rédiger une « fiche technique ». Il est aussi aux petits soins pour l'ami Alexandre, qui l'a appelé pour lui demander si, à son avis, il a fait une connerie. Sa réponse, affirmative, a laissé le collaborateur d'Emmanuel Macron sans voix. Pour le consoler, il le perfuse d'informations par SMS.

11 h 25 : « Individu grec interpellé, pas en garde à vue. »

12 h 55 : « C'est un Grec de Thessalonique à l'origine de la fake news sur Tolbiac. Il avait essayé de faire croire qu'un étudiant était dans le coma ; Info démentie par la PP, APHP et surtout Libé. »

15 h 50 : « Individu interpellé a donné un nom bidon... celui d'un basketteur de Salonique. »

18 h 57 : « Individu présenté à un opj à 22 h 12 et laissé libre à 22 h 30. »

Mais dans ses SMS, Laurent Simonin accumule involontairement les « fake news ». Seule la première info est exacte. Toutes les autres sont fausses ! L'homme au col en moumoute n'a jamais diffusé d'informations mensongères sur l'évacuation de Tolbiac. Le contrôleur général le confond avec l'auteur de la vidéo mise en ligne, Taha Bouhafs, un militant de La France insoumise. La victime de Benalla, Georgios Delikaris, effectivement de nationalité grecque, n'a pas donné une fausse identité. Et il a été libéré à 22 h 12... L'« affaire Benalla » ne fait que commencer, mais perturbe déjà les esprits.

1. Le 8 août 2018, alors que Michel Delpuech a affirmé devant les commissions d'enquête parlementaire qu'il connaissait à peine Alexandre Benalla, *Le Canard enchaîné* révèle l'existence d'un carton de remerciements à en-tête du préfet de police de Paris, daté du 22 janvier 2018 et ainsi libellé :

« Cher ami,

Merci pour la magnifique photo-souvenir de “quelques forces de l'ordre” réunies autour du couple présidentiel !

Amicalement à vous »

2. En effet, lors de ses auditions devant les commissions d'enquête parlementaires, le général Bio-Farina maintiendra sous serment, malgré les dénégations d'Alain Gibelin, sous serment également, que ce dernier a bien eu un aparté avec Alexandre Benalla sur sa venue en tant qu'observateur aux manifestations du 1^{er} mai.

11 semaines 1/2

« Monsieur le Président,

Hier après midi j'ai été invité par la Préfecture de Police à observer de l'intérieur la manifestation du 1^{er} mai, j'ai donc été équipé d'un casque et intégré à une équipe de policiers en civil et accompagné par un major de police.

En fin d'après-midi nous nous sommes retrouvés place de la contrescarpe, où la situation a plus que dégénéré, je ne me suis alors pas cantonné à mon rôle d'observateur et ai porté assistance aux policiers présents qui essayaient d'interpeller deux personnes ayant jetés des projectiles et violenté les policiers en civil.

La scène assez violente a été filmée et même si l'on ne m'identifie pas très nettement je suis reconnaissable.

Cette vidéo tourne actuellement sur
les réseaux sociaux.

Alexandre »

Dans la nuit du 1^{er} mai, Benalla envoie sur la messagerie cryptée Telegram, ce long SMS au chef de l'État, en voyage officiel en Océanie. Sur le coup, Emmanuel Macron ne réagit pas. Mais un peu plus tard, quand il visionne la vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, il explose, furieux. Cette faute d'Alexandre pourrait lui coûter cher. Comment justifier dans les médias qu'un collaborateur de l'Élysée puisse faire le coup de poing contre les manifestants, un 1^{er} mai ?

À peine arrivé à l'Élysée, le chargé de mission trouve un nouveau message sur l'un de ses téléphones : « Alexandre merci de m'appeler d'urgence ». C'est Patrick Strzoda, le directeur de cabinet. Il sait bien entendu quel est l'objet de l'entretien. Lorsqu'il entre dans le bureau, le ton employé est plus sec qu'à l'accoutumée. D'habitude, ce préfet à l'ancienne aime bien jouer au papy gâteau. Il est raide, un peu psychorigide mais si l'on ne compte pas sur lui pour monter en première ligne, ce n'est pas un mauvais bougre.

Toutefois ce matin, le haut fonctionnaire a peur. Cela se lit dans son regard. Alexandre Benalla l'interrompt : « j'ai déjà appelé le président ». La pression retombe. Quel soulagement ! Même le timbre de voix n'est plus le même : « Asseyez-vous. Vous allez me raconter ». Alexandre donne sa version.

Quand il apprend qu'il va être sanctionné, il ne comprend pas cette demi-mesure. Dans son esprit, c'est soit le licenciement, soit une médaille. Oui, une médaille ! Toutes les radios, toutes les télés ne parlent que des exactions commises par les casseurs la veille. L'opinion publique est choquée par les images de vitrines brisées et de voitures brûlées. Benalla

file plaider sa cause auprès d'Ismaël Emelien auquel il soumet l'idée d'une décoration qui récompenserait son fait d'arme place de la Contrescarpe : il a voulu faire respecter la loi ; il a aidé à interpellier des individus qui avaient commis des délits ; l'Élysée peut reprendre la main en dévoilant son identité mais pour le féliciter de son action, tout en précisant qu'il était en congé, hors de l'exercice de ses fonctions. Le conseiller spécial est plus que sceptique sur la fable du citoyen modèle. Il trouve la vidéo violente. Alexandre Benalla est déçu. Il juge que la sanction est un compromis à la François Hollande. Le genre qui finit toujours par vous revenir à la figure.

Le verdict tombe le 3 mai. Il n'est pas très sévère : une suspension de quinze jours. Alexis Kohler prévient le président, qui valide depuis la Nouvelle-Calédonie. Au siège de LREM, le délégué général Christophe Castaner inflige exactement la même punition au chef adjoint de la sécurité du parti, Vincent Crase.

Dans l'après-midi, Alexandre Benalla se permet carrément de reformuler la lettre de sanction qu'il vient de recevoir : « Monsieur, Je viens de prendre connaissance du courrier, j'accepte toutes les sanctions même le licenciement s'il le faut, mais je ne peux signer ce courrier, car le deuxième paragraphe n'est pas la réalité (je ne suis pas allé de ma propre initiative avec ma voiture et un casque faire du maintien de l'ordre, je ne suis pas fou). Cordialement, Alexandre Benalla », écrit-il par texto au préfet Strzoda. Puis il ajoute, dans la foulée : « J'ai commis une faute et je veux protéger le Président, mais je signe la réalité ».

Le directeur de cabinet cède sur le champ : « Quelle formulation vous proposez ? ».

Alexandre Benalla expédie le paragraphe, qu'il a déjà rédigé : « Votre initiative ne peut en aucune manière se rattacher à la mission qui vous a été confiée au sein des services de la Présidence de la République ».

Une fois encore, Patrick Strzoda s'exécute sans moufter. La suspension de quinze jours est signifiée le 3 mai. Il n'est nulle part fait mention d'une quelconque retenue sur salaire. Il est seulement précisé que, faute d'un comportement exemplaire à l'avenir, il sera mis fin à la collaboration.

Cette mansuétude agace François-Xavier Lauch. Avant que son adjoint parte en congés forcés, le chef de cabinet lui dit sa façon de penser : c'est n'importe quoi, cette sanction en demi-teinte. S'il avait eu à prendre la décision, il l'aurait viré... C'est la seule réaction à peu près sensée formulée à l'Élysée ce jeudi-là. Avec celle de Sibeth Ndiaye, la responsable du service de presse, qui elle aussi veut sacrifier Benalla pour protéger le président avant tout. Les autres, à commencer par Ismaël Emelien, pensent qu'il suffit de mettre Alex au vert quelque temps. Le président est d'accord. Le soir du 3 mai, avant de quitter l'Élysée, Benalla propose timidement sa démission. Alexis Kohler, le secrétaire général, l'appelle. Il le lui dit et le lui répète : il n'est pas question qu'il démissionne, il faut juste qu'il se fasse oublier un moment...

À la préfecture de police de Paris aussi, on a foi dans les vertus du temps qui passe. Laurent Simonin est heureux de constater, durant la première quinzaine de mai, que plus personne ne parle de ce pénible incident. Il échange plusieurs fois avec Alexandre Benalla à ce propos. Il le rassure, même : l'affaire ne sortira pas parce que les victimes, qui sont aussi des casseurs de flics, n'ont aucun intérêt à se manifester.

Toutefois, la vidéo continue de tourner sur les réseaux sociaux. Elle est même postée sur la plate-forme de signalement de l'IGPN¹, dans la nuit du 2 au 3 mai. Et là, les versions divergent fortement. La directrice de l'IGPN, Marie-France Monéger-Guyomarc'h, assure sous serment que la procédure a suivi son cours normal. Ses collaborateurs chargés du visionnage, effectué le 5 ou 6 mai, ont cru qu'Alexandre Benalla et Vincent Crase étaient des policiers en civil, ont considéré que les gestes techniques étaient mal exécutés mais qu'il n'y avait pas de violences illégitimes. Fort bien. Mais lors de son audition devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, cette policière de haut rang lit « le compte rendu que lui a fait le commissaire divisionnaire qui a visionné cette vidéo ». Étrangement, ce document évoque un « homme présumé policier ». Le député LR Arnaud Viala est le seul à remarquer l'incohérence. Si les responsables du visionnage ont pensé que les deux hommes présents sur la vidéo étaient des policiers, pourquoi mentionnent-ils un « présumé policier » dans leur compte-rendu ? Réponse gênée de la patronne de la police des polices : « Cette lecture peut être un petit peu... euh, comment dire ? Ambiguë. Ce rapport a été fait avant-hier. Il n'y a pas eu de rapport fait au moment du visionnage autre qu'une fiche technique faite par les agents de la plate-forme. Le rapport que je vous ai lu a été fait il y a deux jours lorsque j'apprends qu'un signalement a été fait à l'IGPN... »

Cette manière pour le moins biaisée de présenter les faits ne semble choquer personne. Pourtant, dans la maison « poulaga », beaucoup sont convaincus que sitôt la vidéo signalée sur sa plate-forme, l'IGPN a, comme c'est l'usage en pareil cas, pris contact avec la DOPC pour identifier les deux flics en civil qui se donnent en spectacle. Si c'est le cas, le

préfet Delpuech en a-t-il été informé ? Est-il alors resté les bras croisés ? A-t-il au contraire téléphoné à la directrice de l'IGPN ou à un de ses adjoints, pour demander que l'on passe à autre chose ? Lui jure ses grands dieux qu'il n'en est rien de tout ça. En tout cas, à l'Élysée, dans les jours qui suivent les exploits de la Contrescarpe, on veut croire aux bonnes dispositions de Michel Delpuech.

Pendant ces semaines qui séparent le 1^{er} mai de la révélation du *Monde*, la vie continue. Alexandre Benalla, suspendu pour quinze jours, part se reposer en Bretagne avec sa future femme, qui doit accoucher début juin. Le 22 mai, il fait sa rentrée au palais. Une note de François-Xavier Lauch – curieusement truffée de fautes d'orthographe, comme si elle avait été rédigée à la va-vite – précise sa nouvelle feuille de route. En fait, la même qu'avant, à l'exception des déplacements officiels. Pas un mot, en revanche, sur les sorties privées du couple présidentiel. Il conserve même sa mission de coordination en matière de sécurité, de même que la participation aux festivités du 14 Juillet, « au regard de l'investissement de l'intéressé ». Surtout, cette modification du périmètre d'Alexandre est provisoire. Elle doit être réexaminée début septembre « au regard du comportement de l'intéressé ». Bref, tout indique, dans cette note, la volonté de soustraire Benalla à l'œil des caméras pendant quelques mois, le temps que la poussière retombe.

Comme l'entourage du président sera embarrassé, un peu plus tard, quand il faudra prétendre que l'adjoint au chef de cabinet a été rétrogradé à des fonctions subalternes ! Lors de la perquisition de son bureau, policiers et magistrats découvrent un document de travail de douze pages, estampillé « confidentiel » et intitulé « Proposition de plan de transformation organisationnelle des services ». Il est daté du

5 juillet 2018. C'est un rapport d'étape sur l'audit interne de l'Élysée. Il critique une organisation « structurellement éprouvante », qui donne lieu à des « structures souvent éclatées, redondantes », un management « historiquement peu investi et soutenu par un outillage globalement obsolète ». Il propose un nouveau schéma en quatre grands pôles. Le premier, « sécurité et santé », regroupe le service médical et la DSPR en devenir, dont le « projet a été réalisé en avance de phase ». Traduction : sa configuration est presque terminée, et la DSPR pourra être opérationnelle dès le début 2019. Alexandre Benalla est donc encore dans les secrets de la réorganisation en ce mois de juillet 2018. Plus de deux mois après la sanction.

Mais n'anticipons pas. Le lundi 4 juin au soir, Emmanuel Macron reçoit à l'Élysée les chevilles ouvrières de sa campagne pour fêter le premier anniversaire de sa victoire. Le chargé de mission, qui connaît tout le monde, joue le jeune homme de maison. C'est un moment de convivialité agréable. La Contrescarpe semble loin. Sauf pour lui. Il y a toujours ce nuage au-dessus de sa tête, qu'il veut oublier mais qu'il sait prêt à éclater.

Le lendemain, à 16 h 40, son fils Lino voit le jour à Saint-Cloud, au Centre hospitalier des Quatre Villes. Et le samedi 21 juillet, il épousera sa compagne Myriam. Ce sera une fête somptueuse, au Chalet des Îles, dans le bois de Boulogne. Pour cette grande occasion, il aimerait être en uniforme de la gendarmerie, avec ses galons de lieutenant-colonel.

La vie est belle. Et s'il se trompait, si personne ne le reconnaissait sur cette maudite vidéo ? Alexandre Benalla, néanmoins, ne parvient pas à croire que le temps joue pour lui. Le 6 juillet, il reçoit les clés de son appartement du palais de l'Alma, quai Branly. Un logement de deux chambres refait à

neuf, parfaitement adapté aux besoins de cette petite famille, proche de l'Élysée et situé tout près de la tour Eiffel. Le jeune père devrait être ravi de quitter la banlieue pour habiter les beaux quartiers. Les cartons de déménagement sont faits. Sa compagne lui demande tous les soirs quand ils vont enfin s'installer dans leur nouveau chez-eux. Il ne peut s'y résoudre. Une intuition lui dit qu'il ne pourra jamais y habiter...

En attendant le déluge, le conseiller rétrogradé n'est pas totalement cloîtré. Il y a les sorties privées, comme la visite du couple Macron à Giverny, le 13 juillet². Et quelques événements officiels prestigieux en dehors du palais. L'entrée au Panthéon de Simone et Antoine Veil, le dimanche 1^{er} juillet. La cérémonie du 14 Juillet, où il sait se montrer efficace et diligent, comme à son habitude. Tout le monde a remarqué sa présence dans les coulisses du défilé. Mais c'est l'après-midi qu'il attend avec impatience. Il a convaincu le président de recevoir Tom Cruise. Cela n'a pas été facile. Une partie des conseillers s'opposaient à la rencontre, parce que Nicolas Sarkozy s'y était déjà prêté, parce que l'appartenance à la scientologie est dangereuse en termes de communication... Mais Alex a le dernier mot ! Pas mal, pour un chargé de mission rétrogradé !

L'acteur américain a tourné son dernier *Mission impossible* à Paris. Par une amie commune, Alexandre Benalla a été invité à la première, à l'ancienne cinémathèque, en contrebas du Trocadéro. Il s'y est rendu en compagnie du « siège » d'Emmanuel Macron, Christian Guédon. Tom Cruise fait savoir à l'homme du président qu'il aimerait bien retourner à l'Élysée. L'acteur prépare un film sur Napoléon, dont l'original de l'acte d'abdication est exposé dans l'« aile Madame » du palais. Alex, toujours créatif, frappe à la porte du bureau du président pour lui proposer la rencontre. En plus,

on pourrait offrir au héros de *Top gun* une copie de l'acte, suggère-t-il. Rendez-vous est pris pour le 14 juillet en tout début d'après-midi. La célébration de la fête nationale tout juste terminée, Benalla et le général Bio-Farina partent en voiture pour l'héliport d'Issy-les-Moulineaux afin d'y accueillir Tom Cruise. Un grand moment, immortalisé par quelques selfies. La voiture revient toutes sirènes hurlantes à l'Élysée. Mais le président a du retard. Le général Bio-Farina meuble avec une visite détaillée du palais. Puis Alexandre Benalla va chercher Brigitte Macron. Enfin, le président paraît. Il n'avait qu'un quart d'heure à consacrer au comédien. Il passe deux heures avec lui et fait une belle surprise à des jeunes des quartiers marseillais venus visiter le palais comme il est d'usage le 14 Juillet. Quelle bonne journée !

Plus le temps passe, plus le chargé de mission retourne à ses fonctions initiales. Le 16 juillet, il est de nouveau aux commandes, avec les pleins pouvoirs, pour le retour triomphal des Bleus...

-
1. Inspection générale de la police nationale.
 2. Où la présence d'Alexandre Benalla a été révélée par *Paris-Normandie*.

On est les champions !

Sous le regard éberlué de la foule, le bus accélère et accélère encore. Certains, derrière les barrières, se demandent s'il ne va pas finir par décoller à force de prendre de la vitesse. C'est une scène surréaliste. Les Champs-Élysées sont noirs de monde, les rues adjacentes aussi. La chaussée a été dégagée pour les Bleus, revenus victorieux de Russie. Mais les supporters ne comprennent rien. Les autres fois, les joueurs saluaient comme à la parade. Là, ils donnent l'impression d'avoir embarqué dans le train fantôme. Et le plus incroyable, ce sont ces policiers à pied chargés d'escorter le bus. Ils sont plusieurs dizaines qui l'entourent et sont obligés de courir, de plus en plus vite. À ce rythme-là, ils vont arriver en nage et hors d'haleine. Si toutefois ils arrivent...

À l'intérieur bus-fusée, Alexandre Benalla donne des instructions qui se résument à une consigne : accélérer ! Il est déjà 19 h 15, et les consignes présidentielles qui arrivent dans son oreillette sont claires : il faut les images des Bleus à l'Élysée en ouverture des journaux télévisés. Peu importe que des centaines de milliers de personnes aient attendu des heures ce moment enchanteur, qu'une foule compacte s'impatiente, au comble de l'excitation, sur la place de la Concorde. Ce qu'Emmanuel Macron désire, son collaborateur préféré l'exécute, sans état d'âme. Alexandre constate avec satisfaction qu'il est toujours obéi avec la même ferveur. Les

échos de la sanction qu'il a subie, et de la rétrogradation très théorique qui lui est infligée, ne sont pas parvenus jusqu'aux oreilles de ses interlocuteurs. La preuve, il est dans LE bus, et c'est lui qui commande.

Tout à l'heure, avenue de Friedland, en descendant de l'autocar pour prendre la température avant de gagner les Champs-Élysées, il a pu mesurer son autorité. Elle n'a pas diminué. Il a croisé le commissaire Creusat, l'un des espoirs de la préfecture de police, à peine plus âgé que lui. Le policier l'a salué avec déférence et a attendu ses instructions. Il fallait faire avancer un minibus rouge bloqué dans la circulation. C'était important. Parmi les passagers, il y avait la femme de Didier Deschamps. Le commissaire s'est exécuté avec efficacité.

Cela en fait au moins un qui garde la tête froide. Parce qu'un vent de folie souffle sur la France depuis la victoire de ses champions. Sans cette hystérie collective, Alexandre Benalla ne serait pas à dévaler les Champs-Élysées dans ce maudit bus. C'est vrai que la journée a mal commencé. L'avion en panne qui a obligé les joueurs à décoller de Moscou avec plus d'une heure de retard, déjà. Et puis cette arrivée cauchemardesque à Roissy. Au lieu de faire leur boulot, les employés de l'aéroport étaient tous en train de filmer. Même un haut gradé de la police de l'air et des frontières s'est tout à coup transformé en supporter, brandissant son téléphone mobile pour ne pas perdre une image. Alors, oui, l'envoyé spécial de la présidence a perdu son calme. Un peu trop. Jusqu'à remettre à sa place ce commandant de gendarmerie qui lui demandait qui il était. Non mais ! Il n'aime pas qu'on lui manque de respect. Il représente le chef de l'État, tout de même !

Et puis, ils n'avaient qu'à faire leur travail, tous ces fonctionnaires. Dans l'antichambre du salon d'honneur, les joueurs se sont carrément fait bousculer. Le personnel de l'aéroport s'est rué sur les portes pour pouvoir s'approcher des champions du monde, les toucher, les embrasser. Et comme personne n'avait désactivé le système de reconnaissance des badges, ils sont parvenus à entrer. Il fallait voir la tête des joueurs. Certains d'entre eux étaient terrorisés. L'un s'est fait voler sa casquette. Un autre s'est fait embrasser sur la bouche par une excitée. Un troisième a failli tomber à cause d'un croche-pied...

Ils étaient en shorts et en maillots de sport. Il a fallu les habiller de pied en cap, costume bleu, chemise blanche. On avait fait venir des portants entiers avec des tenues à revêtir clés en main. Mais c'était compliqué de canaliser tout ce petit monde. Certains joueurs ont fait leur caprice. Le pire, c'est celui qui a retardé le mouvement parce qu'il avait laissé son sac dans l'avion. On avait beau lui répéter que son bagage allait suivre, il ne voulait pas bouger. Parce que dans son sac, il y avait son parfum ! Et qu'il ne pouvait envisager de monter dans le bus sans se parfumer !

Enfin, le bus des Bleus s'ébranle vers Paris. Et l'horloge qui tourne ! Et le président qui vient encore aux nouvelles ! Après la descente des Champs-Élysées, pas question de passer par la place de la Concorde, où s'agglutinent les supporters pour qu'on leur présente la coupe depuis le balcon de l'hôtel Crillon. Le bus va obliquer sur la gauche, sur l'avenue Matignon.

Il est nécessaire d'installer une « bulle de protection » dès que l'on s'engagera sur la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Une instruction au commissaire Creusat et l'affaire est réglée : tous les trottoirs doivent être vidés à la hauteur de l'hôtel Bristol et

jusqu'au palais de l'Élysée. Ah ! Le Bristol ! Il y a deux ans seulement, Alexandre Benalla n'avait jamais mis les pieds dans ce genre de palaces. Maintenant, il s'y sent comme chez lui.

C'est parfait, la voie est libre. Que la fête commence !

Les joueurs sont bien là à 20 heures. Ouf ! En temps et en heure, avec leur beau costume, tout élégants, sur le perron de l'Élysée. Mission accomplie. Devant les caméras du JT, le patron et Madame viennent à leur rencontre. La réception continue dans la salle des fêtes, en présence de Brigitte Macron. Le président s'isole avec les Bleus et quelques invités triés sur le volet, dont le judoka Teddy Riner. Il est heureux, extatique même. Il se lâche comme un gamin à sa première boum. Les joueurs veulent manger des burgers. Quelle bonne idée, s'écrie Emmanuel Macron. Alexandre, des hamburgers ! Qu'à cela ne tienne. Benalla, épuisé, mais diligent, passe commande auprès du chef de l'Élysée, Guillaume Gomez. Plusieurs joueurs s'assoient derrière le bureau présidentiel et font des photos et des selfies. C'est quand même plus drôle qu'à l'hôtel Crillon, non ? Bien sûr, ce n'est pas très courtois d'avoir laissé en plan le personnel du palace qui avait préparé un dîner de gala. Et tant pis aussi, pour les supporters qui ont attendu pendant des heures qu'on leur présente la coupe au balcon de l'hôtel. Il suffira de dire que la communication est mal passée.

La fête est finie. Les champions sont repartis. Il reste toutefois une question d'importance à régler : où le trophée va-t-il passer la nuit ? La bonne idée, c'est qu'il reste à l'Élysée. Alexandre Benalla s'autodésigne gardien de la coupe. Il se tourne aussitôt vers le général Bio-Farina : quel est l'endroit le plus sécurisé de l'Élysée ? Le haut gradé n'en voit qu'un : le bureau du président. C'est ainsi qu'Emmanuel Macron

travaille pendant quarante-huit heures à côté de la mythique sculpture en or. Les conseillers se pressent pour faire des selfies. On transporte le trophée dans la cour de l'Élysée. Même Alexis Kohler abandonne momentanément son air pincé et prend la pose pour immortaliser ce moment historique... Le calme avant la tempête.

Cette nuit-là, quand il rentre chez lui, fourbu, à 4 heures du matin, Benalla a la bonne surprise de recevoir un coup de téléphone du patron. Malgré l'heure avancée, le président l'appelle pour le féliciter. Bravo, vraiment bravo ! Pour Alexandre, la nuit est belle. C'est son grand retour. Il est de nouveau au sommet. Mais vite, l'inquiétude réapparaît. Et si cet apogée annonçait le pire ?

Mercredi 18 juillet, moins de quarante-huit heures plus tard, le chargé de mission doit aller déposer la coupe du monde à la Fédération française de football en fin de journée. Auparavant, il veut faire plaisir à Laurent Simonin, le spécialiste du maintien de l'ordre à la préfecture de police de Paris qui l'a invité aux manifestations du 1^{er} mai. Après les exploits de la Contrescarpe, ce gradé s'est fait taper sur les doigts. Il faut le reconforter. C'est un fondu de football, il sera ravi de voir la coupe, de la toucher, de prendre une ou deux photos. Jean-Yves Hunault, l'officier de liaison que Benalla a fait nommer à l'Élysée, s'est chargé de l'invitation.

Vers 16 heures, Laurent Simonin arrive au palais présidentiel avec son chauffeur. Il se rend dans le bureau de Jean-Yves Hunault. Alexandre les rejoint, porteur de l'objet sacré. L'instant de convivialité est gâché. L'homme du président est préoccupé. Une journaliste du *Monde* l'a appelé tout à l'heure. Elle l'a questionné sur son attitude place de la Contrescarpe, lui indiquant qu'un article allait sortir bientôt. Il lui a conseillé de s'adresser au service de presse, mais au

moment même où il exhibe le trophée, là, dans ce petit bureau, la journaliste doit être dans celui de Patrick Strzoda, le directeur de cabinet. Elle lui a dit qu'elle avait rendez-vous avec lui. Et le préfet qui croyait que c'était pour parler de la Corse, pour évoquer le bon vieux temps où il était en poste là-bas... Alexandre Benalla dit simplement à Simonin que l'affaire va sortir. Le policier et son chauffeur s'étonnent de le voir aussi calme. De toute façon, il ne peut rien y faire. En réalité, ils ont beaucoup plus peur que lui. Et cette idée suffit à détendre Alexandre.

Pendant des semaines, Benalla a redouté d'être reconnu sur la vidéo. Il apparaît sur tellement d'images avec le président. Le moment est bien choisi pour allumer la mèche. En pleine euphorie après la victoire des Bleus ! C'est nul de gâcher ainsi la fête...

Des personnes si serviables

Ce mercredi 18 juillet au soir, le commissaire Maxence Creusat est épuisé. Du 14 au 17 juillet, il a dormi quinze heures en trois nuits. Le 14, c'était défilé militaire et feu d'artifice ; le 15, finale de la Coupe du monde, avec gestion de la fan zone installée sur le Champ-de-Mars et sécurisation des Champs-Élysées jusqu'à 2 heures du matin ; le 16, retour des Bleus de 11 heures à minuit passé. Une séquence comme celle qu'il vient de traverser, un policier n'en connaît pas deux dans toute une vie professionnelle.

Alors qu'il est pour la première fois depuis des jours au calme dans son appartement de la rue de l'Université, la conscience professionnelle ou la force de l'habitude le rattrape. Le commissaire s'installe devant son ordinateur et tape le mot de passe : heineken. Comme chaque soir, il se promène sur les réseaux sociaux. Cela fait partie de son travail. Un peu avant 20 h 30, il découvre un article du *Monde* signé par Ariane Chemin¹, qui montre la vidéo diffusée dès le 1^{er} mai au soir sur Internet et dévoile le nom de l'agresseur qui porte un casque à visière orné de l'écusson de la préfecture de police : « Il s'agit en fait d'Alexandre Benalla, un homme qu'Emmanuel Macron connaît bien puisqu'il a participé, comme responsable de la sécurité, à sa campagne présidentielle. M. Benalla a été par la suite recruté à l'Élysée

en tant que chargé de mission, adjoint au chef de cabinet du président. »

Son état d'épuisement y est peut-être pour quelque chose, mais le commissaire trouve le récit qu'il lit partial et partiel. Il y est question des violences policières mais pas du contexte émeutier, des insultes et des projectiles en tout genre qui pleuvaient sur les CRS. Et puis, il connaît bien l'auteur de la vidéo sur laquelle s'appuie l'article. Taha Bouhafs. Il le croise à chaque manifestation un peu chaude. Ce militant antifasciste, agitateur professionnel, s'est rendu célèbre en accusant la police d'avoir grièvement blessé deux grévistes lors de l'évacuation de la faculté de Tolbiac, le 20 avril 2018, puis d'avoir étouffé cette bavure et effacé les traces de sang. Il a même témoigné, devant les caméras de télévision, et assuré qu'un des blessés se trouvait dans le coma. Des accusations mensongères. Maxence Creusat le sait d'autant plus qu'il a participé à cette opération réalisée sans heurts.

Le jeune commissaire prend son téléphone et appelle Laurent Simonin, alors en route pour sa maison de campagne, située dans le Perche. Chef d'état-major par intérim pendant les vacances du numéro deux de la DOPC, Simonin veut se reposer de ces trois journées, dantesques pour lui aussi. Son premier moment de détente, il se l'est accordé l'après-midi même, dans le bureau de Jean-Yves Hunault, à l'Élysée, avec la coupe. Dans l'immédiat, il se charge de prévenir à son tour le directeur de la DOPC, Alain Gibelin, qui doit déjà claquer des dents.

Creusat et Simonin se parlent deux fois dans l'heure qui suit. Lors du premier échange, vers 21 h 05, ils remettent leurs souvenirs en place : les agissements de Benalla place de la Contrescarpe ; la découverte de la vidéo ; la colère du préfet Delpuech ; la fiche technique ; l'extraction des images prises

par la caméra de la police... Cela s'est passé il y a plus de deux mois. « Je crois qu'on a la vidéo PVPP de la place de la Contrescarpe où on aperçoit Benalla et l'individu interpellé jeter une bouteille de bière sur les policiers », dit Maxence Creusat à son correspondant. Il lui fait remarquer que ces images pourraient intéresser l'Élysée...

Moins d'une heure plus tard, Laurent Simonin le rappelle, pour lui confirmer qu'en effet, la vidéo « intéresse ». Il a téléphoné à Alexandre Benalla, qui s'est montré très demandeur.

Les deux hommes se mettent d'accord sur les modalités de la livraison. Maxence Creusat va se rendre à la préfecture dès ce soir car, le lendemain matin, il va de nouveau falloir rédiger des fiches techniques et personne n'aura plus de temps à consacrer à autre chose. C'est Jean-Yves Hunault, l'officier de liaison, tout juste nommé à l'Élysée et toujours prêt à rendre service, qui se chargera de la livraison dans la foulée. Cette tâche sort de ses missions officielles mais il aura à cœur de faire plaisir et à sa hiérarchie et au chargé de mission auquel il doit son nouveau poste.

PVPP² : ces quatre lettres font toute la différence. Elles signifient « plan de vidéo protection pour Paris ». Elles désignent les caméras mises en place par la préfecture de police dans les rues de la capitale depuis 2011. Les images ainsi capturées ne peuvent être extraites sauf réquisition judiciaire ou procédure administrative. Et dans ce second cas, elles doivent être détruites au bout d'un mois maximum. Par la suite, Laurent Simonin affirmera que le commissaire Creusat n'a pas précisé la provenance de la vidéo et qu'il a donc cru que celle-ci avait été pêchée sur les réseaux sociaux. Une version difficilement crédible : si la séquence était visible sur

Internet, pourquoi se déplacer jusqu'à la préfecture de police pour en faire une copie³ ?

Une fois à son bureau, où Jean-Yves Hunault l'a rejoint, Maxence Creusat va de difficulté en difficulté. D'abord, il met dix minutes à retrouver ce fichu CD. Puis il s'aperçoit que son ordinateur, une vieille guimbarde qui n'a plus cours nulle part sauf dans les locaux de la police, parvient à ouvrir la vidéo mais pas à accélérer les images. Comme il se voit mal patienter plus d'une heure, le temps d'atteindre la séquence voulue, il veut copier la vidéo sur une clé USB. La PP n'a pas encore, faute de moyens, accompli sa révolution digitale ! Même cette manip' se révèle impossible.

Inutile de s'acharner. Maxence Creusat propose à Jean-Yves Hunault de passer à son domicile où il dispose d'un ordinateur personnel décent ! C'est donc sur son MacBook qu'il réalise la copie à l'origine de tous ses ennuis. Il descend le CD-Rom à Jean-Yves Hunault qui patiente dans sa voiture de service. Toutes ces opérations ont pris du temps. L'officier de liaison aimerait bien rentrer chez lui. Lui aussi est fatigué. En fin d'après-midi, il est allé rendre le trophée de la coupe du monde à la Fédération française de football. Mais il doit se montrer serviable, dans ce nouveau job qui lui plaît beaucoup. L'Élysée ! Qui aurait pu parier qu'il travaille un jour dans ce palais ? Il tente quand même sa chance, dans un texto au chef de cabinet adjoint. Mais celui-ci affiche sa préférence : ce soir plutôt que demain matin. Il est presque minuit quand il arrive au QG d'Alexandre Benalla, le Damas Café, rue du Colisée, à deux pas de l'Élysée. Le chargé de mission y a sa table attirée.

Jean-Yves Hunault constate la présence de Vincent Crase, qu'il a déjà croisé. Il a bien retenu la consigne que lui a donnée Maxence Creusat en lui remettant l'enveloppe blanche, et qu'il doit transmettre à son destinataire : « À ouvrir sur

VLC ». Mais Alexandre Benalla est pendu à son téléphone tout en fumant la chicha. L'officier de liaison pose son précieux colis sur la table et repart sans demander son reste.

Benalla a beaucoup à dire, ce mercredi soir, et à beaucoup de gens. Il appelle, il est appelé. Cela n'arrête pas. Jean-Luc Minet, commandant en second de la présidence de la République, adjoint du général Bio-Farina, mais aussi plusieurs députés LREM tels l'ancien patron du RAID Jean-Michel Fauvergue ou Nicolas Bays, un officier de réserve de l'armée de terre de ses connaissances. Il s'entretient aussi avec Christian Prouteau. Il reçoit un SMS d'Arno Klarsfeld, correspond avec le marcheur historique Arnaud Leroy, le garde du corps de Marine Le Pen Thierry Légier, l'humoriste Yassine Belattar, conseiller d'Emmanuel Macron sur les banlieues, le directeur général de la gendarmerie Richard Lizurey, et même avec le lobbyiste Thierry Coste, qui défend depuis des années les chasseurs et dont la présence impromptue lors d'une réunion à l'Élysée, fin août 2018, provoquera la démission de Nicolas Hulot. Que d'amis venus de tous les horizons ! C'est peut-être cela, avoir réussi sa vie à même pas 30 ans...

-
1. « *Le Monde* identifie, sur une vidéo, un collaborateur de Macron frappant un manifestant », Ariane Chemin, *Le Monde*, 18 juillet 2018.
 2. PVPP pour « plan de vidéo protection pour Paris » ou PZVP pour « plan zonal vidéo protection » sont deux synonymes dans le jargon policier pour désigner le système de vidéosurveillance mis en place dans la capitale à partir du début des années 2010.
 3. Interrogé par les juges d'instruction le 16 octobre 2018, Maxence Creusat développera à ce propos un argumentaire intéressant. « Vous me faites remarquer, dit-il, que l'Élysée ou M. Benalla n'étaient pas censés voir cette vidéo compte tenu de la réglementation. Je vous réponds : ah bon pourquoi ? Si on évoque la réglementation, il faut voir ça de manière plus large [...]. Le 1^{er} mai, M. Benalla est dans la salle de commandement. Il est salué par le ministre de l'Intérieur et le préfet de police. Ces personnes constatent que M. Benalla voit des images PZVP et cela ne dérange personne, ni le ministre ni le préfet. Il y a des écrans partout dans la salle, il ne pouvait pas ne pas les voir. M. Benalla est habilité secret-défense. Il reçoit les notes des services de renseignement [...]. Il connaît le plan de protection extérieur de l'Élysée géré par la DOPC [...]. Cela ne m'appartenait pas de relever l'illégalité de cette pratique si elle ne posait pas de difficultés au préfet de police et au ministre de l'Intérieur. » Un argument déjà employé par Alexandre Benalla pendant sa garde à vue, le 21 juillet 2018 : « Je n'avais pas conscience et encore moins connaissance que les images que l'on me remettait venaient d'un système de vidéoprotection dont le régime est réglementé par une habilitation comme c'est le cas pour ces images que vous me dites venir de la PVPP. D'ailleurs, je me demande maintenant si j'avais même le droit d'être présent dans la salle de commandement et de pouvoir visionner en direct ces images issues de la vidéoprotection. »

Un réveil difficile

La nuit a été courte pour tout le monde. Personne n'a encore vraiment conscience, ce jeudi matin, du tsunami qui va déferler au cours de la journée. Dans le premier cercle du président, certains ont déjà quelques idées sur la manière d'organiser la riposte. Mais jamais à la hauteur de l'émotion et de l'indignation suscitées par la vidéo. Tard dans la nuit, à 2 h 26 exactement, Ismaël Emelien envoie un texto agrémenté d'un smiley à Alexandre Benalla : « Tu dors ? J'imagine que oui. » Il a passé toute sa soirée, et une partie de la nuit, à scruter toutes les réactions à l'« affaire » et à préparer des éléments de riposte. Il veut cette vidéo récupérée quelques heures plus tôt.

Benalla est à peine réveillé quand commence la ronde des appels téléphoniques. 7 h 26 : c'est Laurent Simonin, qui rappelle à 8 h 26 et tombe encore sur son répondeur. Jean-Yves Hunault prend le relais à 8 h 41. Le chargé de mission en sursis n'est pas idiot, il comprend qu'il y a un problème. Et puis, « Isma » le harcèle aussi : « Mano (quel surnom ridicule !), tu es arrivé ? Besoin de ta vidéo asap :) », lui écrit-il à 8 h 26.

Mais « Mano » vient à peine de se mettre au volant de sa Talisman de fonction. Quand il rappelle Laurent Simonin, peu avant 9 heures, celui-ci lui demande de restituer le CD-Rom.

Une enquête judiciaire est en passe d'être ouverte, il ne faut pas que cette vidéo traîne à l'Élysée... Trop tard, dit Alexandre Benalla sur le ton du regret, le CD est déjà dans les étages du palais. Au moment où il parle, l'enveloppe blanche est encore à côté de lui sur le siège passager. Il travestit la vérité pour ne pas se séparer du seul élément de défense dont il dispose. Réalise-t-il qu'il scelle ainsi son destin, et celui de trois policiers ? Ce n'est pas son mensonge qui le perd. Les enquêteurs ont longtemps été convaincus que la remise à Ismaël Emelien s'était effectuée durant la nuit. La géolocalisation de leurs téléphones mobiles indique en effet qu'ils étaient dans le même secteur autour de minuit : le chargé de mission dans son bar à chicha, le conseiller spécial dans son bureau de l'Élysée.

Ce qui provoque le licenciement de Benalla, c'est le recel illégal de cette séquence. Sans cette nouvelle faute, l'Élysée serait bien en peine de se débarrasser de lui. Il a déjà été sanctionné pour son comportement place de la Contrescarpe, et il lui a été signifié par écrit que tout manquement ultérieur entraînerait son licenciement.

Quand ils tenteront de reconstituer ces vingt-quatre heures d'enfer, début 2019, les enquêteurs buteront pendant un certain temps sur une incongruité : la vidéo illégale semble avoir été postée sur un compte Twitter, @frenchpolitic, à 3 h 59 du matin le 19 juillet. À un moment où le CD-Rom est encore en possession du chargé de mission. Il s'agit en fait de l'heure de San Francisco, qui s'affiche par défaut, et correspond en effet à une diffusion en début d'après-midi, heure française. Ils découvriront également un étrange quiproquo entre Benalla et Emelien. Quand le premier confie la précieuse vidéo au second, un peu après 9 heures, le second est déçu. Il pensait à une autre séquence, tournée elle aussi place de la

Contrescarpe, dans laquelle on voit un manifestant poursuivre un policier pour le frapper avec une chaise. Alexandre Benalla la lui avait envoyée le 2 mai au matin. Il la trouve beaucoup plus parlante. Il ne vérifie même pas que le cogneur à la chaise et le manifestant tabassé par « Mano » sont une seule et même personne. Il n'est plus à cela près. Il envoie les deux vidéos à Pierre Le Texier, l'e-influenceur de la République en marche, qui est sa petite main digitale depuis la campagne de 2017. Ce n'est plus le soldat Benalla qu'il faut sauver, cette fois. C'est le quinquennat du président Macron ! Et pour cela, tous les moyens sont bons !

Le tweet est posté en tout début d'après-midi. Il contient les deux vidéos assorties de ce commentaire : « OK, même si ce n'était pas à #AlexandreBenalla de le faire, ne faisons pas passer cet étudiant pour un garçon bien sous tous rapports. C'était un individu qui était sciemment venu place de la Contrescarpe pour casser du flic. » Il n'a pas le temps de devenir viral. Trois heures et quelques plus tard, Ismaël Emelien rappelle son auteur pour lui demander de le supprimer. Le service de presse de l'Élysée l'a alerté. Des journalistes appellent en rafale à propos d'une vidéo volée en lien avec l'« affaire Benalla ».

Le compte @frenchpolitic est fermé dans la nuit du 27 au 28 juillet, à peu près en même temps que celui de Ludovic Chaker. Il a alimenté de nombreux fantasmes sur la personne qui se cachait derrière. Certains exégètes ont imaginé qu'il s'agissait de Sylvain Fort, à la fois plume et communicant du président, parce que l'auteur des quelques milliers de tweets est germanophone et passionné d'opéra. D'autres ont imaginé qu'il s'agissait d'un simple militant En marche particulièrement motivé, décidé à soutenir son champion sur les réseaux sociaux à partir de janvier 2017, date de son

inscription. Pendant la campagne, sa cible favorite était François Fillon, pilonné à partir du premier débat télévisé de la campagne, le 20 mars 2017. Il défend aussi à plusieurs reprises Ismaël Emelien, pour rappeler qu'il s'est éloigné du président du Venezuela Nicolas Maduro, après l'avoir conseillé pour sa dernière élection.

Comme c'est agréable de disposer de comptes anonymes gérés par des collaborateurs payés ! On n'est pas loin des « fake news » tant dénoncées par la présidence, mais qu'importe. Seul le résultat compte. Ce qui est moins agréable, c'est la tournure que prennent les choses pour l'Élysée. On envoie pour la première (et dernière !) fois au front le porte-parole du président, l'ancien journaliste Bruno Roger-Petit. Sa prestation se veut solennelle. Elle est apocalyptique parce qu'elle respire le mensonge.

Partout, c'est l'emballement. Une enquête préliminaire est ouverte séance tenante par le parquet de Paris. Dès le 19 juillet, des policiers de la PJ interrogent deux témoins de la « baston party » place de la Contrescarpe, dont l'auteur de la vidéo, Taha Bouhafs, militant de la France insoumise bien connu pour son activisme. Le soir venu, ils se rendent à l'Élysée pour entendre le préfet Patrick Strzoda, directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, et le général Éric Bio-Farina, commandant militaire du palais. Le premier leur confirme qu'il avait donné l'autorisation à Alexandre Benalla de se rendre à la manifestation du 1^{er} mai avec les hommes de la préfecture de police. Il leur indique aussi avoir pris des sanctions à l'encontre du chargé de mission dès le 2 mai. Le second affirme avoir rayé Vincent Crase de la liste des réservistes de la Garde républicaine dès le 4 mai. Tout cela tombe très mal. Trois jours plus tôt, le président exultait, dans la tribune officielle à Moscou, pour cette équipe de France de

football qui remportait sa deuxième étoile. En 1998, la victoire avait dopé la popularité de Jacques Chirac, empêtré dans la cohabitation avec Lionel Jospin. Le jeune président pouvait en espérer au moins autant.

Et patatras. Emmanuel Macron et son entourage n'ont pas pris la mesure de la déferlante qui les attend. Depuis le début, à quelques exceptions près, ils considèrent qu'il n'y a pas de quoi fouetter un chat. D'accord, Alex a déconné. Gravement même. Mais il a été sanctionné. Durement à ses yeux. Il a vécu sa rétrogradation, pourtant toute relative, comme une humiliation. Tous comprennent petit à petit que la situation est plus grave que ce qu'ils pouvaient imaginer dans leurs pires cauchemars.

La pression est énorme sur la Macronie. L'Assemblée nationale est devenue une pétaudière où l'opposition, unie pour une fois, multiplie les rappels au règlement. Ses manœuvres d'obstruction rendent très difficile la poursuite des débats sur la révision constitutionnelle. Une commission d'enquête parlementaire doit être créée en catastrophe au Palais-Bourbon. La présidente de la commission des lois, la très zélée Yaël Braun-Pivet, a tout fait pour l'empêcher mais elle a dû céder. Le Sénat aussi est entré dans la danse. Le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb est convoqué pour une audition. Toutes les digues sautent, les unes après les autres. Vers minuit, des fenêtres sont encore éclairées à l'Élysée. Un quatuor se réunit pour faire le point sur cette semaine qui devait être glorieuse et se transforme en Berezina : l'attachée de presse Sibeth Ndiaye tout juste rentrée de Dordogne où elle accompagnait le président, le chef de cabinet François-Xavier Lauch, le directeur de cabinet Patrick Strzoda, que la police judiciaire est venue entendre quelques heures plus tôt, et

l'indispensable Ismaël Emelien. C'est la crise, personne ne sait comment la gérer.

À la préfecture de police de Paris aussi, la journée est à marquer d'une pierre noire. En début d'après-midi, Alain Gibelin est encore plus livide que le 2 mai. Le commissaire Maxence Creusat sort de son bureau. Il vient de lui avouer avoir fait la veille au soir « une énorme connerie ». Il a espéré toute la matinée que Jean-Yves Hunault pourrait récupérer ce fichu CD-Rom. L'officier de liaison a téléphoné à Alexandre Benalla, l'a cherché partout dans le palais mais l'a trouvé trop tard. Maxence Creusat a donc dû prendre son courage à deux mains et raconter à son directeur ce qu'il aurait de toute façon fini par apprendre. S'il n'avait pas été aussi fatigué, jamais il n'aurait commis une telle faute.

Quand le directeur de la DOPC annonce la terrible nouvelle au préfet de police, Michel Delpuech prononce la suspension immédiate de Laurent Simonin, Maxence Creusat et Jean-Yves Hunault. À l'Élysée, les cris de protestation de ce dernier retentissent jusqu'aux bureaux du général Bio-Farina et de son adjoint, Jean-Luc Minet, quand il apprend par téléphone la mesure prise à son encontre et qu'on le prie de passer à la préfecture pour rendre son arme. L'officier de liaison est ulcéré par sa suspension. Il a voulu se montrer serviable, il a joué les coursiers de nuit, il ignore tout des embrouilles de ses supérieurs et le voilà bien récompensé ! Laurent Simonin doit rentrer prématurément de Normandie. Lui aussi doit rendre son arme, tout comme Maxence Creusat.

Il règne une atmosphère crépusculaire sur la préfecture de police de Paris. Le préfet a bien compris que l'Élysée le rend indirectement responsable de ce désastre. Après l'épisode de la Contrescarpe, il avait assuré que tout se passerait bien. Il n'a pas été capable de protéger Benalla, donc de protéger le

président. Il va devoir déployer des trésors de diplomatie, voire de duplicité, s'il veut garder son poste, à deux ans et demi de la retraite. Il va falloir s'accrocher !

Chacun des hiérarques de cette prestigieuse maison tente de dégager sa responsabilité personnelle. Les vieilles haines ressortent, comme celle que nourrissent l'un envers l'autre Éric Belleut et Laurent Simonin, respectivement numéros deux et trois de la DOPC.

Éric Belleut contacte Maxence Creusat par SMS, un peu après deux heures du matin.

« Cher Maxence,

Je suis au courant de tout. Je n'arrive pas à comprendre comment tu t'es laissé entraîner dans cette connerie, erreur de jeunesse ou nouvelle manipulation diabolique de LS¹. Je veux que tu saches que je te soutiendrai le plus possible. Je prends l'avion demain. Je peux t'appeler tous les jours ou presque par WhatsApp si tu le souhaites et si tu en as besoin. Ne perds pas le moral ni la force de te battre. Tu as quelques mois très difficiles à passer. Tu peux compter sur moi. Avec toute mon amitié. Éric ».

À 6 h 6, son correspondant lui répond, mais pas tout à fait dans le sens qu'il escomptait :

« Merci. Le Directeur² a largué les amarres dès le début et nous a enfoncés à partir de 14 h. Par contre, le soldat Creusat n'assumera pas seul tous les dysfonctionnements de l'administration y compris de AB³ au CIC OP⁴ avec Collomb le 1^{er} mai au soir. Le sujet, ça sera aussi AB et la DOPC. »

Cette réponse ne satisfait pas Belleut, qui ajoute un zeste de menace à son discours paternaliste :

« Maxence,

Vous auriez dû rendre compte pour cette histoire d'extraction⁵. Si j'avais été là, je t'aurais dit de ne surtout pas le faire. Peu importe que AB ait été là au moment de la visite du MI⁶ à la salle. Seuls sa présence et son comportement sur le terrain sont contestables. Ne te trompe pas de combat et d'ennemi. N'hésite pas à me contacter, je te conseillerai au mieux ».

Mais Maxence Creusat n'est pas disposé à porter le chapeau seul avec Laurent Simonin, qu'Eric Belleut se réjouit à l'évidence de pouvoir neutraliser. Il répond immédiatement :

« J'ai rendu compte à Laurent qui était CEM⁷ par intérim. On a fait une connerie qui mérite un blâme, pas le déchaînement actuel [...]. »

Dans la minute, son supérieur riposte :

« C'est lui qui portera l'entière responsabilité de cette connerie [...]. »

Le jeune commissaire n'apprécie pas. Il rappelle même, non sans audace, une vérité devenue désagréable :

« Laurent n'est pas plus responsable du positionnement de Benalla à qui vous faites tous la bise. »

La bise ! C'en est trop :

« En ce qui me concerne je n'ai que des relations strictement professionnelles avec Benalla. Je ne lui ai jamais octroyé aucun avantage. C'est Laurent et lui seul qui t'a mis dans cette merde en l'emmenant à la manif sans nous en parler et en te demandant de faire cette extraction. Dans cette affaire tu as deux amis qui te soutiendront, Alexis⁸ et moi. C'est tout. Cible bien tes attaques. »

Maxence Creusat temporise.

« Je ne vous attaque pas, M. Le Directeur. Je vous dis que je ne prendrai pas toute la responsabilité seul. »

Tout le monde, désormais, ne reconnaîtra plus que des relations « strictement professionnelles » avec Alexandre Benalla. L'ancienne coqueluche de l'Élysée est en train de se transformer en lépreux.

-
1. Il désigne ainsi par ses initiales son ennemi intime Laurent Simonin.
 2. Il s'agit d'Alain Gibelin.
 3. Alexandre Benalla.
 4. Centre d'Information et de Commandement opérationnel de la DOPC, la salle de la préfecture de police depuis laquelle sont menées les opérations de maintien de l'ordre, où Alexandre Benalla croise, entre autres, Eric Belleut et le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb le 1^{er} mai au soir.
 5. L'extraction de la vidéo tirée de la caméra de vidéosurveillance remise à Alexandre Benalla le 18 juillet au soir.
 6. Le ministre de l'Intérieur.
 7. Chef d'état-major.
 8. Alexis Marsan, autre commissaire à la DOPC.

Garde à vue

Alexandre Benalla est désormais *persona non grata* à l'Élysée. Hier encore, les gendarmes en faction le saluaient avec déférence quand il passait la porte du palais. Mais le 20 juillet au matin, le numéro deux du commandement militaire, ce Jean-Luc Minet avec lequel il bavardait fraternellement au téléphone il y a quelques heures seulement, a ordonné à toutes ses équipes de lui interdire l'accès au Château.

Le conseiller déchu se livre à un rapide compte à rebours. Il a reçu sa convocation à la police judiciaire pour ce matin, 10 heures. Il va être placé en garde à vue. Pour combien de temps ? Il reste un maigre, très maigre espoir de sauver sa cérémonie de mariage, prévue pour le lendemain à la mairie d'Issy-les-Moulineaux, avant la grande fête, le soir, au Chalet des Îles. Tout est réservé, fleuriste, traiteur, photographe... S'il n'est pas sorti en milieu d'après-midi, il a chargé sa compagnie de tout annuler.

La circulation est fluide jusqu'au « Bastion », ce bâtiment ultramoderne situé dans le xvii^e arrondissement, où la police judiciaire parisienne a élu domicile quelques mois auparavant, après avoir dû quitter le mythique 36 quai des Orfèvres.

Alexandre est un peu en retard. Alors, au lieu de chercher une place, il gare sa Talisman sur un trottoir. L'équipement

police dont dispose le véhicule devrait lui éviter la fourrière. De toute façon, il espère qu'il n'en a pas pour trop longtemps.

Onze heures. Le premier interrogatoire commence. Dès le début, l'homme du président tente de prendre l'ascendant sur le capitaine de police qui l'interroge. Il le met en garde dès la première question concernant son téléphone professionnel : l'appareil est sécurisé, crypté et soumis à un statut de protection. C'est totalement faux.

Le gardé à vue décide de ce qu'il va divulguer et de ce qu'il va garder pour lui. Le numéro de portable de sa compagne, qui pourrait faciliter la perquisition de l'appartement puisque lui-même assure ne pas avoir de clé ? C'est non. De toute façon, poursuit-il, elle est sûrement partie à l'étranger avec leur bébé à l'heure qu'il est, pour fuir la furie médiatique. En vérité, elle est à quelques kilomètres de là, avenue Foch dans le XVI^e arrondissement, hébergée par une « amie » dont on connaîtra bientôt l'identité. C'est depuis cet appartement qu'à la même heure elle passe plusieurs coups de téléphone pour annuler les festivités du lendemain... Alexandre ne veut pas non plus dévoiler où travaille la mère de son fils. Ce serait pourtant simple de dire la vérité, qu'elle est agent administratif à La République en marche, en congé maternité.

Le chargé de mission fait aussi sa mauvaise tête concernant un autre téléphone. Celui avec lequel il a envoyé un message à Alexis Kohler *via* Telegram pour le prévenir de ses agissements, au lendemain du 1^{er} mai. Il n'a plus cet appareil, dit-il, mais il en a conservé les données sur une clé USB qu'il compte communiquer un jour. Toutefois, pour l'instant, il ne souhaite pas dire où elle se trouve... En revanche, il décrit avec gourmandise l'arsenal qu'il stocke à son domicile, un fusil Remington et trois Glock, ses armes de poing préférées, tout en précisant bien qu'il a tout mis en sécurité dans un

coffre. Il est très loquace sur certains sujets, beaucoup moins sur d'autres. Lui aussi veut demeurer maître des horloges.

Benalla le sait, il l'a expérimenté place de la Contrescarpe, la meilleure défense, c'est l'attaque. Troquant son Glock contre le code de procédure pénale, il pense carrément faire mouche avec les articles 53 et 73, qui autorisent tout citoyen à interpeller l'auteur d'un crime ou d'un délit.

Face au policier qui l'interroge pour la toute première fois, il dégaine aussi la théorie du complot. Il se demande comment, avec une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux le 1^{er} mai au soir et visionnée des millions de fois en quarante-huit heures, son identification n'est pas intervenue plus tôt, alors qu'il est connu sur les réseaux d'extrême gauche comme « l'homme de Macron ». Pour lui, le « timing » de la révélation n'est pas innocent, juste après l'euphorie de la Coupe du monde. « L'opportunité d'atteindre le président de la République en détruisant ce qui peut apparaître comme un maillon faible de son entourage était trop belle », assène-t-il.

Le maillon faible ? Au point de désactiver ses téléphones à distance. Le portable qu'il utilise le plus, et qui lui a été fourni par la présidence, se vide tout seul. Les SMS s'effacent au fur et à mesure, sous ses yeux et ceux du capitaine de police qui l'interroge ! La date qui apparaît sous certains messages change et se transforme en 1^{er} janvier 1970. La scène n'a rien à envier à un épisode de X-Files...

L'audition se poursuit. Puis, un peu avant 20 heures, un convoi emmène Alexandre Benalla vers son appartement d'Issy-les-Moulineaux pour une perquisition. Cette opération évoque irrésistiblement *Le Gendarme de Saint-Tropez* dans ses plus riches heures. Le serrurier, « préalablement sensibilisé » pour procéder à l'ouverture, renonce. Le bélier que deux

agents vont chercher au commissariat le plus proche pour enfoncer la porte se révèle introuvable. Une équipe de la brigade anti-criminalité des Hauts-de-Seine, appelée à la rescousse, ne dispose pas non plus du matériel nécessaire... La petite troupe a passé moins d'une heure sur les lieux. On pose des scellés provisoires et on repart bredouille peu après 21 heures.

Pourtant, sur une affaire sensible, et celle-ci l'est assurément, on requiert l'assistance d'un deuxième serrurier. Si par extraordinaire, un vendredi soir de juillet à Paris, il est impossible d'en dénicher un, il existe des unités spécialisées dans l'ouverture de portes. Et si, hypothèse insensée, aucun ouvrier n'est disponible, on peut toujours poser des scellés, mais en laissant au moins, pour la nuit, des policiers devant la porte.

Le lendemain matin, aux aurores, deuxième tentative de perquisition. Les policiers ont demandé le concours du GSO¹ 92, une unité technique spécialisée dans ce domaine. Et cette fois, ça s'ouvre ! L'opération donne lieu à la saisie de quelques objets dérisoires. Un porte-carte professionnel, une médaille de la gendarmerie, la copie de l'autorisation de port d'armes délivrée par le préfet de police, le 13 octobre 2017, trois cartes officielles de la présidence de la République, un porte-clé de l'Assemblée nationale, un pass vigik, une plaque d'agent de sécurité allemande, la copie de son diplôme de réserviste, deux gyrophares. Et puis, un écusson de la gendarmerie nationale au grade de lieutenant-colonel. Celui-là même que son titulaire comptait arborer, dans quelques heures, pour la cérémonie de son mariage. Mais le coffre censé contenir ses armes, dont il a parlé spontanément la veille, est introuvable ! Pourtant, Alexandre Benalla déclarait, lorsqu'il a

signé les papiers autorisant la perquisition, qu'il trouvait cette mesure « un peu excessive » mais qu'il n'avait rien à cacher.

Cet intermède lui permet tout de même de se rafraîchir et de changer de vêtements, ce qui n'est pas un luxe après une nuit en cellule.

La perquisition ratée n'est pas la seule anomalie de cette étrange garde à vue, qui dure longtemps mais pendant laquelle il ne se passe pas grand-chose. Personne ne lui demande les clés de sa voiture, qui n'est pas fouillée mais amenée à la fourrière. Elle y végète pendant une semaine, avant qu'Alexandre Benalla se présente pour récupérer un papier à l'intérieur. Il y parvient mais sa démarche provoque un branle-bas de combat. La juge finit par ordonner d'aller voir ce que contient la voiture. Le premier réflexe des policiers, quand ils arrivent sur place, le 27 juillet, est de « solutionner la problématique du paiement de la mise en fourrière de la voiture ».

-
1. Groupe de soutien opérationnel.

« Moi, je n'avais pas à en connaître »

Le chargé de mission sort de garde à vue le dimanche 22 juillet avec plusieurs mises en examen. Juste à temps pour regarder, le lundi matin, l'audition de Gérard Collomb devant la commission d'enquête parlementaire créée à la hâte, sous la pression des événements. Il a la tête ailleurs. Ce lundi a lieu son entretien préalable de licenciement pour motif disciplinaire. Pourtant, comment ne pas s'étonner des propos tenus par le premier flic de France qui le saluait encore il y a peu.

Benalla, connais pas ! Comme le font remarquer plusieurs médias au cœur de cet été tumultueux, le ministre de l'Intérieur est, à l'inverse du dicton, l'homme le moins informé de France. C'est du moins l'impression qu'il veut donner.

Dans la salle de commandement, où certains écrans retransmettaient encore des affrontements, le 1^{er} mai au soir, il a salué chaleureusement « Alexandre ». Il l'a appelé par son prénom et l'a tutoyé. Aujourd'hui, il affirme le connaître à peine.

Le 2 mai, il n'a appris que tardivement l'existence de la vidéo. Au retour d'un déjeuner familial, vers 15 heures, alors

que ses deux principaux collaborateurs se débattaient avec cette sale histoire depuis le début de la matinée. C'est peu de dire que le locataire de la place Beauvau est à la traîne, dans la chaîne de l'information. Cela tombe bien. Cette affaire, il refuse d'y être mêlé. Pas question de saisir l'IGPN, la police des polices. Encore moins de transmettre au procureur de la République de Paris, au titre de l'article 40. Il faut faire le gros dos. Se tenir le plus éloigné possible de ce dossier pourri. C'est à l'Élysée de se débrouiller avec son chargé de mission.

À partir du 19 juillet, Gérard Collomb continue de pratiquer l'art de l'esquive. Mais c'est plus difficile. Ses services placent successivement en garde à vue Alexandre Benalla et Vincent Crase, le vendredi 20 juillet, puis, le lendemain, les trois policiers de la préfecture de police Laurent Simonin, Maxence Creusat et Jean-Yves Hunault. Mais il ne semble pas concerné. Certes, LREM est largement majoritaire dans cette commission d'enquête de l'Assemblée nationale, et ses députés bien décidés à organiser une muraille de Chine pour protéger l'exécutif, mais les élus de l'opposition ne se gênent pas pour poser les questions qui fâchent.

Alors, il minimise, il euphémise. « Ce n'est qu'après la parution, le 18 juillet, d'un article dans *Le Monde* apportant des éléments nouveaux et la découverte de nouvelles images où Monsieur Benalla est équipé d'un brassard siglé police et doté d'une radio que je considère qu'il est nécessaire d'en savoir plus », déclare-t-il sans rougir. Il avait pourtant connaissance de la vidéo divulguée par *Le Monde* dès le 2 mai, et pouvait y voir Alexandre Benalla coiffé d'un casque à l'effigie de la préfecture de police. C'est moins grave qu'un brassard ? Et tabasser un manifestant, c'est moins condamnable qu'utiliser une radio Acropol¹ ?

Dans son exposé liminaire, Gérard Collomb s'évertue à montrer combien il est occupé au quotidien : « Un ministre de l'Intérieur a beaucoup de choses à faire », assène-t-il. Quelques jours plus tard, devant la commission d'enquête du Sénat, il énumère également les missions de la plus haute importance qui lui sont dévolues : gestion des manifestations, des occupations de facultés, des rassemblements anti-Macron de La France insoumise, Notre-Dame-des-Landes ; et, bien entendu, le terrorisme, les risques d'attentat... On l'aura compris, ses tâches quotidiennes sont autrement plus nobles que de se soucier d'Alexandre Benalla.

À l'incrédulité de certains parlementaires, le ministre d'État répond par des tournures de phrase négatives : « je ne sais pas », « je n'étais pas informé », « je ne suis pas en mesure de vous indiquer... », « je n'ai jamais été informé », « je n'ai pas eu à en connaître »... Sa saillie la plus drolatique, il la réserve aux sénateurs : « Je lis les journaux pour me tenir informé et il y a toute une partie de l'histoire de M. Benalla que je découvre comme vous ». Heureusement qu'il y a la presse pour éclairer le ministre de l'Intérieur ! Pour se dédouaner, il est prêt à tout, même faire porter le chapeau au préfet de police de Paris, dont il a la tutelle : « J'étais avec lui sur le lieu de la manifestation plus tôt dans la journée², il ne m'avait pas informé alors ».

Gérard Collomb s'accroche désespérément à son message : il ignorait tout d'Alexandre Benalla, un petit poisson bien trop insignifiant pour lui. « Personnellement, je ne le connaissais pas, je croyais même qu'il faisait plutôt partie des services de police. Je ne l'avais jamais rencontré... Enfin, je l'avais rencontré mais j'ignorais sa qualité de conseiller du président. » Et Vincent Crase ? « Encore moins que Monsieur Benalla. » Le clou du spectacle, c'est quand il raconte aux

sénateurs sa soirée du 1^{er} mai à la préfecture de police de Paris : « Nous saluons la quarantaine de personnes présentes, parmi lesquelles monsieur Benalla, dont je pensais alors qu'il était un policier chargé de la sécurité du président. Je l'avais en effet croisé pendant la campagne présidentielle, mais toujours parmi des dizaines de personnes chargées de la sécurité du candidat : policiers, agents de sécurité, service d'ordre d'En marche... ». Comment ce proche parmi les proches du candidat Macron pouvait-il ne pas connaître l'omniprésent Alexandre ?

Il n'est pas le seul à n'avoir aucune mémoire des noms et des visages. Auditionné à son tour, son directeur de cabinet, le préfet Stéphane Fratacci, souffre visiblement de la même amnésie. Le député LR du Haut-Rhin Raphaël Schellenberger n'en revient pas : « Depuis un an, en tant que directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, vous êtes au cœur du système qui a été mis en place par le nouveau président de la République, et j'ai beaucoup de mal à comprendre ce que Gérard Collomb a déjà dit hier, et ce que vous répétez aujourd'hui : finalement, personne ne connaît M. Benalla qui était pourtant le seul à accompagner Emmanuel Macron, le soir de son élection, lorsqu'il a traversé la cour du Louvre. Au plus haut niveau de l'État, personne ne connaît ce personnage, pourtant très visible, mais cet après-midi, les syndicats de police viennent de dire au Sénat qu'ils semblent bien le connaître. Ils semblent disposer de multiples témoignages d'incidents, de situations dans lesquelles M. Benalla a outrepassé les fonctions civiles qui sont les siennes dans des interventions d'ordre public ». Le directeur de cabinet reste coi.

Gérard Collomb a-t-il parlé de l'affaire qui monte avec le chef de l'État ? « Je n'ai jamais évoqué la situation de

M. Benalla avec le président de la République », jure-t-il aux députés. Quelques minutes plus tard, il est déjà moins catégorique. Il n'en a jamais été question avec Emmanuel Macron... jusqu'au 18 juillet. La veille, à l'Assemblée nationale : « le moins possible ». Puis, au fur et à mesure que les questions se font plus précises, il ne peut plus nier l'évidence : « Ai-je rencontré le président de la République ? Oui, ce week-end. Avons-nous parlé des faits ? Le moins possible ». En l'espace de quelques minutes, « jamais » est devenu synonyme de « le moins possible ». Les rires fusent dans la salle.

Le maire de Lyon semble véritablement assurer un intérim place Beauvau. On a l'impression qu'il y regarde les mouches voler. Il déploie une tactique oratoire qu'il a dû beaucoup éprouver durant ses quarante ans de vie politique : délayer pour éviter les réponses précises. Au Sénat, il en fait des tartines sur la sécurité du président, la rationalisation de la ressource et des emplois et autres thématiques soporifiques. Mais les sénateurs, contrairement à leur réputation, ne somnolent pas. Le président de la commission des lois, Philippe Bas, l'arrête et le recadre. « Vous êtes sur le plan politique un des responsables les plus proches de M. Macron. Dans la hiérarchie gouvernementale, vous êtes numéro deux. Le 2 mai, muni des informations que vous recevez, vous avez le réflexe, dites-vous, d'informer la présidence de la République, qui est déjà au courant. Pour protéger le chef de l'État, y compris comme l'un de ses plus fidèles soutiens politiques, avez-vous fait une démarche pour l'alerter sur la gravité de cette situation ? Avez-vous recueilli, à partir de cette date du 2 mai, des informations complémentaires sur le comportement de M. Benalla dans ses relations avec les services de sécurité ? Avez-vous fait au président de la

République les recommandations nécessaires pour qu'il mette un terme à cette collaboration, sans se contenter de la mise à pied qui a été prononcée ? Ne considérez-vous pas que c'était en quelque sorte votre devoir sur le plan politique ?

— Il se trouve que ce jour-là, le président était en Australie...

— Il est rentré depuis... »

Le sénateur socialiste du Loiret Jean-Pierre Sueur, co-rapporteur de la commission, finit par s'impatienter : « Une fois qu'il a fini ses quinze jours, on retrouve M. Benalla dans d'innombrables situations – transfert de Simone Veil au Panthéon, arrivée de l'équipe de France de football à Paris – où il est à trente centimètres du chef de l'État, et toujours dans des missions de sécurité. En tant que ministre de l'Intérieur, comment pouvez-vous accepter cela ? Avez-vous fait des démarches pour, au moins, vous étonner de cet état de choses auprès de la présidence de la République ? »

Gérard Collomb tente de faire de l'esprit : « Avant d'assurer la protection du président de la République, M. Benalla s'était occupé de celle de M. Hollande et de Mme Aubry. M'étant un peu éloigné du PS à l'époque, je le connaissais moins que d'autres ».

Jean-Pierre Sueur insiste : « Le ministre d'État n'a pas répondu à ma question. À l'issue des quinze jours de sanction, était-il acceptable de confier des tâches de sécurité auprès du chef de l'État à ce personnage ?

— Ce n'était pas directement le ministère de l'Intérieur qui avait à gérer directement ces événements [...]. Moi, je n'avais pas à en connaître. »

Incroyable mais vrai : le ministre préfère passer pour un faible d'esprit qui ne comprend pas les questions plutôt que d'avoir à y répondre. C'est tout simplement stupéfiant.

A-t-il conscience que son attitude dessert le chef de l'État ou est-ce à ce moment précis du quinquennat qu'il décide de prendre ses distances avec ce jeune président qu'il a soutenu dès la première heure ? À l'issue de son audition à l'Assemblée nationale, le report *sine die* des débats sur la réforme constitutionnelle est officiellement actée. La stratégie du déni ne fonctionne pas. Elle se poursuivra pourtant. Et se révélera non seulement inutile, mais aussi contre-productive.

Par une lettre du 2 août, le ministre de l'Intérieur refuse de transmettre à la commission d'enquête du Sénat la décision par laquelle le préfet de police de Paris a accordé un permis de port d'armes au chargé de mission, ainsi que le dossier d'instruction sur lequel repose cette décision. Il s'oppose aussi à la communication de la note technique rédigée le 2 mai par Laurent Simonin à la demande du préfet de police sur la présence d'Alexandre Benalla lors des manifestations du 1^{er} mai à Paris. Dans les deux cas, il brandit le principe de la séparation des pouvoirs revisitée à la sauce Macron : ces éléments ont été transmis à la justice, impossible de les divulguer. Mais la juge d'instruction chargée du dossier, Carine Rosso, acceptera le 30 novembre de restituer l'original des pièces à la préfecture de police, afin qu'elles puissent être communiquées à la commission. Encore raté !

1. Acropol est l'acronyme d'Automatisation des Communications Radioélectriques Opérationnelles de la POLice nationale.

2. Il s'agit de la journée du 2 mai.

Affaire d'été

Dès le 18 juillet au soir se met « en marche » un rouleau compresseur destiné à minimiser l'affaire, sinon à l'étouffer. Les réunions de crise se multiplient à l'Élysée pour accoucher des bons « éléments de langage » : « une affaire d'été, pas une affaire d'État », ou encore « il s'agit d'une dérive personnelle ». Autant de formules qui seront usées jusqu'à la corde, pendant des mois, sur tous les plateaux de télévision. Mais dès les premiers jours, cela patine. Et pour cause, la seule personne qui pourrait faire baisser la pression, le chef de l'État lui-même, l'employeur et le protecteur d'Alexandre Benalla, est aux abonnés absents. Les députés LREM ferrailent à l'Assemblée nationale, où les oppositions sont déchaînées comme jamais. D'ordinaire perfusés de messages et consignes en provenance du Palais, ils se trouvent livrés à eux-mêmes pour un éprouvant baptême du feu.

L'allocution désolante de Bruno Roger-Petit, porte-parole du président, le vendredi 19 juillet, a sonné l'hallali. Pour avoir l'air aussi embarrassé derrière une arrogance de façade, pour paraître si mauvais, il faut avoir quelque chose à se reprocher ! À l'Assemblée nationale, la majorité a dû accepter, la mort dans l'âme, que la commission des lois se constitue en commission d'enquête parlementaire pour « faire la lumière sur les événements survenus à l'occasion de la manifestation parisienne du 1^{er} mai 2018 ».

C'est le début des ennuis. La majorité veut que les auditions se déroulent à huis clos. Pour « faire la lumière », ce n'est peut-être pas la meilleure idée... Face au tollé, elle doit s'incliner. La présidente Yaël Braun-Pivet, intraitable petit soldat de la Macronie, entend limiter le nombre de personnes auditionnées. Pas question de convoquer Alexandre Benalla. Une formule magique sert à écarter cette hypothèse. La séparation des pouvoirs : une instruction est ouverte, le législatif ne peut empiéter sur le judiciaire. Seul problème : un précédent existe. C'est Jérôme Cahuzac. L'ancien ministre du Budget a été entendu par une commission d'enquête de l'Assemblée nationale alors qu'il était mis en examen pour fraude fiscale. Il serait exagéré de dire que l'Élysée et la majorité socialiste en avaient été ravis, mais l'audition avait eu lieu. Alors, pourquoi pas Benalla ? Pendant la courte durée de vie de cette commission, à peine une semaine, la présidente parvient à s'en tenir à la courte liste des auditions qu'elle avait prévues. Les députés sont entassés dans la salle où se réunit d'ordinaire la commission des lois ? Pas question d'en choisir une qui soit plus spacieuse. Il faudra se serrer, ou renoncer à participer. Dommage que les cabines téléphoniques n'existent plus !

L'audition de Gérard Collomb, en ouverture, montre jusqu'à la caricature le fossé entre une opposition prête à en découdre et une majorité couchée. Naïma Moutchou, chargée d'organiser le travail du groupe LREM au sein de la commission des lois, se couvre de ridicule quand elle demande au ministre de l'Intérieur : « Était-ce un 1^{er} mai ordinaire ? ». Celui-ci a déjà insisté, dans son exposé liminaire, sur le caractère exceptionnellement violent de cette journée.

Il est vrai que personne n'aimerait être à sa place. Un peu plus tôt dans la matinée, Christophe Castaner, délégué général

de La République en marche et secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, a fait une sortie stupéfiante au micro de BFMTV : « Je ne suis pas l'employeur de cette personne », a-t-il déclaré à propos de Benalla. « J'ai entendu dire qu'il était en charge de la logistique et notamment des bagages. » Alexandre bagagiste ! Il fallait y penser. Mais il y a des gens qui osent tout. C'est sûrement l'inconscient de Christophe Castaner qui s'exprime à travers cette affirmation. Le futur ministre de l'Intérieur n'est certes pas l'employeur de Benalla, mais il est celui de sa compagne. Et cela, il ne peut l'ignorer.

La suite de sa prestation audiovisuelle relève de la bouillie mentale : « Ça peut faire rêver, on peut fantasmer tout cela... Mettons les choses à leur place, sur la réalité de leur place. Les questions de sécurité sont trop sérieuses. Moi aussi au quotidien je suis accompagné par des forces de sécurité qui sont armées et c'est pas facile à vivre. Et en même temps, j'ai une cheffe de cabinet qui s'occupe de la logistique. Ne mettons pas tout au même niveau. » On touche le fond ! Et ce n'est qu'un début.

Ah ! L'effet tunnel. C'est un phénomène complexe que le directeur de l'ordre public et de la circulation à la préfecture de police, Alain Gibelin, invoque pour expliquer sa mauvaise réponse à une question posée par Marine Le Pen lors de sa première audition, le lundi 24 mai au soir. Il a affirmé avoir vu Alexandre Benalla à des réunions pendant la période où celui-ci était mis à pied. Dans une lettre qu'il expédie dès le lendemain, il revient sur ses propos. Il a confondu les dates. C'est ce qu'il appelle l'« effet tunnel » lors de sa seconde audition : « À mon domicile, mon épouse, remarquant mon état de fatigue extrême – l'audition, avec son côté émotionnel et passionnel, avait été longue et tardive – m'a conseillé d'aller me coucher. Toujours sous le coup de l'émotion, j'ai décidé

d'aller voir sur Internet si l'on parlait de cette audition, et ce que l'on en disait. L'un des premiers titres que j'ai aperçus était : "Les déclarations du directeur Gibelin fragilisent la version de l'Élysée". Très étonné, je lis l'article, mais je ne vois toujours pas le problème. Il a fallu que je visionne la vidéo jointe à l'article, où Mme la députée Marine Le Pen me posait précisément la question, pour me rendre compte, entendant distinctement la date du 18 mai, de mon erreur. J'ai alors réalisé quelles pouvaient être les conséquences de ce témoignage. Encore une fois, mesdames et messieurs les députés, je vous demande de me croire : ce témoignage a été fait en toute sincérité, mais la pression a provoqué chez moi un effet tunnel. »

Pauvre Gibelin ! Il est aussi contredit par le général Bio-Farina quand il jure ne pas avoir invité Alexandre Benalla à assister en tant qu'observateur aux manifestations du 1^{er} mai. Comme le lui avait prédit Laurent Simonin, le commandant militaire du Palais affirme que, lors d'un déjeuner à trois, le directeur de la DOPC a bien évoqué avec le chargé de mission son invitation à la date convenue. Il sera la principale victime de l'« affaire Benalla », terrassé par un AVC début 2019.

Une « affaire d'été », peut-être, mais qui mobilise nombre de sommités. La garde des Sceaux Nicole Belloubet écrit beaucoup. Deux lettres en trois jours à la commission d'enquête de l'Assemblée nationale. La première, le vendredi où Alexandre Benalla et Vincent Crase sont placés en garde à vue, pour rappeler les principes élémentaires de la séparation des pouvoirs. C'est vrai que certains parlementaires sont de grands enfants mais tout de même ! Elle récidive le lundi 23 juillet, pour informer la commission que cinq personnes ont été mises en examen et rappeler que le secret de l'instruction est sacré. Traduction : pas question d'entendre

messieurs Benalla, Crase, Simonin, Creusat et Hunault, ce que la présidente de la commission n'a nullement l'intention de faire, d'ailleurs.

La séparation des pouvoirs devient le principe constitutionnel préféré de la Macronie. Nicole Belloubet en présente une interprétation très extensive à l'Assemblée nationale. François Bayrou, son prédécesseur à la Chancellerie, chante ses louanges au risque de tout mélanger : « Il y a dans certains esprits l'idée que c'est une bataille. Or, je ne conçois pas cela comme une bataille. Les trois responsables nommés par le Sénat, Alexis Kohler, Patrick Strzoda, le général Bio-Farina pour moi, ce sont de grands serviteurs de l'État. »

Le président du Modem ne fait que recracher les éléments de langage fabriqués à l'Élysée, et répétés par tous les collaborateurs du président devant la commission d'enquête du Sénat, beaucoup moins timorée que celle de l'Assemblée nationale : « Le président de la République a effectivement autorisé plusieurs collaborateurs à venir s'exprimer devant les commissions d'enquête parlementaires, afin d'établir la vérité, mais dans le strict respect de la séparation des pouvoirs, qui interdit que soient évoqués des faits sur lesquels des poursuites judiciaires sont en cours, ainsi que toute question relative à l'organisation interne de la présidence de la République », récite Alexis Kohler lors de son audition devant les sénateurs le jeudi 26 juillet. Jean-Pierre Sueur le rappelle à l'ordre : « Monsieur le secrétaire général, vous avez fait état de l'autorisation qui vous a été donnée par le président de la République de venir répondre à nos questions. Cette autorisation n'était pas nécessaire, elle n'était pas utile et elle n'a pas d'effet, pour la raison simple que nous considérons que tout citoyen doit, en vertu de la Constitution, venir répondre

aux questions d'une commission d'enquête parlementaire dès lors qu'il y est convié. » Comme Alexis Kohler, Patrick Strzoda et François-Xavier Lauch soulignent qu'ils ont reçu l'autorisation du chef de l'État. Mais cette astuce tombe à plat. Elle ne magnifie pas l'exécutif, elle dramatise au contraire ce qui devait à tout prix rester une « affaire d'été ».

Fin juillet 2018, Yaël Braun-Pivet doit prendre une décision difficile : clôturer sans gloire la commission d'enquête qu'elle a présidée et qui prend l'eau de toutes parts. Le député LR Guillaume Larrivé, co-rapporteur, a démissionné de ses fonctions pour protester contre le refus persistant d'entendre certains personnages-clés de cette affaire. Il n'y aura pas de rapport. C'est un naufrage.

« Vous me le crevez »

La vie de député macroniste n'est pas facile, en ce mois de juillet. Non seulement les oppositions ont paralysé le fonctionnement de l'Assemblée nationale, non seulement il a fallu défendre pendant plusieurs jours un président mutique, mais le pire reste à venir.

Le chef de l'État a prévu de longue date de retrouver les membres de son gouvernement et les parlementaires de sa majorité autour d'un verre à la Maison de l'Amérique latine pour fêter la fin de la session. Mais, ce mardi 24 juillet en fin de journée, il y a des absents. À l'Assemblée nationale, la commission d'enquête poursuit ses auditions à un rythme d'enfer. Pendant que le président parle, les députés entendent la directrice de l'IGPN, Marie-France Monéger-Guyomarc'h.

À l'Élysée, ces derniers jours, la machine à fabriquer des éléments de langage a fonctionné à plein régime pour préparer ce moment-clé. Le discours qu'Emmanuel Macron doit prononcer a été calibré, avec cette marge de liberté qu'il faut lui ménager, car le président n'est jamais meilleur que dans la spontanéité... sauf lorsqu'il va trop loin. Et là, entouré d'un auditoire qui lui est tout acquis, il dérape. La petite moquerie à l'égard de Christophe Castaner, passe encore : « Alexandre Benalla, bagagiste d'un jour, n'a jamais eu ces fonctions dans la durée ». La blague sur « Benalla n'est pas mon amant », à la

rigueur, après tout elle avait déjà fonctionné pendant la campagne... Mais faire applaudir Alexandre pour « son talent, son engagement », c'est peut-être un peu trop, non ? Et ce grand finale qui n'avait jamais été envisagé ? « S'ils cherchent un responsable, il est devant vous. Le seul responsable, c'est moi et moi seul. Qu'ils viennent me chercher ! »

Venir chercher le président ? Mais c'est impossible, et Emmanuel Macron le sait bien ! Il est la seule personnalité de l'État, le seul citoyen de France qu'on ne peut pas venir chercher. Les commissions d'enquête parlementaires n'ont pas le droit de le convoquer, et il est irresponsable devant la justice de tous les actes commis dans l'exercice de ses fonctions.

Derrière cette provocation d'une absolue mauvaise foi, le chef de l'État fait passer un message subliminal. Un message qui vise les sénateurs exaltés par cette commission d'enquête parlementaire. Ils n'ont pas les pudeurs de gazelle de madame Braun-Pivet. Ils ont entendu, ce mardi 24 juillet, Gérard Collomb mais surtout les syndicats de policiers, dont certains représentants ont dénoncé les excès de pouvoir du protégé de Macron et la cohorte de « barbouzes » qui l'entourait à l'Élysée. L'un de ces syndicalistes auditionnés trouvera peu de temps après un message aussi sibyllin qu'explicite sur son téléphone : « Tu vas la fermer ! ». Enquête faite, ce SMS provient d'un appareil mobile qui n'a été utilisé que pour cette occasion, comme ceux qu'emploient les terroristes ou les mafieux.

Cette débauche d'auditions prévue par les sénateurs exaspère à l'Élysée. Ont déjà été convoqués Jean-Marie Girier, chef de cabinet de Gérard Collomb qui fut son directeur de campagne pour la présidentielle, Christophe Castaner et surtout le secrétaire général de la présidence, Alexis Kohler. Après les vacances devraient suivre François-Xavier Lauch, le

chef de cabinet de l'Élysée et supérieur hiérarchique direct d'Alexandre Benalla, et Yann Drouet, qui travaillait auprès du préfet Delpuech, avant de rejoindre l'Élysée début mai. Mais tout cela n'est rien comparé à leur volonté d'auditionner Alexandre Benalla en personne ! Emmanuel Macron veut leur signifier qu'il est vain de soumettre à la question ces personnes, puisque tout procède de lui. Une tentative d'intimidation institutionnelle, en quelque sorte.

Le chef de l'État laisse aussi son inconscient déborder. Ce qu'il veut dire par là, c'est que lui va aller chercher le ou les traîtres. Il a donné des directives dans ce sens dès que l'histoire de la Contrescarpe s'est retrouvée dans *Le Monde*. Il veut savoir qui a balancé. Il est prêt à mettre ses services de renseignement sur le dossier, si nécessaire. Il n'a jamais eu confiance dans la haute hiérarchie policière. Cette affaire qui est en passe de ruiner son quinquennat lui confirme qu'il avait raison. À quelques proches, il a confié une feuille de route, simple : « Vous me le crevez ». On n'est pas loin du « croc de boucher » auquel Nicolas Sarkozy voulait pendre Dominique de Villepin au moment de l'« affaire Clearstream 2 » !

Il faut être naïf pour croire que le « nouveau monde » est celui des Bisounours. Bien au contraire, le chef de l'État comme son entourage proche s'en tiennent à un raisonnement binaire, dans lequel tous ceux qui ne sont pas avec eux sont contre eux. Ainsi que l'a laissé un jour échapper Brigitte Macron à propos de ceux qui ont fait circuler les rumeurs sur l'homosexualité de son mari : « Ça se mange froid¹. » Rien n'est oublié, rien n'est pardonné.

L'Élysée a échafaudé une théorie qui n'est pas exempte de paranoïa. Des hauts gradés de la police, excédés par l'arrogance d'Alexandre Benalla, effrayés par le projet de

réforme de la sécurité du président qu'il était en passe d'achever, ont attendu leur heure.

Toujours selon ce raisonnement, certains responsables de l'IGPN sont informés par la préfecture de police de l'identité de l'auteur des exactions commises place de la Contrescarpe après avoir reçu la vidéo sur la plate-forme de signalement, et avoir demandé des comptes à la DOPC.

Aux yeux de l'Élysée, Michel Delpuech n'a pas tenu son engagement, puisqu'il n'a rien arrangé du tout, il n'a fait au contraire qu'aggraver les choses. L'« affaire Benalla » aurait explosé au lendemain du 1^{er} mai qu'elle eût été moins difficile à gérer. Personne au palais ne semble réaliser qu'il suffisait de licencier Alexandre Benalla et de saisir la justice au titre de l'article 40 pour que l'histoire du conseiller-garde du corps qui a pété les plombs en dehors de ses heures de service fasse bailler d'ennui la France entière.

Michel Delpuech assure lors de ses différentes auditions qu'il a appris l'existence d'une « affaire Benalla » de la bouche d'un conseiller du président, Laurent Hottiaux. Au Château, on croit dur comme fer à une autre vérité. Des opérateurs de la cellule Synapse repèrent Alexandre Benalla sur la vidéo compromettante diffusée sur les réseaux sociaux dès le soir du 1^{er} mai. Même s'il ne s'agit pas d'une rock star, l'information se répand vite, et une bonne âme l'aurait fait remonter jusqu'au préfet. Lequel aurait feint ensuite la surprise. Et rassuré son camarade de la préfectorale Patrick Strzoda².

L'entourage d'Emmanuel Macron commence par soupçonner un gradé de la DOPC, présent dans la salle de commandement le 1^{er} mai, au motif qu'il est marié avec Sophie Hatt, patronne du GSPR lors du quinquennat

précédent. Les réseaux de François Hollande ne veulent aucun bien à Emmanuel Macron. Comme tous les flics, elle est opposée au projet de « Secret Service » concocté par Alexandre Benalla. Une piste bientôt abandonnée par le Château. Au terme d'une enquête secrète, l'Élysée croit tenir une nouvelle piste : un pont de l'IGPN n'aurait pas supporté l'ordre de couvrir une bavure au parfum d'affaire d'État. Le Château a fini par se persuader qu'il a été victime d'une opération de déstabilisation menée de main de maître. La bombe médiatique a éclaté au meilleur moment. L'artificier est intouchable, vu que la police des polices dirige l'enquête sur l'« affaire Benalla ». Compliqué pour l'Élysée, dans ces conditions, de tuer brutalement sa carrière sans être accusé de vouloir étouffer l'enquête.

Et puis, qui sait, dans quelques semaines, quelques mois, peut-être les limiers du Château auront-ils « démasqué » un troisième suspect, pour fournir à tout prix, même sans preuves, un coupable idéal à celui qui rêve de vengeance.

-
1. Cette anecdote est rapportée par Jean-Michel Decugis, Pauline Guéna et Marc Leplongeon dans *Mimi*, Éditions Grasset, 2018.
 2. Quand on lui fait part de ce scénario, Michel Delpuech s'indigne contre ce qu'il qualifie de « mensonge éhonté ». Il assure n'avoir jamais évoqué une quelconque intervention auprès de l'IGNP avec ses contacts à l'Élysée.

L'homme qui aimait trop les armes

« Je suis titulaire d'une autorisation de port d'armes, cela concerne un Glock 43 au titre de mes fonctions et dans l'exercice de mes missions au palais de l'Élysée. Cette autorisation m'a été délivrée vers septembre-octobre 2017 par le préfet de police, après avis de la Direction de la police générale considérant mes missions de coordination des services de sécurité et considérant ma mission comme étant une "mission de police", tel qu'écrit dans l'autorisation. Il est évoqué également dans ce document la "menace terroriste". » Alexandre Benalla n'est pas peu fier quand il fait cette déclaration, au tout début de sa garde à vue, le vendredi 20 juillet 2018. Car ce permis, quelle énergie il a fallu déployer pour l'obtenir ! Plus de cinq années de tentatives infructueuses pour avoir l'air d'un vrai cow-boy. Pour jouer au garde du corps comme dans ses films préférés.

Le jeune Normand apprend à manier des armes pendant son premier stage de gendarme réserviste, en 2009. Il en rêve depuis longtemps. À partir de ce moment fondateur, il se rend au stand de tir aussi souvent que possible. Cette passion se ravive lorsqu'il entre au service de sécurité du Parti socialiste. Difficile de protéger des personnalités sans un bon Glock, son arme favorite.

Il désire ardemment ajouter cet accessoire indispensable à la panoplie de ses rêves. En 2012, il croit que la chance lui sourit. Il conduit la voiture d'Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, une semaine sur deux. Chauffeur, ce n'est pas terrible, mais la voiture est équipée de tous les signes distinctifs du pouvoir : gyrophare, sirène deux tons, vitres teintées... Il ne manque plus que le pistolet ! Il ne reste pas longtemps dans cette fonction mais a le temps de faire une demande auprès de la place Beauvau, demande pour laquelle il se prévaut du soutien de son ministre. Refusé ! Curieusement, lors des recherches effectuées dans le cadre de l'information judiciaire le concernant, les enquêteurs n'ont retrouvé aucun document lié à cette requête.

Les archives du ministère de l'Intérieur conservent en revanche la trace d'une démarche datant de novembre 2013. Alexandre Benalla sollicite un port d'armes en qualité d'accompagnateur de Karim Achoui, président de la Ligue de défense judiciaire des musulmans. Encore refusé, « compte tenu du passé judiciaire de la personnalité ». Karim Achoui, défenseur de plusieurs figures du grand banditisme surnommé « l'avocat des voyous », a été radié du barreau de Paris pour manquements déontologiques.

Puis il tente de nouveau sa chance à deux reprises en 2017. En janvier, alors qu'il dirige la sécurité de la campagne d'Emmanuel Macron, il se fait éconduire à nouveau. Il a invoqué des menaces à son encontre mais se montre incapable d'en apporter la preuve : il n'a déposé aucune plainte. Surtout, Emmanuel Macron bénéficie enfin d'une équipe mise à sa disposition par le Service de la protection (SDLP) ¹.

Pas découragé, il récidive en juin, alors qu'il vient d'arriver à l'Élysée. Cette fois, le ministère ne prend même pas la peine de répondre à son courriel. Sa demande n'est pas conforme : il

n'est pas « une personne exposée à des risques exceptionnels d'atteinte à sa vie », condition indispensable pour voir sa demande aboutir.

L'ancien étudiant en droit épiluche alors la législation sur les armes, et tente une nouvelle demande, auprès de la préfecture de police de Paris cette fois, au titre des fonctions qu'il exerce à l'Élysée. Bingo ! La procédure est traitée dans un délai record. Les services de la préfecture reçoivent son dossier le 5 octobre 2017. Il contient notamment une attestation de formation au tir délivrée par un major de police du GSPR. Mais cela ne suffit pas. Le service instructeur revient vers lui le 10 octobre, pour mieux comprendre les raisons de sa démarche. C'est alors qu'Alexandre Benalla demande de l'aide au directeur de cabinet, Patrick Strzoda. Il va même jusqu'à lui transmettre une note rédigée par ses soins, dans laquelle il énumère les différents fondements juridiques qui peuvent justifier sa demande. Au cas où elle lui serait une fois encore refusée, il a imaginé un recours original : un arrêté du président de la République. « Cet arrêté, acte administrativement unilatéral, créateur de droit, pourrait être pris par le PR et constituerait une autorisation de port d'armes à titre exceptionnel. La confidentialité de l'acte est garantie par la non-publication au Journal officiel. » Un petit arrêté en douce, signé par le chef de l'État, et le tour est joué. L'indispensable Alexandre ne doute de rien. Il a raison.

Le haut fonctionnaire Strzoda, qui a occupé des postes éminents et pourrait se formaliser, ne renâcle pas. Au contraire, il s'exécute bien volontiers. Il préfère sûrement que la situation soit gentiment régularisée par la préfecture de police plutôt que de devoir dissuader le remuant chargé de mission de demander à Emmanuel Macron de signer un arrêté secret. En plus, le chef de l'État serait capable d'accepter, pour

faire plaisir à Alexandre. Pensant sans doute qu'il ne faut pas traîner, et qu'il vaut mieux s'adresser au bon dieu qu'à ses saints, Patrick Strzoda rédige un courriel à l'attention du préfet de police en personne : il est favorable à cette autorisation de port d'armes, si elle peut-être accordée « dans le strict respect des textes », souligne-t-il. Le 13 octobre 2017, Yann Drouet, le chef de cabinet du préfet, signe l'arrêté d'autorisation.

Quelle victoire ! L'homme du président peut enfin se pavaner avec une arme, comme tous les membres du GSPR. Avant, il devait se contenter d'aller s'entraîner au tir avec eux. Comme un enfant qui a reçu un beau déguisement de policier à Noël, il en fait un peu trop. À L'Orriu, un bar corse situé à côté de la place Beauvau qui est le rendez-vous des flics, Yves Lefebvre prend un café, un matin, avec des collègues du ministère. Au comptoir, il reconnaît quelques membres du GSPR, bientôt rejoints par un nouvel arrivant, qui exhibe avec fierté le nouvel étui de son arme, un holster dernier cri... Le syndicaliste est convaincu qu'il s'agit d'un « bleu » du GSPR qui se calmera quand il aura acquis un peu de maturité.

Erreur ! Rien ne peut modérer l'amour des armes que nourrit Alexandre Benalla. Il a déjà déclaré en mars 2016 une carabine Remington de calibre 12. Il possède aussi deux pistolets Glock, pour lesquels il est titulaire depuis novembre 2016 d'une autorisation de détention en tant que tireur sportif. Comme patron de la sécurité d'En marche, il a obtenu de la préfecture de police de Paris, en avril 2017, la permission pour sept personnes de porter des armes à l'intérieur des locaux du mouvement. Puis, le 21 avril, il est allé faire ses emplettes à l'Armurerie de la Bourse. Il en est ressorti avec trois Glock flambant neufs.

Ces armes vont causer bien du tracas à Christophe Castaner, pendant son court passage à la tête de La République

en marche. À l'été 2018, Tracfin recense des mouvements suspects sur le compte de Vincent Crase, salarié de LREM en tant que numéro deux du service de sécurité jusqu'en juillet 2018. Mars, la société qu'il a créée au second semestre 2017, a reçu un virement de 294 000 euros en provenance d'un compte monégasque dont l'ayant-droit est un oligarque russe, Iskander Makhmudov. Jusqu'alors, le service anti-blanchiment de Bercy est modérément excité par le dossier. Mais il se trouve que Vincent Crase a émis plusieurs virements à destination d'Alexandre Benalla. En épluchant les comptes bancaires de l'ancien chargé de mission à la demande de la justice, en décembre 2018, Tracfin découvre cinq achats par carte bancaire réalisés dans des armureries parisiennes pour près de 3 000 euros. Parmi eux, les pistolets achetés pour le siège d'En marche fin avril 2017, qu'Alexandre Benalla s'est fait rembourser une fois arrivé à l'Élysée. Pour ne rien arranger, la comptabilité du parti présidentiel a enregistré deux fois la même facture. Il n'en faut pas plus pour que Benalla soit soupçonné d'escroquerie à la petite semaine.

Prompt à ouvrir le parapluie, Christophe Castaner, délégué général de La République en marche, écrit un courrier à l'ancien chargé de mission en août 2018. Puis le parti du président dépose début 2019 une plainte contre X à propos des armes qui ont été achetées pour En marche. Une enquête préliminaire est ouverte. Le policier qui entend l'ancien chargé de mission à ce propos, le 11 avril, est embarrassé : en fait, il semble qu'à la suite d'une erreur de calcul, ce soit le parti qui doive de l'argent à Alexandre Benalla et non l'inverse. C'est une histoire sans intérêt, un dossier mort-né.

Mais elle est prise très au sérieux en haut lieu. Didier Lallement, le préfet de police de Paris qui a succédé à Michel Delpuech en mars 2019, surveille personnellement

l'avancement de l'enquête. Le vendredi 5 avril 2019, il envoie un courriel à Stéphane Bouillon, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, pour lui rendre compte de la restitution des armes détenues par LREM. Une opération d'une grande banalité. Mais le zélé préfet de police tient à tenir le ministre informé en temps réel des derniers développements des investigations. Un ministre qui n'est autre que l'ancien délégué général de la La République en marche, Christophe Castaner.

On ne prête qu'aux riches, et Alexandre Benalla est devenu du point de vue judiciaire un vrai nanti, avec ses multiples mises en examen et toutes les enquêtes en cours le concernant. Sa soudaine célébrité fait remonter à la surface un épisode oublié. Entre les deux tours de la présidentielle, alors que l'Élysée semble à portée de main, Emmanuel Macron jette ses dernières forces dans la bataille. Le 28 avril, il est en meeting à Châtellerauld avant de rejoindre Poitiers pour passer la nuit à l'hôtel Mercure. Un peu après 23 heures, toute l'équipe de campagne débarque dans le restaurant attenant, Les Archives, installé dans une ancienne chapelle où deux espaces ont été privatisés. Un pour le candidat et son entourage, l'autre pour les gardes du corps. Le dîner est rapidement expédié. En fin de service, Laura, une jeune serveuse, demande à Alexandre Benalla et à deux de ses collègues s'ils veulent bien poser avec elle pour un selfie. Quand elle le montre, quelques minutes plus tard, à ses collègues, l'un d'entre eux est sidéré. Un des personnages, sur la photo, tient un pistolet. Le selfie atterrit sur le portable du directeur de l'établissement, qui oublie son existence.

En juillet 2018, le visage d'Alexandre Benalla est sur tous les écrans de télévision. Adrien Moreira était maître d'hôtel au restaurant Les Archives le soir de la venue d'Emmanuel

Macron. C'est même lui qui était chargé de servir le candidat et ses proches. Il suit avec passion l'affaire qui vient d'éclater. Le selfie lui revient en mémoire. Il demande à son directeur s'il a toujours la photo dans son téléphone, et s'il peut lui transférer. L'été passe. En septembre, Adrien Moreira apprend que *Mediapart* vient fêter ses dix ans à Poitiers. Il contacte un des journalistes présents, lui raconte l'histoire et lui confie le cliché. L'article est publié deux jours plus tard sur le site : « En pleine présidentielle, Benalla dégage son arme pour un selfie ». C'est embêtant, car le responsable de la sécurité du candidat ne disposait d'aucun permis de port d'armes à cette époque. C'est même inquiétant, parce qu'il a déclaré partout, notamment dans un entretien au *Monde*², qu'il n'avait jamais enfreint la législation sur les armes durant la campagne présidentielle.

Alors, il trouve une explication formidable, presque enfantine. C'était... un pistolet à eau. Il défend *mordicus* cette version fantaisiste auprès de tous ses interlocuteurs. Le 29 novembre 2018, il est convoqué au tribunal en vue de plusieurs nouvelles mises en examen.

Ce selfie ? C'est tout à la fois « simple et ridicule », expose-t-il à la juge. Il évoque une ambiance festive d'après-meeting. Un des gardes du corps s'amusait avec un pistolet à eau. Il y avait des paillettes, des cotillons... Ce « jouet » ressemble à un Glock, sa marque favorite ? Et alors ? Il invente pour l'occasion le concept d'« instruction paëlla », où tout est mélangé pour lui faire du tort : « ça vise à me discréditer, le fait de publier ce genre de photos. À chaque fois que j'ai porté une arme, c'était dans le cadre des autorisations légales. Je ne me suis jamais amusé avec une arme réelle. C'est un instrument qui peut donner la mort, c'est dangereux. Je suis quelqu'un de responsable. Je sais ce qu'on peut faire et

pas faire avec une arme. Je n'ai jamais pointé une vraie arme sur qui que ce soit. Les policiers avec qui j'ai travaillé pourront vous le dire. Je n'ai jamais porté une arme de catégorie B en dehors du cadre légal », s'indigne-t-il.

Me Jacqueline Laffont, son avocate, est vraiment très forte. À l'issue de son interrogatoire, il n'est pas mis en examen pour cet épisode³. Pourtant ses anciens collègues présents sur le cliché, Kamel et Mohamed, contredisent de bout en bout son explication « simple et ridicule ».

Interrogé comme témoin à deux reprises, en novembre 2018 et en janvier 2019, Kamel B. est sûr de son fait : « Il n'y avait pas de nez de clown, de paillettes et de cotillons, ce soir-là. Et encore moins de pistolet à eau. Ce n'est pas du tout l'ambiance. Elle est détendue mais en aucun cas festive. » Il en profite au passage pour se moquer gentiment d'Alexandre Benalla et de Vincent Crase : ils « avaient une autorisation de port d'armes au siège à Paris. Ce qui nous faisait rigoler puisque cela ne servait à rien sachant qu'il y avait la police à plein temps ». Kamel B. assure qu'il n'était jamais armé, pas plus que ses collègues, et qu'il ignorait qu'Alexandre Benalla le fût en dehors du QG de campagne.

L'autre garde du corps présent sur le selfie est encore plus véhément. Interrogé sur la présence, à un moment ou un autre de la campagne, d'un pistolet à eau, Mohamed A. s'indigne : « Pendant une campagne présidentielle, non, évidemment que non ! Nous étions pros ! J'ai 43 ans, ça fait vingt ans que je suis dans la sécurité, ça me paraît complètement absurde. En plus, pendant la campagne présidentielle, nous avons pris conscience du poids des médias, les moindres faits et gestes sont étudiés, donc nous sommes vigilants sur tout. »

Vigilant sur tout, on ne l'est jamais assez.

-
1. « La Direction générale de la police nationale émet systématiquement des avis défavorables à l'obtention d'autorisation de port d'armes pour des agents de sécurité auprès d'une personnalité bénéficiant d'une protection du SDLP », explique le service instructeur.
 2. « On n'est pas mabouls, il y a un risque pour la réputation du candidat », « Entretien exclusif : Alexandre Benalla livre ses vérités », Gérard Davet, Fabrice Lhomme, François Krug, 26 juillet 2018.
 3. Il le sera finalement en raison d'« éléments nouveaux » en février 2019.

La boîte à fantômes

« Bonjour Madame, pour votre parfaite information, j'ai remis ce matin mes armes au TGI : deux Glock (un 17 et un 43) ainsi qu'un fusil Remington », indique courtoisement Alexandre Benalla à la juge d'instruction, le lundi 30 juillet 2018. S'il a déposé ses armes, c'est donc qu'il les a retrouvées. Et s'il les a retrouvées, il sait où se trouve ce coffre que tout le monde cherche. Tout le monde, sauf la justice ! Les magistrats chargés de ce dossier ultra-sensible ne semblent faire aucun cas de cette information capitale. Pas une investigation, pas une question pendant des mois. Les enquêteurs sont-ils saisis par ce qu'un des experts du dossier appelle « la peur de trouver » ? Peur de découvrir, dans ce qui est devenu une sorte de boîte à fantômes, des secrets qui dépassent la seule personne de l'ancien chargé de mission à l'Élysée ?

Ce coffre, c'est Alexandre Benalla qui l'évoque spontanément dans les premières minutes de sa garde à vue, le vendredi 20 juillet, alors qu'il est interrogé sur les armes soumises à autorisation qu'il possède, il énumère : « J'ai le Glock 43 que je suis autorisé à porter [...] J'ai en outre deux autres Glock, un modèle 17 et un 26 pour lesquels j'ai des autorisations dans le cadre de ma licence de tir. Enfin, j'ai un Remington soumis à déclaration et déclaré en tant que tel. Concernant ces armes, elles sont stockées dans un coffre à mon domicile, y compris le Glock 43. »

Seulement, ce coffre, les enquêteurs ne le verront jamais, à cause de leur impuissance à perquisitionner le domicile d'Alexandre Benalla, le vendredi 20 juillet au soir. Quand, le lendemain, ils parviennent enfin à entrer dans l'appartement, dans lequel ils ne trouvent pas d'armoire forte, ils demandent quelques explications. Où est-elle passée ? « Aucune idée, elle a dû être emmenée dans un lieu sûr par une personne, mais ce n'est pas moi qui me suis occupé de cela, répond, impérial, le gardé à vue. [...] Mes armes sont déclarées, je n'ai rien à cacher, mais c'était simplement par mesure de sécurité. Du fait que l'appartement est inoccupé depuis que les journalistes y font le siège, j'avais peur de me faire dérober mes armes. » Ces propos sont insensés. Les policiers ne sont pas parvenus à entrer dans les lieux, après avoir rameuté un serrurier, mais les journalistes auraient pu dérober pistolets et fusil, prétendument contenus dans un coffre ? Pourtant, les enquêteurs ne soulèvent aucune objection.

Même apathie, le 22 juillet au soir, lorsque Alexandre Benalla est présenté à la juge d'instruction Carine Rosso. Il décide de faire une déclaration spontanée : « Lors de la perquisition, j'ai senti un malaise avec les enquêteurs de la BRDP. En effet, ils n'ont pas trouvé le coffre dans lequel je conserve mes armes personnelles que je détiens de manière légale. En fait, le 19 juillet, ma femme m'a appelé pour me dire qu'il y avait plein de journalistes devant la maison et dans le couloir qui mène à mon domicile. J'ai demandé à un ami d'aller chercher ma femme et de récupérer tout ce qui pouvait être volé, des objets de valeur et notamment les armes. Dès que je vais sortir, je vais m'assurer de là où elles sont et faire en sorte qu'elles soient remises aux policiers ou à la justice. »

Alexandre Benalla est remis en liberté et la farce continue. Il rend bien ses armes le 30 juillet, donc, mais il n'est plus

question de leur contenant. Toutefois, ce même jour, un avocat écrit à la juge. Me Yassine Bouzrou défend les intérêts du syndicat de police Vigi, qui s'est porté partie civile dans le dossier pour que les lampistes ne paient pas à la place des « responsables hiérarchiques au plus haut niveau de l'État ». L'image des policiers a été selon lui ternie par les erreurs de procédure, notamment la perquisition ratée du vendredi 20 juillet.

Me Bouzrou sollicite un réquisitoire supplétif, afin que les juges puissent instruire sur la « dissimulation de preuves ». Celui-ci est refusé par le parquet de Paris trois jours plus tard. Le raisonnement suivi par le procureur de la République ne manque pas de sel : le coffre a été déplacé parce qu'il contenait des armes ; aucune infraction à la législation sur les armes n'est reprochée à Alexandre Benalla ; celui-ci les a remises au greffe du tribunal conformément à ses obligations. Donc il n'y a rien à chercher et rien à trouver.

Yassine Bouzrou s'obstine. Le 18 septembre, il réitère sa demande. « S'agissant du contenu du coffre, le procureur de la République se borne à utiliser les déclarations officielles du mis en examen pour affirmer que seules des armes étaient présentes dans ce coffre, écrit-il. Monsieur Benalla n'a pourtant jamais affirmé que le coffre-fort ne contenait que des armes. »

Quelques jours après son nouveau courrier à la juge Rosso, le 28 septembre, les enquêteurs se rendent dans l'Eure, à Rugles, chez la mère d'Alexandre, pour entendre sa belle-fille, Myriam Bouradi. Après tout ce temps, ils l'ont finalement retrouvée !

Pour répondre à une question sur l'arsenal détenu par son compagnon, elle évoque non pas un mais deux coffres :

« Nous avons une armoire sécurisée dans laquelle il y avait l'arme longue et un coffre fort classique dans laquelle il mettait ses armes de poing et nos papiers d'identité ou diplômes, le genre de documents auxquels on tient. Je n'aime pas les armes et donc je n'allais pas voir ce qu'il y avait dans ce coffre rien que du fait qu'il y avait ces armes. » Que sait-elle des circonstances de leur disparition ? « En fait, ce que je peux dire, c'est que l'ami qui est venu nous chercher avait les clés pour pénétrer dans l'immeuble, je pense les clés d'Alexandre. Ce dont je suis certaine, c'est que, lorsque j'ai quitté l'appartement, le coffre et l'armoire y étaient toujours. J'ignore ce qui s'est passé ensuite. »

Me Bouzrou finira par obtenir gain de cause très tardivement, en février 2019. Curieusement, au même moment, l'avocat a vu ressurgir de nulle part un vieux conflit avec un ancien client mécontent. Une plainte qu'il croyait classée depuis longtemps a été réveillée. Un juge d'instruction a été nommé tambour battant. Une perquisition, plus efficace que celle effectuée au domicile d'Alexandre Benalla, a été réalisée à son cabinet. Un peu plus et les enquêteurs saisissaient tous ses ordinateurs.

À la fin de l'été, Philippe Bas, le président de la commission des lois du Sénat, a un accent de regret, et un peu d'impatience, quand il s'ouvre à certains de ses collègues. Il a croisé, dans des circonstances privées, François Molins, le procureur de la République de Paris. Et il lui a posé une question qui taraude tous ceux qui connaissent bien le dossier et l'examinent avec objectivité : pourquoi le parquet qu'il dirige n'a-t-il pas creusé cette histoire de coffre ? Il n'y a pas d'éléments suffisants, s'est justifié le magistrat. Et pour cause ! Jamais les enquêteurs ne les ont cherchés. Étaient-ils

paralysés par la peur de trouver un élément si embarrassant pour l'Élysée qu'ils n'auraient pas su qu'en faire ?

Certains policiers, certains magistrats se sont donné un mal fou pour surtout ne pas retrouver ce coffre. Aucun d'entre eux ne semble avoir envisagé une autre hypothèse : le coffre n'a jamais existé. Quand il rentre chez lui chaque soir, Alexandre Benalla n'enferme pas son arme dans une armoire forte. Il n'a aucune envie que son Glock chéri disparaisse de sa vue. Il a dépensé tellement d'énergie pour obtenir ce port d'armes qu'il ne veut surtout pas être pris en défaut sur la sécurité. Quand il est placé en garde à vue, il évoque spontanément ce coffre, qu'il existe ou non. Dans la nuit qui suit, ce sont les armes qui sont emportées. Il s'enferme ensuite. Lorsque sa compagne est interrogée, elle a été briefée mais s'embrouille un peu : selon elle, il n'y a pas un mais deux meubles de rangement.

Le seul coffre dont on est sûr qu'il existe, c'est celui que l'homme du président a loué entre décembre 2015 et novembre 2018 à la BRED-Banque populaire d'Évreux. Il n'y est venu que cinq fois en tout et pour tout, dont deux pendant qu'il était à l'Élysée : le 22 août et le 10 novembre 2018. Il était sûrement le plus jeune client de l'établissement pour ce genre de prestation.

L'amie Mimi

Elle sait qu'elle doit rester dans l'ombre. Mais c'est plus fort qu'elle, elle a tellement envie de capter la lumière ! Alors, ce mercredi après-midi où un photographe se rend dans l'appartement de Marc Francelet pour illustrer l'interview d'Alexandre Benalla à paraître dans *Le Monde* le lendemain, Michèle Marchand, dite « Mimi », ne peut pas s'empêcher de passer une tête. C'est nul, elle le sait, mais c'est insupportable d'imaginer ce vantard de Francelet en train de raconter à qui veut l'entendre que c'est lui qui a tout organisé. En plus, c'est faux. C'est une idée de Vincent Miclet, homme d'affaires lié à la Françafrique, ami et voisin du dessus de Francelet, qu'Alexandre Benalla fréquentait déjà du temps de l'Élysée. En se manifestant dans le paysage, elle prend le risque d'apparaître au grand jour mais elle impose une image subliminale, celle de sa toute-puissance.

Il sera toujours temps de redevenir la femme invisible plus tard, quand elle aura imprimé sa marque. Ce mercredi 27 février 2019, par exemple. Cinq mois après l'interview au *Monde*, son jeune protégé est sorti la veille de la prison de la Santé, où il a passé une semaine pour avoir violé son contrôle judiciaire. Tout content de sa liberté retrouvée, Alexandre Benalla, vêtu d'un élégant blazer bleu, se promène au jardin des Tuileries avant de rejoindre l'un de ses repaires favoris, La Réserve, un cinq étoiles situé tout près de l'Élysée où il a ses

habitudes. Ce qu'il ne sait pas, c'est qu'il a été photographié durant sa balade nez au vent. Et hop ! Mimi lui envoie un des clichés. Puis elle le rassure : elle a réussi à l'intercepter ; il ne paraîtra nulle part. Mimi est là pour ça aussi. Tant pis pour ce pauvre paparazzi ! Mais qui sait, c'est peut-être elle qui l'a téléguidé, pour montrer à l'ancien garde du corps qu'elle peut tout ? Une séance de « vrai-faux paparazzi », c'est un grand classique maison¹.

Dans la guerre des images, Alexandre le jeune père attendri doit supplanter Benalla le taulard. Ce jeudi 28 février, il promène une poussette entre les massifs. Il a troqué son blazer contre un sweat-shirt à capuche, porte une casquette et des lunettes de soleil malgré la grisaille. Il s'assied sur une des chaises métalliques, sort le bébé de la poussette, le prend dans ses bras et joue avec lui. Quoi de plus touchant qu'un papapoule ? Les clichés font une double page dans *Closer*. « En mode "baby guard", Alexandre Benalla : un père pas sorti d'affaire », c'est le titre. Pour faire vraiment pleurer dans les chaumières, une phrase ressort en caractères gras, bien visible au milieu du texte : « Lui qui n'a pas connu son père n'a pas été aussi présent qu'il l'aurait souhaité pour son fils ». Lino est né en juin, peu de temps après la « baston party » de la Contrescarpe. Mais des violences auxquelles s'est livré le jeune papa, il n'est fait aucune mention dans l'article. On est pro ou on ne l'est pas !

Michèle Marchand a exercé toutes sortes d'activités, mais toujours avec le souci du travail bien fait. Tour à tour garagiste, tenancière de boîte de nuit, femme de voyou, elle a fait les grandes heures de *Voici*, à l'époque où le magazine vendait près d'un million d'exemplaires par semaine en révélant les secrets *trash* des célébrités. Un rédacteur en chef de *Télé 7 jours*, auquel elle venait vendre des clichés

crapoteux d'un animateur victime d'un accident de moto qui avaient été pris à son insu par sa compagne, l'a sortie de son bureau en lui lançant cette phrase : « Vous êtes au journalisme ce que le proxénétisme est à l'amour ». Mimi n'en a cure. Elle connaît tout le monde, et tout le monde à Paris la connaît. Après une vie passée à tout perdre et tout reconstruire, après plusieurs séjours en prison, elle s'est embourgeoisée sur le tard.

Aujourd'hui septuagénaire, cette blonde à l'allure décidée, voire farouche, est redoutée parce qu'elle règne sur une armée de paparazzis, et qu'à force de ruses, de cajoleries, de sales coups et de grands services, elle a le pouvoir de bloquer des clichés compromettants ou au contraire de les faire apparaître en grand format au dos des kiosques. Même si elle le dément avec véhémence, François Hollande est convaincu qu'elle a manigancé la révélation de sa liaison avec Julie Gayet, au début de l'an 2 de son quinquennat². Mimi hausse les épaules. Elle n'a pas de temps à perdre. Elle préfère guider les stars du cinéma et de la politique dans le labyrinthe des médias, et venir les sauver s'ils se perdent. Parmi ses protégés, Alexandre Benalla. Ce gamin lui plaît bien, parce qu'il lui rappelle ses jeunes années : précoce, culotté, menteur quand il le faut, séducteur en cas de besoin, et prêt à prendre tous les risques, à renverser la table, à tester les limites du système, à transgresser avec le sourire.

Elle a ses entrées partout, même au *Monde*. Elle connaît bien le copropriétaire du journal, Xavier Niel. Ils se sont rencontrés, il y a longtemps, dans des circonstances qui forgent les amitiés les plus solides. Ils étaient tous les deux dans l'adversité, sous la menace d'une peine de prison, et ont fait connaissance grâce à leur avocate commune, Me Caroline Toby. Depuis, ils ne se sont jamais perdus de vue. Aussi,

quand les Macron s'ouvrent à lui de leurs difficultés à gérer les paparazzis et à faire taire les rumeurs malveillantes, leur ami milliardaire n'a qu'une réponse : Mimi !

Mais au fait, comment lui, Xavier Niel, a-t-il connu les Macron ? De manière très ironique, c'est *Le Monde* qui les a réunis, et d'une bien étrange manière. En 2010, Xavier Niel n'est plus le petit boutiquier du Minitel rose inquiété par la justice qu'il était. Il est devenu le grand milliardaire de la téléphonie mobile et veut racheter le quotidien du soir, au bord de la faillite. Il dépose donc une offre avec deux associés, l'ancien patron d'Yves-Saint-Laurent Pierre Bergé et le directeur de la banque Lazard Matthieu Pigasse. La proposition concurrente la plus sérieuse émane de l'espagnol Prisa, éditeur d'*El Pais*, allié à Orange et au fondateur de *L'Obs* Claude Perdriel, et soutenu par Alain Minc. Les journalistes, qui ont leur mot à dire, sont conseillés bénévolement par un jeune banquier de chez Rothschild, Emmanuel Macron. Une visite du futur président dans les bureaux d'Alain Minc, surprise par un représentant de la société des journalistes, laisse penser que son « bénévolat » n'était pas aussi désintéressé qu'il en avait l'air... En tout cas, Xavier Niel, qui remporte la compétition, est impressionné par Macron. Ils ne se quitteront plus...

Mimi Marchand, devenue la conseillère *people* de Brigitte et Emmanuel, a pu voir Benalla à l'œuvre dans les déplacements du candidat puis du président. Et ce qu'elle a vu lui a plu. L'habileté d'Alexandre à gérer les photographes qu'elle envoyait et surtout ceux qu'elle voulait écarter, son talent à créer des « bulles » autour du couple Macron afin qu'ils ne soient pas importunés. Mimi a d'autant plus apprécié ces qualités qu'elle les possède aussi. C'est pour cela que les Macron l'ont adoptée. Pour faire taire les rumeurs sur

l'homosexualité supposée de l'ancien ministre de l'Économie, pendant la campagne. Pour contrôler leur image aussi, grâce à des unes négociées au millimètre par Mimi auprès des directeurs de rédaction, qu'elle connaît tous.

Mimi et Alex, depuis la campagne et pendant leurs heures de gloire l'Élysée, c'était du sérieux. Quand l'affaire a éclaté, ceux qui cherchaient des antécédents de violence chez Benalla ont raconté un épisode qui se déroule à Marseille pendant l'été 2017. Thibaut Daliphard, photographe et directeur d'E-press, une agence concurrente de celle de Mimi, Bestimage, planque devant la résidence du préfet des Bouches-du-Rhône, où Brigitte et Emmanuel Macron prennent quelques jours de repos au soleil. Pour complaire au président, fou de rage à l'idée de supporter la présence de paparazzis qu'il ne contrôle pas, mais aussi pour protéger le monopole de son amie Mimi, Alexandre Benalla n'y va pas par quatre chemins. Il fait placer l'impudent en garde à vue. Les policiers marseillais appelés à la rescousse écarquillent les yeux. Ils ne voient pas bien quelle infraction a commise ce photographe, demeuré sur la voie publique. Mais face à l'homme du président, qui assure contre toute évidence que Thibaut Daliphard est entré par effraction dans les jardins de la résidence, ils s'exécutent. À l'issue de la garde à vue, il ne se passe rien, et pour cause. Qu'importe ! Le fâcheux a été neutralisé et c'est bien l'essentiel.

C'est donc tout naturellement que Mimi prend l'obligé Alexandre sous son aile quand éclate l'orage de la Contrescarpe. Le jour où le photographe missionné par *Le Monde* la trouve dans l'appartement de Marc Francelet, elle jure ses grands dieux qu'il s'agit d'une coïncidence, qu'elle n'est pour rien dans l'opération. Elle est comme ça, Mimi.

Beaucoup voient la main de l'Élysée derrière son action. N'a-t-elle pas la confiance de Brigitte Macron, avec laquelle

on la voit, sur une photo, déambuler dans les rues du Touquet ? Le samedi 22 avril 2017, veille de premier tour de l'élection présidentielle, les deux femmes, en grande conversation, reviennent d'une séance de shopping. Mais qui porte les sacs de courses, juste derrière elles ? L'indispensable Alexandre. N'est-ce pas elle aussi qui, par la suite, rend visite à la première dame et à son équipe, le jeudi matin, dans leurs bureaux élyséens ?

Mimi défendrait Alexandre Benalla pour protéger les Macron ? La réalité est plus complexe. Elle a trouvé en lui une poule aux œufs d'or qu'elle peut employer à sa guise pour se rappeler au bon souvenir du Château. Les Macron ont pris leurs distances avec elle depuis que son rôle a été révélé dans les médias. Une photo d'elle tout sourire faisant le « V » de la victoire devant le bureau du président, à l'Élysée, publiée par *Le Point* et par *Le Canard enchaîné* en mai 2018, a beaucoup agacé. La sortie du livre *Mimi*, une biographie non autorisée, à l'automne n'a rien arrangé, même s'il consacre assez peu de place à ses liens avec la Macronie. Elle a été brûlée par la lumière, comme tant d'autres avant à cause d'elle !

1. Michèle Marchand nie être à l'origine de l'opération : « Benalla c'est très loin de moi, son sort ne m'intéresse pas. Il est très mal conseillé. Ces photos de lui aux Tuileries avec son bébé, c'est une très mauvaise idée. Qu'est-ce qu'il a besoin de se faire passer pour un papa-poule ? Ou bien il disparaît, ou bien il fait des photos dans un cadre familial. Mais les Tuileries, c'est trop près de l'Élysée. Et ce n'est pas bien de faire ça. Je pense qu'il voulait envoyer un message. Donc c'est hors de question que j'aie quoi que ce soit à voir avec tout ça. Je ne veux rien avoir à faire avec quelque chose qui puisse faire du mal au président. » Peut-être Mimi veut-elle, elle aussi, « faire passer un message ».

2. Comme le rapporte sa biographie, publiée en octobre 2018 chez Grasset par Jean-Michel Décugis, Pauline Guéna et Marc Leplongeon.

La bombe humaine

C'est le spectacle télévisé de l'année. Mieux que *La Casa de Papel*, plus fort que *House of Cards*. Et gratuit de surcroît ! Le public a failli en être privé. La Macronie a mis tout son cœur pour empêcher la tenue de cette audition d'Alexandre Benalla devant le Sénat, ce mercredi 19 septembre 2018. Tous les moyens ont été envisagés pour éviter que cette bombe humaine soit pendant plusieurs heures confiée à des sénateurs suspectés des pires arrières-pensées politiques. Mais la marge de manœuvre est étroite.

Le président LR de la commission, Philippe Bas, et les deux co-rapporteurs, la LR Muriel Jourda et le socialiste Jean-Pierre Sueur, prennent soin de maintenir la pression. Ils signent un communiqué carabiné, sur l'obligation pour toute personne « de déférer à la convocation qui lui est délivrée » ainsi que la peine de prison et l'amende qui s'appliquent à l'encontre de celle ou celui qui y dérogerait. Il n'y a pas beaucoup d'inconditionnels du président à la Haute Assemblée. Impossible pour l'Élysée de bloquer cet événement tant redouté de l'intérieur. L'ex-ministre de la Défense Alain Richard, un ancien socialiste rallié à La République en marche en juin 2017, qui appartient à la commission des lois, assure qu'il n'assistera pas à l'audition d'Alexandre Benalla, mais tout le monde s'en moque.

C'est donc au gouvernement de jouer. La garde des Sceaux Nicole Belloubet, auréolée de son passage au Conseil constitutionnel, ne se contente pas d'évoquer devant les micros « l'instrumentalisation politique » que dissimule, selon elle, cette audition. Elle publie également, le 15 septembre, une tribune dans *Le Monde*¹. De son texte, très soporifique, se dégage l'idée qu'auditionner Alexandre Benalla, c'est pour le Sénat franchir deux lignes rouges : avec le pouvoir judiciaire, parce qu'il y a une instruction en cours, et avec l'exécutif, parce que le président de la République bénéficie d'un statut particulier et son entourage aussi. La juriste ne ménage pas sa peine mais les sénateurs se montrent intraitables.

D'autres prennent le relais. Christophe Castaner, comme souvent, remporte la palme : « Si certains pensent qu'ils peuvent s'arroger un pouvoir de destitution du président de la République, alors ils sont eux-mêmes des menaces pour la République. » Peindre ces sénateurs onctueux et si bien élevés en extrémistes ou en terroristes frise le ridicule.

Alexandre Benalla lui-même surjoue l'indignation. Avec les journalistes de Radio France qui le rapportent à l'antenne, il se déchaîne le 11 septembre contre ces sénateurs qui « bafouent les règles fondamentales de la démocratie française » et traite au passage de « petit marquis » le président de la commission, Philippe Bas. Il affirme aussi qu'il ne se rendra pas devant la commission d'enquête avant la clôture de l'instruction judiciaire. Le même jour, Emmanuel Macron téléphone au président du Sénat Gérard Larcher, deuxième personnage de l'État, « pour lui rappeler que la Constitution impose les principes de la séparation des pouvoirs et de la présomption d'innocence ». Le centriste faussement débonnaire a modérément apprécié cette démarche. Difficile d'aller plus loin, en effet...

Voilà pour la partie émergée de l'iceberg. Le Château tente aussi de piloter Alexandre en sous-main. Ismaël Emelien croit tenir la télécommande. Il lui propose une « défense de rupture », avec à la manœuvre trois ténors du barreau. En vitrine : Éric Dupont-Moretti doit l'accompagner devant la commission d'enquête, et lire un texte préparé par l'ami du président François Sureau et son associé Patrice Spinosi, avocats au Conseil d'État et rois de la QPC, la question prioritaire de constitutionnalité. L'ancien chargé de mission, lui, n'aura qu'une seule chose à faire devant les sénateurs : se taire. Sa conversation téléphonique avec Me Éric Dupont-Moretti ne convainc pas Alexandre Benalla. Il se sent lâché. Il n'a plus d'autre choix que d'aller s'expliquer publiquement. Beau joueur, Ismaël Emelien n'insiste pas : « Tu es sûr de toi ? » Oui, il est sûr. La veille de l'audition, il se relaxe au spa, boit un whisky, fume un cigare, avale une soupe de poisson et va se coucher tôt.

Mais la sollicitude de l'Élysée à l'égard d'Alex ne s'arrête pas à la logistique judiciaire. On le ménage. On le cajole. On veut qu'il ait des moyens de subsistance, pour ne pas accepter le chèque du premier éditeur venu. Quand il est licencié, les conseillers les plus proches d'Emmanuel Macron se transforment en cellule VIP de Pôle emploi. « Fais un peu le canard² pendant quelques mois, lui dit Ismaël Emelien. Ensuite, on te trouvera un job où tu veux. Qu'est-ce qui te plairait ? Chef de cabinet dans un grand groupe ? ». Sylvain Fort lui cherche aussi un point de chute. Ce normalien, traducteur de Plutarque, « fana mili » à ses heures, plume du président, est devenu sans enthousiasme directeur de la communication de l'Élysée après l'explosion en vol du porte-parole Bruno Roger-Petit. Il propose à Benalla de rencontrer un de ses vieux copains, pas vraiment de gauche comme lui,

amateur de treillis comme lui, qui peut lui faire rencontrer Iskandar Safa, un homme d'affaires franco-libanais toujours entre deux eaux. Charles Villeneuve, puisqu'il s'agit de lui, est ravi de jouer les chaperons. À 77 ans, l'ancien journaliste est trop heureux de refaire un tour de piste. Il voit dans ce jeune homme célèbre l'occasion d'exister de nouveau. Il le présente à son compère Jean-Pierre Elkabbach, 80 ans bien tassés et toujours derrière son micro, mais pas à Iskandar Safa. Pourtant, il connaît bien l'homme d'affaires. En 2015, ils ont racheté ensemble, avec Étienne Mougeotte, le groupe de presse Valmonde, éditeur entre autres de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*. Mais il le fait lanterner. Il promet. Il reporte. Alexandre Benalla se lasse de ces louvoiements. Il n'a plus besoin du vieux briscard pour rencontrer Safa, qui a les mêmes avocats que lui.

Que de candidats bienfaiteurs ! LVMH, qui habille la première dame et dont le président-fondateur, Bernard Arnault, connaît et apprécie les Macron, lui fait savoir que la direction serait ravie de l'embaucher dans ses équipes de sécurité s'il en émettait le souhait. Alexandre connaît le secrétaire général du groupe Marc-Antoine Jamet. Il l'a revu à deux reprises à l'Élysée, mais pas pour discuter sécurité ; car à partir de mai 2017, l'adjoint au chef de cabinet est aussi en charge des présents diplomatiques. Et il souhaite diversifier l'approvisionnement. Hermès, fournisseur attitré, ne consent qu'une ristourne symbolique. LVMH est disposé à ne réclamer qu'un euro symbolique par objet. Ainsi, le sac de golf offert à Donald Trump ou le parfum destiné à Mohamed Ben Salman, choisis par Alexandre, n'ont rien coûté au contribuable... Malgré ces bonnes et anciennes relations, Benalla ne donne pas suite à l'offre de LVMH. Il a cru comprendre que les échelons intermédiaires de la hiérarchie semblent moins

enthousiastes à l'idée de l'accueillir. Il ne demande pas l'aumône, il peut se débrouiller seul.

Le président en personne s'enquiert de son moral, l'encourage au besoin, comme ce 25 juillet où *Le Monde* doit publier sa première interview : « Tu vas les bouffer. T'es plus fort qu'eux, c'est pour ça que je t'avais auprès de moi³ ». Il lui prodigue aussi indirectement quelques conseils, pas forcément désintéressés. De fermer les écoutilles avec Mimi Marchand, par exemple, considérée comme toxique et devenue *persona non grata* à l'Élysée en ce mois de septembre particulièrement électrique.

À l'extérieur aussi, les recommandations pleuvent. Le criminologue et homme d'affaires Alain Bauer, ancien grand maître du Grand-Orient et grand amateur d'intrigues à tiroirs, le convie à un petit déjeuner à son domicile. Il le reçoit dans son impressionnante bibliothèque aux 33 000 ouvrages – on ne sait pas s'il les a tous lus. Il lui tient à peu près ce langage : « Vous êtes jeune, vous êtes brillant, il faut vous intellectualiser. Reprendre vos études, passer votre master 2. Ensuite, écrire un livre, mais pas sur votre affaire. Dans un an ou deux, tout le monde s'en foutra. Il faut faire un bouquin sur la sécurité, la protection des personnalités, pour être considéré comme un intellectuel. »

Le vieux franc-maçon du Grand-Orient reçoit donc un jeune apprenti récemment initié dans une autre obédience, la Grande Loge nationale française. C'est Vincent Crase qui a parrainé son ancien stagiaire dans la loge qu'il fréquente, début 2017. « Ça t'aidera à te canaliser », a-t-il dit à cet hyperactif pathologique. Les deux hommes sont désormais suspendus par la justice maçonnique, en attendant que leur cas soit étudié sur le fond.

Alain Bauer agit-il de manière désintéressée ? « Je l'ai reçu à la demande d'un ami pour lui dire que ce qu'il avait de plus intelligent à faire, c'était de trouver un travail et se faire oublier. » Cette démarche, en tout cas, est en phase avec les desiderata du Château. En cet automne, l'Élysée est terrorisé à l'idée qu'Alexandre Benalla veuille garnir la devanture des librairies. C'est vrai qu'il voit plusieurs éditeurs. Les enchères montent très haut. Il renonce. Il ne veut pas être une balance. Il écrira un jour, pour que son fils sache qui il est.

Toute sorte de bonnes fées, donc, veillent sur lui et l'abreuvent de recommandations. Mais Alexandre Benalla n'écoute qu'à la marge tous ceux qui se présentent à lui. Pour un conseil vestimentaire, d'accord, mais pour la haute stratégie, certainement pas. Sa seule boussole, c'est lui. Il se rend devant la commission d'enquête sénatoriale. Seul.

Il répond avec application, comme le bon élève qu'il était au collège et au lycée. Il commence même par s'excuser auprès du président Philippe Bas de l'avoir traité de « petit marquis » selon un enregistrement dont ils ont refusé la diffusion. Cela le fait bien rire. C'est l'insolence suprême. Ainsi, tout le monde sera au courant.

Pendant toute son audition, Alexandre Benalla est éblouissant. A-t-il conscience de faire évoluer l'équilibre institutionnel, en faveur du Sénat ? « Rien ne sera jamais plus comme avant, assure, lyrique, Jean-Pierre Sueur. Personne ne pourra plus contester la légitimité des auditions publiques au Parlement. »

À peine sorti, il reçoit un coup de fil d'Ismaël Emelien : « T'as été bon, mec », lui dit-il. Exactement les mêmes mots qu'après son interview au 20 heures de TF1, fin juillet. À l'Élysée on respire. Alex a bien joué, même si certaines de

ses réponses ont donné des sueurs froides, notamment celles où il confirme son rôle-clé dans la réforme du dispositif de sécurité du Château. Mais il s'en est bien sorti.

-
1. « Le Parlement ne peut pas empiéter sur le domaine judiciaire ».
 2. Cette expression imagée signifie s'effacer, faire profil bas.
 3. Cette citation est tirée des enregistrements publiés par *Mediapart* le 31 janvier 2019.

Affairistes sans frontières

Sur l'application de réseautage social Tinder, il a pris Mars pour pseudonyme. Et pour photo de profil, il a choisi un cliché où il pose à côté de Donald Trump. En toute simplicité. Mars, comme la planète située entre Jupiter et la Terre dans le système solaire. Et Jupiter, comme Emmanuel Macron.

Mars, c'est aussi le nom de la société créée par Vincent Crase en août 2017. Mars devient célèbre grâce à *Mediapart* en décembre 2018. Le site d'information révèle alors que le compte monégasque d'un oligarque russe, Iskandar Makhmudov, copropriétaire, cela ne s'invente pas, du groupe Kalachnikov, a agrémenté celui de Mars de la somme de 294 000 euros. Alexandre Benalla assure ne rien avoir affaire, de près ou de loin, avec cette transaction et le contrat qui la justifie.

Pourquoi Mars, alors ? Dans les services secrets comme au ministère de l'Intérieur, il y a toujours un sens caché dans les appellations choisies. Les mauvais sujets sont expédiés à Cayenne. Ce n'est plus le bagne mais c'est l'équivalent français des mines de sel. Un préfet qui avait collaboré avec une précédente majorité a quant à lui été nommé dans la Mayenne. À Laval, comme... Pierre Laval.

Velours, par exemple, quel drôle de nom ! C'est à ce groupe créé par des anciens de la police et de la DGSE, pour

lequel Alexandre Benalla a travaillé pendant plus d'un an, qu'est sous-traité le contrat russe. Velours, expliquent sans rire ses dirigeants, « fait référence au tissu réputé pour sa douceur et son côté chaleureux ». Vraiment ? Quelle est, plus sérieusement, la source, consciente ou inconsciente, qui a inspiré ses fondateurs ? Quel message subliminal ceux-ci ont-ils voulu faire passer ? Velours : *velvet* en anglais. *Velvet* comme Velvet Underground, le célèbre groupe de rock des années 1970 ? Et Underground comme souterrain ou clandestin ? À moins qu'il s'agisse d'un hommage à l'espionne franco-britannique Violette Szabo, héroïne de la Résistance assassinée à Ravensbrück peu avant la libération du camp. Pour son ultime mission en France, elle avait été parachutée avec le capitaine Bob Maloubier, cofondateur du SDECE, l'ancêtre de la DGSE, et de son service action. Le rapport avec Velours ? La biographie de Violette Szabo a inspiré celle du personnage principal du jeu vidéo *Velvet Assassin*, Violette Summer, chargée de collecter des informations, mais aussi de saboter et de tuer...

Mars et Velours, donc. Et au milieu, Alexandre Benalla. Au printemps 2018, il n'en peut plus d'entendre Vincent Crase lui demander d'intervenir pour qu'il soit embauché par l'Élysée. Il n'a aucunement l'intention de le coopter. Il est bien trop occupé à dessiner l'architecture de la future DSPR. Et puis, son ancien instructeur est bien gentil, mais il n'a pas le niveau, il n'a pas les codes, il n'a pas la classe.

Raison de plus de répondre à la proposition d'un homme d'affaires, Jean-Louis Haguenuer, qui représente les intérêts de l'oligarque russe en France. Jean-Louis est une vieille connaissance d'Alexandre, rencontré à Marrakech où il a créé la fondation Montresso consacrée à l'art contemporain. Attablé au Damas Café, il expose les grandes lignes de la

mission. Iskandar Makhmudov, dissuadé par les enquêtes judiciaires qui prospèrent à son encontre en Europe, et plus spécialement en Espagne, demeure prudemment en Russie. Mais son épouse et leurs enfants résident fréquemment à Monaco. Jusqu'alors, leur sécurité est assurée par d'anciens légionnaires tatoués dont l'absence de raffinement chagrine Madame Mahkmudov : ce ne sont pas de bons exemples pour ses enfants. Est-ce qu'Alexandre Benalla voudrait bien s'en occuper ? Évidemment ! C'est le Géo Trouvetout de la débrouille et du réseau. Il a justement des potes qui rentrent d'une mission en Arabie saoudite et qui cherchent un emploi. Toujours là pour aider, Alex. Rien de grave ne peut arriver, il a la main sur tout : Crase, la société Mars, Hagenauer et ses anciens employeurs de Velours...

Conflit d'intérêts ? Il travaille à l'Élysée, est habilité secret-défense, et il joue à l'architecte d'un contrat avec un milliardaire russe, forcément proche de Poutine, car on ne voit pas comment prospérer aussi rapidement, en Russie, dans des secteurs liés à l'État comme les mines ou l'électricité, sans avoir ses entrées au Kremlin. Or, l'interdiction d'exercer la moindre activité privée figure dans le contrat de travail qu'il a signé au printemps 2017. Pourtant, il ne lui vient pas à l'esprit, alors que des comptes russes ont alimenté et relayé sur les réseaux sociaux toutes sortes de vilénies contre Emmanuel Macron, que les représentants d'un oligarque poutinophile peuvent trouver à fricoter avec lui un intérêt qui dépasse sa personne ? En fait, non. Il s'arrange avec sa conscience : il ne touche pas un centime... pour le moment. Donc tout va bien.

Et s'il n'y avait que cet oligarque ! Il y a aussi Marc Francelet. Ce journaliste atypique défraie régulièrement la chronique parisienne depuis près de cinquante ans. Paparazzo avant l'heure, il vole quelques clichés du général de Gaulle qui

se promène dans les jardins de l'Élysée. Attaché de presse officieux et, paraît-il, bénévole de Johnny et de Belmondo, il avait aussi des accointances avec les frères Zemour, une fratrie de quatre lascars qui contrôlaient le marché de la prostitution parisienne dans les années 1970. Avec Alexandre Benalla, il n'en est donc pas à son coup d'essai.

Astucieux, hâbleur, il sait tirer parti de toutes les situations, même les plus désagréables. C'est le roi de la tchatche et du mélange des genres. En 1982, il purge quelques jours de prison à la Santé. Il en profite pour interviewer un voisin de cellule condamné pour avoir enfermé pendant des années son beau-fils dans un placard¹. En 2007, à l'occasion d'un séjour à Fresnes, il recueille les confidences de l'un des assassins de la joggeuse Nelly Cremel. Il passe régulièrement en justice avec des bonheurs divers. Relaxé dans l'affaire « pétrole contre nourriture », il est condamné quelques années plus tard à deux ans de prison avec sursis pour escroquerie aux Assedic.

Il a aussi rencontré, au début des années 2000, un homme d'affaires alors très introduit en Angola. Les deux hommes ont un peu travaillé ensemble, et sont devenus très proches. Marc Francelet est le voisin du dessus de Vincent Miclet dans un immeuble du XVI^e arrondissement de Paris.

C'est dans cet appartement luxueux qu'Alexandre Benalla reçoit les journalistes du *Monde* venus faire son interview, mercredi 25 juillet. L'ancien chargé de mission se retrouve, quelques semaines plus tard, dans le château que Vincent Miclet possède en Sologne, dans lequel des photographies publiées par *Mediapart* le montreront en train de jouer au baby-foot ou de poser avec quelques gros bras devant un alignement de voitures de luxe. Parmi eux, Jean-Louis Haguénauer, le représentant de Makhmudov en France. Quel tout petit monde !

Vincent Miclet a grandi en Afrique, notamment au Congo, où il avait pour camarades de classe les enfants d'un ministre influent qui deviendra par la suite président, Denis Sassou-Nguesso.

Et puis, en septembre 2018, voici Alexandre qui pose pour un selfie avec Mohamad Izzat Khatab². Ils sont mignons tous les deux en polo rose layette, installés dans le salon de cet « homme d'affaires » syrien. L'origine de sa fortune est des plus troubles, et son acharnement à vouloir jouer les premiers rôles dans la reconstruction de son pays, et à essayer de rencontrer à cet effet tous les grands de ce monde, en font une fréquentation difficile à assumer. Il y a aussi Philippe Hababou Solomon, « homme d'affaires » franco-israélien avec lequel il fait à partir de mi-octobre la tournée des capitales africaines.

C'est fou combien, en quelques semaines, un inconnu chargé de tâches officiellement subalternes à l'Élysée se retrouve au centre d'une nébuleuse internationale et peu recommandable, dont le souci commun est l'argent, qui coule à flots, et les affaires, qui ne brillent pas par leur clarté.

Mais la vraie rencontre, celle qui a changé sa vie, c'est Alexandre Djouhri. L'intermédiaire parmi les intermédiaires, celui qui avait table ouverte à l'Élysée sous Chirac et sous Sarkozy. L'ami intime de Dominique de Villepin et le bienfaiteur de l'ancien ministre de l'Intérieur Claude Guéant. Depuis quelque temps, la chance semble avoir tourné pour lui. Soupçonné par la justice française d'être mouillé dans le financement présumé de la campagne de Sarkozy par le colonel Kadhafi, il est bloqué à Londres, sous le coup d'une procédure d'extradition.

Outre le fait d'avoir troqué tous les deux leur prénom d'origine pour celui du roi de Macédoine, les deux Alexandre

ont quelques points communs, comme s'en émeut celui qu'on attendait le moins dans ce rôle : Alain Minc, inspecteur des Finances, conseiller en tout et protecteur d'Emmanuel Macron dans ses jeunes années. En ces temps de Gilets jaunes, le chuchoteur du CAC 40 se plaît à entonner un couplet populaire qui célèbre l'ascenseur social. Il a trouvé l'ancien chef de cabinet adjoint « éblouissant » lors de sa première audition devant les sénateurs, en septembre 2018. « Du haut de ses 26 ans, sous la pression médiatique, Alexandre Benalla en aurait remontré, par sa maîtrise, à tous ces jeunes hauts fonctionnaires qui sortent de l'ENA avec encore du lait dans le nez », confie-t-il au magazine *Challenges*³. Il le compare à l'autre Alexandre, « supérieurement intelligent » et qui « serait plus performant que beaucoup de patrons du CAC 40 ». « Un directeur école aurait dû repérer Djouhri et Benalla, s'occuper d'eux, ils auraient suivi la filière d'excellence française : l'un aurait fait Polytechnique, l'autre l'ENA. Mais comme le système ne les a ni repérés ni reconnus pour réussir, ils ont pris les tangentes. »

Bien avant qu'Alain Minc s'émerveille, ces deux personnages que trois décennies séparent avaient décidé de conjuguer leurs talents. Après Emmanuel Macron, Alexandre Benalla a trouvé en Djouhri un nouveau mentor, qui le guide et le soutient dans la terrible jungle des affaires internationales. L'ancien adjoint au chef de cabinet est heureux de cette proximité. Il s'enorgueillit de lui parler tous les jours au téléphone.

Cette connivence, et c'est un problème que personne, étrangement, n'a soulevé, pourrait avoir débuté quand Alexandre Benalla travaillait encore à l'Élysée. En effet, quand la compagne du chargé de mission doit quitter leur appartement d'Issy-les-Moulineaux avec son bébé pour

échapper aux caméras, alors qu'il est lui-même en garde à vue, elle trouve refuge avenue Foch, dans l'appartement de Pascale Pérez, proche d'Alexandre Djouhri et résidente suisse comme lui. Lorsque l'ancien chargé de mission à l'Élysée est repéré dans un Eurostar de retour de Londres en compagnie d'un fiché S, début septembre 2018⁴, son compagnon de voyage, Lucas Perez, n'est autre que le fils de son hébergeuse. La fiche S n'est pas due à une quelconque radicalisation de l'intéressé, mais au métier d'intermédiaire dans des ventes d'armes en Afrique que les services de renseignement le soupçonnent d'exercer.

Le couple Benalla et son bébé ont pu profiter de l'appartement de l'avenue Foch une partie de l'été. Un deuxième contrat signé avec un oligarque russe l'a été grâce à l'entremise de Germain Djouhri, le fils d'Alexandre, qui a épousé la fille de Sergueï Tchemezov, un autre proche de Poutine. Pourquoi toutes ces gentillesse, de la part d'un homme d'affaires richissime que l'on dit très occupé à maintenir le contact avec les grands de ce monde et qui trouve le temps de téléphoner tous les jours à un jeune chômeur ? Alexandre Benalla a-t-il mesuré qu'il représente pour l'intermédiaire un actif de la plus haute valeur ? Moins pour ce qu'il est qu'en raison de sa proximité passée avec Emmanuel Macron.

Tout à ses mamours avec le richissime intermédiaire, résident suisse cloué à Londres à cause d'une décision de la justice britannique répondant à une demande d'extradition des autorités françaises, Alexandre Benalla semble avoir oublié une des obsessions du « patron ». Emmanuel Macron se targuait de maintenir les affairistes hors du Château⁵. Alex a réussi à tous les attirer autour de lui. En ouverture de *La République des mallettes*⁶, la lecture qui a le plus marqué le

jeune Alexandre, Pierre Péan raconte une scène surréaliste, où Alexandre Djouhri est comme chez lui à l'Élysée, du temps de Nicolas Sarkozy. Avec Alexandre Benalla, ce n'est pas un intermédiaire sulfureux qui a pris le contrôle du bureau, et sûrement en partie du cerveau, du secrétaire général de l'Élysée. C'est le collaborateur préféré du président qui est en contact avec des oligarques russes, et fréquente des affairistes venus de tous horizons. Affairistes sans frontières, en quelque sorte.

Alex n'a pas « fait le canard » comme le lui recommandait le sage Ismaël. Il s'est engagé dans une autre voie, bien plus contrariante pour l'Élysée. Il lui arrive de le regretter. Mais il est trop tard pour faire marche arrière.

-
1. « L'enfant du placard, confession d'un père aveugle », *Paris Match* numéro 1737, 10 septembre 1982.
 2. Cette photographie est publiée par *Libération* pour illustrer un article d'Emmanuel Fansten et Willy Le Devin intitulé « Mohamad Izzat Khatab, le sulfureux bienfaiteur de Benalla », paru le 6 janvier 2019.
 3. « Pour Alain Minc, Alexandre Benalla aurait mérité de faire l'ENA », *Challenges*, 10 février 2019.
 4. Ainsi que l'a révélé le *Canard enchaîné* le 19 septembre 2018, jour de la première audition d'Alexandre Benalla devant la commission d'enquête sénatoriale.
 5. Karl Laske et Fabrice Arfi révèlent avec un luxe de détails, dans un article du 27 mars 2018 intitulé, un étonnant épisode qui s'est déroulé à l'ambassade de France à Alger, en décembre 2017. Emmanuel Macron, en visite officielle, reçoit comme il est d'usage, la communauté française. Alexandre Djouhri réussit à se glisser parmi les invités grâce à des complicités au plus haut niveau du Quai d'Orsay.
 6. Pierre Péan, *La République des mallettes*, Fayard, 2011.

Changement d'humeur au Château

La Macronie a les nerfs à vif. L'été est fini depuis longtemps et la tempête Benalla continue de tout balayer sur son passage. Le 11 décembre 2018, quand il atterrit à Strasbourg alors qu'un terroriste a tiré dans les rues, Christophe Castaner est troublé. La porte de l'avion vient de s'ouvrir. En bas de la passerelle, le policier qui l'attend pour l'accueillir ne lui est pas inconnu. Derrière lui, il sent ses conseillers se crispier : le comité de bienvenue est assuré par Maxence Creusat, le jeune commissaire de la DOPC mis en examen, suspendu puis muté à Haguenau. Que fait-il là ? Le ministre de l'Intérieur se renseigne et découvre qu'il était en congé mais s'est porté volontaire dès qu'il a été informé de l'attentat en cours. Il a participé à l'évacuation du parlement européen. À la direction de la sécurité publique, on est enchanté de sa conduite exemplaire. Christophe Castaner fait la moue. Il vole jusqu'à Strasbourg et, même là, en plein épisode terroriste, l'affaire qui risque de pourrir le quinquennat se rappelle à son bon souvenir.

Mais son supplice n'est rien comparé à celui qu'endure l'Élysée. Chaque jour ou presque apporte son lot de révélations. Le cadeau de Noël, c'est le voyage d'Alexandre Benalla au Tchad. Le 24 décembre, deux jours après la visite

officielle d'Emmanuel Macron à N'Djamena, *Le Monde* révèle qu'il a été précédé de peu par son ancien chargé de mission, lequel a été reçu par le président Idriss Deby en personne. Stupeur à l'Élysée. Comment une telle info a-t-elle pu ne pas remonter jusqu'au Château ? L'ambassadeur, son conseiller police, sa patronne directe à Paris, Sophie Hatt, directrice de la coopération internationale au ministère de l'Intérieur (DCI), tout le monde se renvoie la balle...

De quoi nourrir encore un peu plus la paranoïa qui empoisonne la présidence depuis l'été, même pendant la trêve des confiseurs. Alexandre, lui, réveillonne à Londres en famille. Tout va bien jusqu'au moment où il reçoit un SMS de Patrick Strzoda. Un revenant ! Le directeur de cabinet du président lui enjoint sur un ton comminatoire de vérifier au plus vite ses emails, et d'y relever le courrier urgent qu'il vient de lui envoyer. À la lecture de la missive, Benalla entre en fureur. Cette lettre sous-entend qu'il excipe de ses anciennes fonctions pour faire fructifier ses affaires. Il lui est rappelé qu'il ne peut en aucun cas se prévaloir de son passé élyséen. Rien d'extraordinaire jusque-là. Sauf qu'il est aussi précisé que le Palais vient de faire un signalement au procureur de la République de Paris. Et qu'un communiqué de presse va suivre. Pourquoi cet acharnement à vouloir l'accabler ? De rage, Alexandre adresse une rafale de SMS au président de la République sur le thème : je suis déjà mort, si on veut me tuer, c'est déjà fait. Pas de réponse.

C'est Ismaël Emelien qui finit par rappeler. Le conseiller spécial du président essaie de calmer le jeu : on doit se couvrir, impossible de faire autrement, tous les journalistes appellent sur cette histoire de Tchad. La conversation tourne court. Alexandre ne veut rien entendre.

Un peu plus tard, en apprenant l'initiative de son directeur de cabinet, Emmanuel Macron évoquera une « connerie » et intimera l'ordre d'arrêter de remettre des pièces dans la machine en provoquant Benalla. Le feu d'artifice médiatique ne s'arrête pas pour autant.

Le 31 décembre, en guise d'étrennes, *Mediapart* dévoile que le président et son ancien collaborateur continuent à échanger fréquemment. Qu'Alexandre Benalla est consulté par le chef de l'État sur la crise des Gilets jaunes ou sur des questions liées à la sécurité. « Ils ne pourront jamais le nier. Ça va être très dur de le démentir parce que tous ces échanges sont sur mon téléphone portable », fanfaronne l'ancien chargé de mission¹. L'Élysée ne dément pas formellement. Un responsable de la communication répond par l'intermédiaire de l'AFP, une fois l'article paru, comme s'il avait souhaité lire son contenu avant de prendre position : « Nous ne souhaitons pas poursuivre un dialogue par presse interposée avec M. Benalla qui se venge de son licenciement pour faute grave en entretenant tout un faisceau de contre-vérités et d'approximations. » Difficile de faire plus flou...

Benalla s'est fait piéger comme un gamin. Un jour d'euphorie, il a montré les SMS qu'il continue d'échanger avec le chef de l'État à Philippe Hababou Solomon, l'homme d'affaires franco-israélien avec lequel il s'est rendu au Tchad. Son compagnon de voyage s'en est ouvert à *Mediapart*. Et pour couronner le tout, il lui a tendu son téléphone pour qu'il parle au journaliste du site d'informations, Fabrice Arfi. Et Alexandre s'est lâché. Sur les technocrates « une famille pire que la mafia, où tout le monde se tient, où tout le monde doit sa carrière à l'autre ».

De toute façon, il n'a plus rien à perdre. Le fil est rompu avec le Château depuis que *Mediapart* a révélé, quelques jours

plus tôt, que Benalla avait voyagé avec ses passeports diplomatiques. L'Élysée a fermé les écoutilles. Mais trop tard. Car le plus cruel, finalement, ce ne sont pas ces SMS échangés avec le « patron ». C'est la manière dont les frasques d'Alexandre ont révélé la pétaudière qui règne au sommet de la République.

Ce n'est pas seulement le Tchad qui a accueilli l'ancien chargé de mission et ses passeports diplomatiques. Il a effectué plus de vingt voyages munis de ces précieux sésames. Les nouvelles auditions programmées début janvier 2019 par la commission d'enquête du Sénat sont l'occasion de découvrir l'incurie qui règne non seulement à l'Élysée, mais aussi au Quai d'Orsay.

Dès la fin du mois de juillet 2018, les sénateurs Philippe Bas, Muriel Jourda et Jean-Pierre Sueur se sont enquis auprès du Quai d'Orsay des conditions d'attribution de ces documents si prisés mais aussi de leur restitution. Le 2 août, Jean-Yves Le Drian leur a répondu que les deux titres de voyages n'avaient pas été restitués. « Soyez assurés que nos services veilleront à ce que ces documents soient dûment remis [...] par leur titulaire », ajoutait alors le ministre. Les assurances données par le patron du Quai d'Orsay n'engagent que ceux qui les croient. C'est ce que démontre l'exposé de Patrick Strzoda lors de sa nouvelle audition au Sénat, le 16 janvier 2019. Le préfet tente de garder sa dignité dans ces circonstances pénibles : « Information extrêmement importante que je connais depuis quelques heures : monsieur Benalla a utilisé presque une vingtaine de fois ces passeports entre le 1^{er} août et le 31 décembre. La première utilisation est du 1^{er} au 7 août. Les autres utilisations s'étendent d'octobre à décembre. L'inspection générale déclenchée au ministère des Affaires étrangères sur la gestion des passeports diplomatiques montre

que, dans toutes les institutions où il y a des détenteurs des passeports diplomatiques, il y a des choses à reprendre. » De l'art de l'euphémisme dans la haute administration française !

Cet austère préfet est au désespoir : « On a affaire à un individu qui ne respecte pas les obligations dont il a parfaitement connaissance. Dès le 26 juillet, le ministère des Affaires étrangères a écrit à monsieur Benalla pour lui demander de restituer les deux passeports en sa possession. Comme ils n'ont pas été rendus, la cheffe de bureau a réécrit le 10 septembre. J'ai été informé que les passeports n'avaient pas été retournés début octobre. Courrier le 9 octobre au chef du service du protocole. Le 15 octobre, il me répond qu'il a transmis ma demande au ministère des Affaires étrangères. » Courteline lui-même n'aurait pas osé inventer une telle tirade !

Mais le directeur de cabinet du président donne le meilleur de lui-même dans la conclusion : « Donc, toutes les diligences ont été faites pour demander que les passeports soient restitués et invalidés. » Diligence ? « Promptitude, rapidité efficace, empressement, zèle », selon la définition du *Larousse*.

La séance de torture continue. Le préfet Strzoda a écrit à Alexandre Benalla pour lui rappeler ses obligations déontologiques. Cela revient à ouvrir un parapluie troué quand il pleut déjà depuis un bon moment. Car il est obligé de reconnaître qu'il a envoyé ce courrier quelques jours avant l'audition seulement. Pour ne rien arranger, il commet un grave impair. L'Élysée ne protège pas son ancien chargé de mission. Le Château, si attaché à la séparation des pouvoirs, ne se mêle pas de la marche de la justice. Mais alors, comment Patrick Strzoda est-il informé que celui-ci sera placé en garde à vue le lendemain, pour répondre de l'usage abusif de ses passeports diplomatiques ?

Le matin même de cette audition, *Le Canard enchaîné* a révélé qu'Alexandre Benalla a conservé à l'insu de toutes les autorités un téléphone qui permet de crypter les conversations, appelé Teorem, dont lui seul était doté au sein de la chefferie de cabinet. À l'Élysée, il en existe en tout et pour tout trente exemplaires. Mais personne ne s'est soucié de celui qui avait été attribué au chargé de mission licencié le 1^{er} août 2018. Ce n'est que deux mois plus tard, au cours d'un inventaire, que l'appareil est déclaré manquant et désactivé. Mais à aucun moment les services de l'Élysée n'en demandent la restitution. Le 11 janvier 2019, Me Jacqueline Laffont, l'avocate de Benalla, téléphone à l'Élysée pour informer que l'appareil a été retrouvé dans un carton à l'occasion d'un déménagement.

Mais le préfet Strzoda ne veut pas qu'on se méprenne : « Si vous retenez de mes interventions que la maison n'est pas tenue, je peux vous assurer que c'est faux ! Toutes les procédures ont été suivies. » Ah ! Les procédures... Leur inanité a simplement été mise en lumière par un collaborateur qui n'a pas su rester à sa place. Pour cela, il doit être mis à l'index.

Le ton de Patrick Strzoda a tellement changé par rapport à son audition devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, le 24 juillet 2018. « Sa feuille de route a été modifiée et on lui a retiré un champ d'activité extrêmement important dans lequel il excellait, je tiens à le dire », déclarait-il alors, en forme d'hommage, quand il exposait, pour la déplorer, semble-t-il, la rétrogradation d'Alexandre Benalla.

En ce mois de janvier, le préfet ne fait plus de quartier. « On est confronté à un monsieur qui visiblement utilise régulièrement des faux pour obtenir un certain nombre de titres officiels », dit-il à la commission. Le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron fait allusion à une note dactylographiée

« à en-tête du chef de cabinet », non signée, qu'Alexandre Benalla a envoyée au ministère des Affaires étrangères pour obtenir un passeport de service au printemps 2018. Mais il y a un hic. Cette « fausse note » a été découverte dans le courant de l'automne. Et personne ne s'est empressé de le signaler à la justice, bien au contraire. Piteux, Patrick Strzoda est bien obligé de reconnaître que le signalement au procureur de ce qu'il considère comme un faux n'a été effectué que le matin même.

Alexandre est devenu un mauvais sujet, banni du Château. Il n'a rien fait pour éviter d'être considéré comme tel par ce monde dans lequel il est entré par effraction et ne semble nullement gêné par ses amis présumés infréquentables : « Ils ne sont pas pédophiles, ils n'ont tué personne, à ma connaissance. Et puis je préfère partager un déjeuner avec Alexandre Djouhri ou Philippe Hababou Solomon qu'avec François-Xavier Lauch ou Patrick Strzoda, ils sont quand même plus marrants. Et puis eux, au moins, ils n'ont pas peur. »

1. « Alexandre Benalla affirme échanger très régulièrement avec Emmanuel Macron », par Fabrice Arfi, *Mediapart*, 31 décembre 2018.

La case prison

Même au moment où il sait qu'il va dormir en prison, ce mardi 19 février, il ne se départit pas d'un calme irritant pour les trois juges qui l'interrogent. Il use de son droit au silence pour ne pas répondre à leurs questions sur l'enregistrement du 26 juillet dont la révélation par *Mediapart* va provoquer sa mise sous les verrous. Mais il se livre quand même à une petite leçon de morale. Question : « Pourquoi gardez-vous votre droit au silence ? ». Réponse : « Je ne sais pas de quoi on parle. On parle d'enquête de police, d'enquête des services de renseignements ? Je ne comprends pas de quoi on parle. Je ne savais pas que *Mediapart* était auxiliaire de justice. J'ai mal à ma démocratie. » Voilà un personnage qui, outre des violences présumées le 1^{er} mai, a entraîné la suspension de trois hauts fonctionnaires de police, a provoqué la plongée du président de la République dans les tréfonds des sondages, a mis en difficulté le Premier ministre, a contraint certains conseillers de l'Élysée à se contredire sous serment, a fragilisé la préfecture de police de Paris, juste avant que ne survienne la crise des Gilets jaunes, mais qui se montre très sourcilieux quant au comportement citoyen des autres !

En vérité, cette assurance semble innée chez le jeune homme. En tout cas, elle vient de loin. Depuis son enfance, comme s'il avait un besoin effréné de reconnaissance,

l'homme de confiance d'Emmanuel Macron a toujours joué les fier-à-bras.

Il traite les juges avec le même aplomb depuis son premier interrogatoire, fin juillet 2018. A-t-il tout à fait tort ? « Monsieur Benalla a enfreint une obligation essentielle de la mesure de contrôle judiciaire destinée à préserver l'authenticité des dires de chacun et parvenir à la manifestation de la vérité [...], écrit la juge d'instruction Carine Rosso le 19 février 2019, pour justifier le placement en détention d'Alexandre Benalla et de Vincent Crase. Elle souligne « qu'il importe de prévenir toute concertation pour la suite de la procédure, et ce d'autant plus que les mis en examen doivent être interrogés prochainement sur les nouveaux éléments côtés au dossier ».

Comment prendre ces propos au sérieux ? Au moment même où ils sont rédigés, les deux prévenus passent plus d'une heure ensemble, à pouvoir discuter librement, alors qu'ils attendent, au dépôt du tribunal de Paris, leur audition par la juge des libertés et de la détention. Pour ce qui est de « prévenir toute concertation », c'est un fiasco ! Les deux hommes vont toutefois être placés en détention.

Ce grand désordre qui les conduit en prison résulte des dernières révélations de *Mediapart*¹. Un enregistrement dont le site d'informations propose des extraits sonores a été réalisé illégalement le 26 juillet. Il dévoile une conversation privée entre Alexandre Benalla et Vincent Crase, où il est question de SMS de soutien envoyés par Emmanuel Macron, mais aussi de la poursuite de leur contrat avec l'oligarque Iskandar Makhmudov. Ce document suggère que les deux justiciers improvisés de la place de la Contrescarpe se sont revus quelques jours seulement après leur mise en examen, en dépit de l'interdiction imposée par leur contrôle judiciaire.

Les investigations immédiatement diligentées par la police montrent que leurs téléphones étaient éteints au moment de la rencontre, facile à dater car dans l'enregistrement pirate réalisé au domicile de la commissaire Marie-Élodie Poitout, dans le XVI^e arrondissement de Paris, on entend une télévision retransmettre en direct les auditions de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale. Cette fliquette n'est pas n'importe qui. Chargée de la sécurité du Premier ministre à Matignon, elle a été recommandée à Édouard Philippe par un des officiers de sécurité de son mentor Alain Juppé. Elle vit alors avec Chokri Wakrim, l'un des hommes recrutés pour exécuter le contrat Makhmudov, par ailleurs militaire affecté au COS, le Commandement des Opérations Spéciales.

Cette divulgation éclabousse Matignon, qui connaît à son tour un moment de panique, même si Marie-Élodie Poitout, contrairement à d'autres, démissionne immédiatement de son poste.

Elle fait aussi monter la paranoïa d'un cran à l'Élysée. La chasse au traître est de nouveau ouverte. Des limiers de la présidence soupçonnent fortement certains milliardaires de vouloir, par l'entremise de l'un des leurs, venger l'humiliation infligée par le président au général Pierre de Villiers. En juillet 2017, le chef d'état-major des armées a dû partir comme un malpropre, au grand dam de ses troupes. Chokri Wakrim aurait été l'instrument de leur revanche. Une autre piste mène à un ancien nageur de combat, Jean-Marc F., qui a lui aussi travaillé pour Velours. Chef de l'équipe de protection de la famille Makhmudov, il a été évincé par Alexandre Benalla après sa disgrâce. A-t-il profité de son ascendant sur Chokri Wakrim pour le convaincre d'enregistrer la sulfureuse conversation, puis la livrer à *Mediapart* ? Le Château a du mal à avancer dans sa traque.

Le scandale Benalla a fait deux autres victimes : « Sur une rumeur, cette affaire a ruiné ma carrière et celle de Marie-Élodie, ainsi que ma vie privée », déclare spontanément Chokri Wakrim aux enquêteurs de la brigade criminelle qui l'entendent, le 15 février 2019.

1. « Affaire Macron-Benalla : les enregistrements qui changent tout », Fabrice Arfi, Antton Rouget et Marine Turchi, *Mediapart*, 31 janvier 2019.

Il faut tuer le Sénat

Jean-Pierre Sueur est scandalisé. Il le dit calmement mais fermement, installé devant un demi de bière à la buvette du Sénat. Il trouve insultant qu'à l'Élysée, on l'accuse de faire de la politique, tout cela parce qu'il s'est montré incisif comme rapporteur de la commission d'enquête sur l'« affaire Benalla »¹. Sénateur socialiste depuis près de vingt ans, ancien maire d'Orléans, éphémère secrétaire d'État aux collectivités territoriales du temps de Michel Rocard, il n'admet pas, qu'autour du président, des blancs-becs lui donnent des leçons de probité. Il est choqué aussi par les pressions qu'exerce le Château à l'encontre de la Haute Assemblée. Un membre du bureau, instance de vingt-cinq élus qui assistent le président Gérard Larcher dans sa tâche, a été « approché » par l'exécutif. Il fallait le « convaincre » de s'opposer à la transmission au procureur des déclarations à la commission d'enquête de trois hautes personnalités de l'Élysée : Patrick Strzoda, directeur de cabinet du président de la République, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, et le général Lionel Lavergne, patron du GSPR chargé de la protection du chef de l'État.

Lors d'une conférence de presse très suivie, le 20 février 2019, le président LR de la commission des lois, Philippe Bas, et les deux co-rapporteurs, la LR Muriel Jourda et le socialiste Jean-Pierre Sueur, ont présenté leur rapport, accablant pour

l'exécutif. Ils ont insisté sur les mensonges manifestes d'Alexandre Benalla et de Vincent Crase, mais aussi sur les omissions et les vérités retenues par les trois hauts fonctionnaires du Château. Ils vont demander à Gérard Larcher de bien vouloir les signaler à la justice. Ces personnes ont témoigné sous serment et n'ont pas dit toute la vérité. C'est un délit sévèrement réprimé par la loi, jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende.

Le président Bas et les deux co-rapporteurs n'ignorent pas qu'ils sont dans le collimateur de l'exécutif. Pour éviter les fuites, ils n'ont distribué le document à personne, pas même aux membres de leur commission, avant de le rendre public. Cette précaution a un peu fait grogner, mais le rapport a finalement été adopté à l'unanimité moins trois abstentions. Même l'ancien ministre Alain Richard et l'élu de Mayotte Thani Mohamed Soilihi, qui appartiennent tous les deux à la majorité présidentielle, n'ont pas voté contre. Cette absence de contestation, toutefois, ne protège pas des mauvais coups.

Quand il donne quelques exemples de pressions, comme les leçons données par la garde des Sceaux Nicole Belloubet sur le respect de la séparation des pouvoirs, ou les palinodies du porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, qui déclare que le réquisitoire des sénateurs est truffé de contre-vérités avant d'admettre qu'il ne l'a même pas lu, Jean-Pierre Sueur est pourtant loin du compte. C'est bien pire que ce que dit ce distingué professeur de linguistique. L'Élysée est prêt à tout pour empêcher que trois de ses hommes, et non des moindres, se retrouvent dans les rets de la justice. Même à demander un petit service à Jean-Louis Borloo, pourtant humilié par le président lors de la présentation de son « plan banlieue » en avril 2018. Il est chargé d'aller implorer la clémence de sa vieille copine Valérie Létard, sénatrice centriste du Nord, le

département où il a fait de la politique. Cette ancienne secrétaire d'État de Nicolas Sarkozy, placée là grâce à lui quand il était numéro un dans la hiérarchie gouvernementale et qu'il rêvait de remplacer le Premier ministre François Fillon, est aussi vice-présidente du Sénat.

Valérie Létard doit rédiger dans le plus grand secret une sorte de contre-rapport pour éclairer les membres du bureau sur d'éventuelles transmissions au procureur. Elle ne se laisse nullement circonvenir par Jean-Louis Borloo. Au contraire, elle considère que, sur certains points, ses collègues ne sont pas allés assez loin. Sur Patrick Strzoda, notamment. Le rapport écrit que le directeur de cabinet du président a « retenu une part significative de la vérité sur le périmètre des missions dont Alexandre Benalla avait réellement la charge ». Le contre-rapport de Valérie Létard invite Gérard Larcher à considérer que cette « retenue » est si grande qu'elle relève du faux témoignage. Il en fait la démonstration. Le directeur de cabinet du président, par exemple, affirme lors de sa première audition qu'Alexandre Benalla ne s'immisce nullement dans la protection rapprochée du président. Puis les sénateurs apprennent que la fiche de poste de l'ancien chef de cabinet adjoint mentionne une mission de sécurité et que la demande de permis de port d'armes auprès de la préfecture de police de Paris, appuyée par le même Patrick Strzoda, fait état de manière explicite d'une « mission de police ».

Le 20 mars, pour ne pas faire de jaloux, le bureau du Sénat signale à la justice non seulement les cas d'Alexandre Benalla, de Vincent Crase et de Patrick Strzoda, mais aussi ceux du secrétaire général Alexis Kohler et du général Lavergne, à charge pour les magistrats de déterminer si oui ou non ils méritent d'être examinés².

Faute d'avoir pu empêcher le signalement à la justice, l'Élysée ne désespère pas de discréditer le Sénat. Dès le lendemain du vote du bureau, le 22 mars, un journaliste qui a écrit deux livres peu critiques sur Emmanuel Macron sort opportunément ce que le Château essaie de faire passer pour un scoop. Il publie un courrier électronique que Patrick Strzoda a envoyé au préfet de police Michel Delpuech pour appuyer la demande de permis de port d'armes effectuée par Alexandre Benalla et que les sénateurs auraient volontairement oubliée selon lui. Dans ce courriel daté du 10 octobre 2017, le directeur de cabinet du président se dit favorable à une autorisation de port d'armes « si elle peut être accordée dans le strict respect des textes ». Le problème, c'est que ce courriel est évoqué dans le corps même du rapport, et non dans les annexes³. Et les sénateurs de préciser qu'il a fallu pleurer, insister, relancer pour obtenir finalement une copie de cette correspondance entre deux préfets. Le prétendu scoop se transforme en pétard mouillé.

Mais l'Élysée ne désarme toujours pas. Patrick Strzoda lui-même est à la manœuvre. À la fois en service commandé, comme toujours, et aussi pour sauver sa propre tête, puisqu'il est le plus incriminé parmi les trois collaborateurs du président. Gérard Larcher s'est montré peu compréhensif, puisque lui et son bureau ont voté à 19 voix pour et 6 contre seulement en sa défaveur. C'est une énorme déception.

Au sommet de la Macronie, la consigne est simple : il faut tuer le Sénat. En premier lieu ce vipérin président de la commission des lois, Philippe Bas, qui de sa voix flûtée posait des questions perverses. Il a été secrétaire général de l'Élysée du temps de Jacques Chirac. La politique ne sentait pas la rose non plus, à cette époque-là. Et, comme la vie est bien faite, il y a à l'Élysée un ancien pilier de la Chiraquie. Un miraculé, ce

Pierre Bousquet de Florian ! Il était patron de la DST au moment de la ténébreuse « affaire Clearstream 2 », qui a opposé dans une lutte à mort Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy. Il a survécu à tous les régimes et a été appelé, à 60 ans révolus, pour prendre en charge la *task force* antiterroriste installée par Emmanuel Macron⁴. Quelles sombres affaires pourraient bien abîmer l'image de ce Philippe Bas tant détesté ?

Voilà pour la coulisse. Sur l'avant-scène, quelques acteurs de premier plan prennent des poses outragées. Édouard Philippe, ce jeudi 21 mars, boycotte les questions au gouvernement qui se tiennent au Sénat pour manifester son désaccord. Le lendemain, le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand annule sa participation à un débat avec Gérard Larcher organisé par Sciences Po Lille pour protester contre l'utilisation des « fonctions de contrôle parlementaire à des fins politiciennes ». Ce qui inspire ce tweet à Jean-Philippe Derosier, constitutionnaliste et professeur de droit : « Monsieur Richard Ferrand, conservez votre billet pour Lille : je vous invite vendredi à mon cours de droit constitutionnel. Vous y apprendrez que faire de la politique et contrôler les pouvoirs est le rôle d'un Parlement, notamment du Sénat. »

Même François Bayrou apporte sa contribution. Le 21 février 2019, au lendemain de la publication du rapport, il est l'invité de Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV. « Il arrive très souvent que les contre-pouvoirs soient plus contre que pouvoirs [...]. Et au Sénat, il y a une certaine délectation... », accuse-t-il avant d'inviter ceux qui l'écoutent à « ne pas oublier les principes de séparation des pouvoirs ». Pour lui, les trois hauts responsables de l'Élysée ciblés par les sénateurs sont avant tout « de grands serviteurs de l'État, des hommes

qui ont la plus haute idée et le plus grand respect de leur fonction ». Toujours le même refrain !

1. La commission des lois du Sénat s'est dotée le lundi 23 juillet 2018 des prérogatives d'une commission d'enquête, pour une durée de six mois, afin de mener une « mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection des hautes personnalités ».

2. La justice décidera de ne pas engager de procédure sur la foi de ces deux derniers dossiers.

3. Ici.

4. Son titre officiel est coordinateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme.

Le secret

Ce jeudi 25 avril 2019, la conférence de presse tire à sa fin mais le président n’y coupera pas. Voilà. Le dernier journaliste auquel on tend le micro pose l’incontournable question sur Alexandre Benalla. Est-ce que le président regrette ? L’émotion semble le submerger. « Sur Alexandre Benalla [très long silence], c’est trop facile de regretter. Est-ce que je pense que, quand j’ai été élu, connaissant ce jeune garçon qui avait vraiment du talent, qui s’était engagé dans ma campagne, qui avait son histoire, est-ce que je regrette de l’avoir embauché à l’Élysée ? Non. Parce que je pense que c’était extrêmement cohérent avec les valeurs que je porte et avec ce que je veux que nous fassions. C’est sans doute pour ça que je lui en veux encore plus [nouveau silence, plus court]. Il a fait des fautes très graves. Les sait-on toutes aujourd’hui ? Je ne sais pas. Il a droit à la présomption d’innocence, aussi, comme tout citoyen dans la République. Mais de ce fait, quoique n’ayant jamais été protégé par l’Élysée, qui l’a sanctionné, qui l’a ensuite licencié, et qui n’a jamais cherché à le protéger à l’égard de quelque service administratif ou du grand public... il n’a pas donné une bonne image. Il n’y a jamais eu de prébendes pour Alexandre Benalla à l’Élysée. Il n’a pas été protégé. Il n’a pas été protégé face à la justice, face aux médias. Je le regrette pour ça [nouveau silence]. Mais je ne regrette pas les choix faits à d’autres moments, parce que je ne savais pas tout.

Quand vous décidez d'employer quelqu'un, il y a une part de risque. Et la responsabilité qui va avec. C'est ma part de responsabilité. Mais on en a sans doute beaucoup fait sur cette affaire, beaucoup, peut-être trop. Voilà comment je vois les choses. »

Pourquoi ? Pourquoi Emmanuel Macron a-t-il décidé d'épargner son homme de confiance après la « grosse bêtise » qu'il a commise ? Il était loin, à l'autre bout du monde, c'est vrai. Il a pris acte de la sanction. Et puis il a été heureux de voir revenir ce monsieur Bons Offices, ce briseur de codes, avec sa fraîcheur et sa bonne humeur.

Tout le monde a cherché et cherche encore le « secret ». Pourquoi le président a-t-il pris le risque de mettre ainsi en péril son quinquennat ? Les rumeurs les plus folles ont recommencé à courir Paris. Alexandre Benalla était son amant. Non, il était l'amant de Madame. Non, en fait, il était l'amant des deux... De hauts fonctionnaires, notamment au Quai d'Orsay, ont déroulé doctement ce genre de théorie, en « off », bien entendu, auprès de journalistes électrisés par l'affaire. Puis sont apparues, à l'automne, deux autres hypothèses, toujours exposées dans les dîners en ville ou chuchotées dans les salles à manger de certains ministères.

La première reprend la rumeur lancée pendant la campagne de 2017 et qui n'a cessé, depuis, d'enfler, refluer, réenfler : Alexandre Benalla aurait été l'accompagnateur d'Emmanuel Macron quand il allait rencontrer son ou ses amants. Les fantasmes vont bon train. À la préfecture de police, le bruit court que le chargé de mission le plus révérend de France demande chaque vendredi qu'on lui communique les emplacements des radars mobiles afin qu'il ne se fasse pas arrêter quand il conduit en secret le président. Tout le monde le colporte mais personne ne semble en connaître l'origine. Et

pour cause ! Alexandre Benalla n'a jamais demandé ce genre d'informations. Même le déplacement le plus discret du chef de l'État ne saurait se faire sans un garde du corps du GSPR. La configuration la plus allégée prévoit donc la présence dans la voiture d'Alexandre Benalla, au volant, et de Christian Guédon, l'ange gardien préféré d'Emmanuel Macron, dans le siège du passager.

La seconde se nourrit de l'hyperactivité du président, qui envoie des mails et des SMS à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, qui est réputé ne dormir que quelques heures et qui se touche souvent le nez quand il parle. Elle y voit autant d'indices d'une addiction à la cocaïne. Personne n'en détient la moindre preuve, mais les vocations de scénaristes se multiplient. Ces spéculations redoublent avec la disparition du coffre dans lequel Alexandre Benalla déposait ses armes quand il rentrait chez lui. D'aucuns assurent que cette armoire forte renfermait aussi de la poudre blanche, dont la trace, comme celle des explosifs, ne peut s'effacer même avec un bon lavage à l'eau de Javel. La rumeur se repaît des pires stéréotypes : l'ancien gamin de la banlieue d'Évreux, d'origine arabo-musulmane, souvent vêtu d'un sweat-shirt à capuche, n'est plus un collaborateur respecté du président de la République, mais un dealer de luxe... Il retrouve ainsi la place qui lui était assignée dans la société par ce qu'il y a de plus obscène de l'inconscient collectif.

Il existe une troisième hypothèse, à la fois simple et complexe. Comme dans *La Lettre volée*, ce court roman d'Edgar Poe, ce que nous croyions caché était en évidence sous nos yeux. Le président de la République est seul, et cela ne date pas du départ en rafale de ses conseillers « canal historique », entre décembre 2018 et mars 2019. Cela remonte plus loin, comme en témoigne son besoin de s'évader de temps

à autre, dans un équipage très réduit, pour une soirée incognito au restaurant ou ailleurs.

Pendant la campagne déjà, Emmanuel Macron redoutait de perdre sa liberté de parole et de mouvement, contraint par les règles de sécurité édictées par le GSPR et étouffé par des conseillers tous sortis du même moule, celui dont il est également issu.

Alexandre Benalla était plus qu'un garde du corps, plus qu'un facilitateur. C'était le fou du roi. Le jour où il arrive dans le bureau du « patron », comme il l'appelle, non plus chaussé de baskets New Balance mais de richelieu scintillantes, non plus vêtu d'un pantalon décontracté et d'un blouson mais d'un costume, celui-ci lui demande en quel honneur il est accoutré ainsi. « Pour m'institutionnaliser », lui répond Benalla, sérieux comme tout. Devant la mine amusée mais interrogative du chef de l'État, il ajoute : « Lauch m'a fait des remarques sur ma tenue. Il m'a dit de m'institutionnaliser ». Le président se tord de rire.

Emmanuel Macron a besoin d'air dans cet Élysée compassé. Tellement qu'un jour, sur un coup de tête, il décide de sortir seul à pied dans les rues de Paris. Il passe devant les huissiers à chaîne, traverse le jardin, fait un sourire au planton, franchit la grille du coq et file se balader vers les Champs-Élysées. Le garde républicain en faction ce jour-là a tout de même eu le réflexe d'appeler le général Bio-Farina, commandant militaire du Palais. Celui-ci, tout affolé, appelle un des gardes du corps d'Emmanuel Macron qui se précipite à la poursuite du chef de l'État. Montée d'angoisse, jusqu'au moment où le président est retrouvé aux abords du Grand Palais.

L'Élysée isole. Tous les présidents en ont fait l'expérience. Emmanuel Macron, plus que d'autres avant lui peut-être, se sent prisonnier dans son propre palais. En perdant Benalla, l'ancien adolescent trop sérieux, le bon élève qui n'a pas eu d'enfance sauvageonne, a perdu son copain. Ce n'est pas forcément très rassurant.

Le phénix

Il marche dans les rues de Paris, un peu plus enveloppé que sur les photos avec le président. Malgré ses lunettes de soleil, qu'il porte même par temps gris, les passants le reconnaissent, se retournent sur son passage. Certains s'enhardissent et lui adressent la parole. Est-ce qu'il voudrait bien poser pour un selfie ? Il s'exécute avec beaucoup de gentillesse. En fait, il ne déteste pas cette impression de vivre comme une rock star. Il est multi mis en examen. Et revient en France pour chaque nouvelle convocation judiciaire. Il a pris l'habitude. Le reste du temps, il voyage entre Londres et Genève. Il s'est installé au Maroc. Début 2019, il y a monté une société. Il l'a appelée Comya. Côté face pour Compagnie MoYen-Orient Afrique. Ou côté pile comme Compagnie Myriam Alexandre, le prénom de sa femme et le sien. L'entreprise, qui a déjà engrangé deux clients, a pour objet social ce qu'on nomme pudiquement « l'intelligence économique » et « la formation en sécurité dans les pays francophones ». Certains juges voulaient lui infliger une interdiction de sortie du territoire mais ils n'ont pas gagné. Il a seulement passé une semaine en prison. À la Santé, il n'a pas trouvé le temps long. Au contraire, il a pu faire du sport. À sa sortie, il a retrouvé ses bars d'hôtel favoris, ceux où il fixe ses rendez-vous. Il est toujours relax. Il se promène seul, parfois avec un garde du corps, discret. Il a vécu une année éprouvante mais ne semble

nullement stressé. Et pour cause. Il n'a pas 30 ans et, selon ses critères, il a déjà réussi sa vie. Le Bristol, le Raphaël, le Peninsula, la Réserve... C'est son carré d'as à lui. Que des palaces ! Pas mal, non, pour un petit gars d'Évreux issu de l'immigration qui a grandi sans père.

Mimi Marchand dit qu'il est mort ? Qu'il est grillé partout ? Bien d'autres qu'elle pensent la même chose. Il leur démontrera qu'ils ont tort. Toutes ses mises en examen pourraient presque lui valoir de figurer au livre des records. Pourtant, même s'il est condamné, il y a peu de chances qu'il retourne en prison. Il n'a tué personne. Il n'a volé personne. Il a interpellé un peu brutalement des excités qui étaient tout sauf de gentils manifestants. Même avec le recul, il ne regrette rien. Rien sinon d'avoir nui à ce président qu'il voulait protéger à tout prix. Aujourd'hui, il ne peut plus accomplir cette mission qui lui tenait tant à cœur. Mais la vie continue. Une porte se ferme, dix autres s'ouvrent, c'est sa devise. Tel un boxeur, il a encaissé et il a tenu bon. Il va continuer. Il le doit à son fils. À sa mère, aussi.

Remerciements

Merci à mon amie et éditrice, Muriel Beyer, d'avoir eu l'idée de ce livre et de m'avoir fait confiance.

Emmanuel Clerc et Lize Veyrard, dont la compétence et la bonne humeur m'ont accompagnée de bout en bout, prouvent que la valeur n'attend pas le nombre des années.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos

1 - « Alexandre commence à nous coûter un peu cher »

2 - L'entêté

3 - L'irrésistible ascension

4 - Le génie de la lampe

5 - Secret Service

6 - Baston party à la Contrescarpe

7 - La fête est finie

8 - 11 semaines 1/2

9 - On est les champions !

10 - Des personnes si serviables

11 - Un réveil difficile

12 - Garde à vue

13 - « Moi, je n'avais pas à en connaître »

14 - Affaire d'été

15 - « Vous me le crevez »

16 - L'homme qui aimait trop les armes

17 - La boîte à fantômes

18 - L'amie Mimi

19 - La bombe humaine

20 - Affairistes sans frontières

21 - Changement d'humeur au Château

22 - La case prison

23 - Il faut tuer le Sénat

24 - Le secret

25 - Le phénix

L ^{Éditions de} Observatoire

www.editions-observatoire.com

Suivez les Éditions de l'Observatoire sur les réseaux sociaux

